



Université de Montréal

Étude comparative sur les manifestations du genre dans les crimes  
d'empoisonnement au Québec à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

Par

Stéphanie Courtemanche

Département d'histoire  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences  
en vue de l'obtention du grade de maître ès arts en histoire

Avril 2016

© Stéphanie Courtemanche, 2016

## RÉSUMÉ

Au XIX<sup>e</sup> siècle émerge une criminologie naturalisante qui définit l'empoisonnement comme un crime féminin. L'étude proposée explore le lien qui s'établit entre le sexe de la personne criminelle, son genre et le moyen de perpétration de son acte meurtrier par l'analyse des procès pour empoisonnement répertoriés au Québec pour la période allant de 1867 à 1900. Comparant les procès d'empoisonneurs aux procès d'empoisonneuses, confrontant les acteurs historiques à leurs situations vécues, la recherche parcourt les manifestations du genre dans les méthodes criminelles employées par les accusé-e-s ainsi que dans les discours produits à leur endroit tout au long du processus judiciaire. Les résultats sont révélateurs des normes sexuelles en vigueur dans la société québécoise à la fin de l'époque victorienne et s'insèrent dans la lignée des études sur la régulation sociale au Québec.

**Mots clés :** genre, criminalité, empoisonnement, Québec, XIX<sup>e</sup> siècle, normes sexuelles, normes criminelles, régulation sociale, hommes, femmes, stéréotypes sexuels, comparaison, discours, ordre social

## ABSTRACT

In the nineteenth century emerges a naturalizing criminology which defines poisoning as a female crime. The proposed study explores the relationship developed between the gender of the criminal person, the kind and the commission of his murderous act and that, through the analysis of trials for poisoning listed in Quebec from 1867 to 1900. Comparing the male poisoners' trials to the female poisoners' trials as well as the historic players to their life situations, the search runs through the events of its kind in the criminal methods employed by defendants and in the resulting speeches concerning them throughout the judicial process. The results are indicative of sexual norms in Quebec society at the end of the Victorian era and fit into the tradition of social regulation studies in Quebec.

**Keywords:** gender, crime, poisoning, Quebec, nineteenth century, sexual norms, criminal norms, social regulation, men, women, gender stereotypes, comparison, speech, social order

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier du fond du cœur certaines personnes qui furent pour moi d'un grand support tout au long de cette aventure.

Tout d'abord, je remercie mon directeur, M. Ollivier Hubert, qui m'a accompagnée et m'a guidée tout au long de ma recherche. Merci d'avoir cru en ce projet et de l'avoir généreusement alimenté de commentaires constructifs qui m'ont aidée à cheminer.

Je tiens également à remercier ma fidèle amie, Valérie Tremblay, qui m'a supportée corps et âme dans cette aventure. Je te remercie d'avoir été à mes côtés autant lors de mes moments d'euphorie, partageant mon enthousiasme et alimentant ma réflexion, que lors de mes profonds moments d'angoisse. Même lorsque tu sillonnais les routes des Amériques loin de moi, je te sentais tout près. Je te remercie pour tes encouragements, la manière que tu as eu de croire en moi, ton esprit vif et pour l'ensemble de tes commentaires constructifs. Sans toi, ce mémoire n'aurait pas été possible.

Fanny Ozeray, merci d'avoir décidé de venir étudier au Québec ! Tu es arrivée à un moment dont j'en avais le plus besoin. Merci de m'avoir donné la force de continuer et de me dépasser. Les séances de rédaction n'auraient pas été les mêmes sans toi.

Je remercie mon compagnon de vie, mon amoureux, Francis Bastien qui, avec son optimisme réaliste, a toujours su me rappeler mes rêves dans les moments les plus difficiles et m'encourager à poursuivre sur la route que je m'étais tracée. Merci pour ton support, ta compréhension et ton amour.

Pour leur amour et leur soutien inconditionnel tout au long de mes études, merci à mes parents, Carole et Marc. Par vos parcours respectifs, vous avez toujours été pour moi une grande source d'inspiration. Merci de m'avoir accompagnée dans cette aventure depuis le tout début, mais surtout, de croire profondément en moi et d'encourager tous mes rêves. Je vous aime.

# TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>i</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>ii</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>iii</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>iv</b>

## **INTRODUCTION .....1**

Problématique de recherche.....	2
Plan du mémoire .....	3
Historiographie .....	4
▪ L’empoisonnement au Québec ?.....	4
▪ Histoire du crime et de la régulation sociale au Québec .....	5

## **CHAPITRE 1 : La théorie et la méthode.....9**

1.1 Le cadre d’analyse : la théorie du genre .....	9
1.1.1 La régulation foucaldienne et le vrai social.....	9
1.1.2 Qu’est-ce-que le genre ? .....	11
1.1.3 Un cadre théorique genré.....	12
1.1.4 La pertinence du genre dans une étude sur les crimes d’empoisonnement .....	13
A. Un crime de femme ? .....	13
B. Un crime d’homme ?.....	16
C. Une étude comparative.....	21
1.2 Le cadre méthodologique .....	21
1.2.1 Le type d’approche : approche qualitative .....	21
1.2.2 Présentation des cas et des sources.....	23
A. Les cas à l’étude.....	23
B. Les sources .....	24
C. Limites des sources .....	27

## **CHAPITRE 2 : Présentation des cas d’empoisonnement répertoriés au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle .....28**

2.1 Le cas Provencher-Boisclair (1867) .....	28
2.2 Le cas Joseph Ruel (1868).....	33
2.3 Le cas Hubert Bainville (1871).....	37
2.4 Le cas Marie McGaugh (1871).....	42
2.5 Le cas Vildebon Bissonnette (1872).....	46
2.6 Le cas Eusébie Boutet (Tremblay) (1884).....	51

<b>CHAPITRE 3 : Le genre dans les méthodes d’empoisonnement et les discours sur les criminels .....</b>	<b>60</b>
3.1 Analyse de la méthode d’empoisonnement .....	61
3.1.1 Lorsqu’un homme empoisonne .....	61
A. Dans tous les cas à l’étude .....	61
B. Lorsqu’un homme empoisonne un homme.....	61
C. Lorsqu’un homme empoisonne une femme.....	62
3.1.2 Lorsqu’une femme empoisonne .....	62
A. Dans tous les cas à l’étude .....	62
B. Dans le seul cas de maricide .....	63
C. Dans les deux autres cas.....	64
3.1.3 Conclusion.....	64
3.2 Analyse des discours portant sur les empoisonneurs.....	66
3.2.1 Ces hommes qui attentent à la vie de leurs épouses .....	66
A. Discours émis par les hommes de loi.....	66
<i>Un acte répréhensible ? .....</i>	67
<i>Un contrat matrimonial honoré ? .....</i>	68
B. Discours émis par la communauté .....	70
<i>Honneur familial .....</i>	70
<i>Honneur communautaire .....</i>	72
3.2.2 Ces hommes qui attentent à la vie d’autres hommes.....	73
A. Discours émis par la communauté .....	73
<i>Honneur familial et honneur communautaire.....</i>	73
B. Discours émis par les hommes de loi.....	74
<i>Honneur familial et honneur communautaire.....</i>	74
<i>Un crime viril ? .....</i>	75
3.3 Analyse des discours portant sur les empoisonneuses.....	77
3.3.1 Sophie Boisclair.....	78
A. Femme voluptueuse = femme dangereuse.....	78
B. Rôle d’épouse.....	80
C. Rôle de mère .....	82
D. Une analyse supplémentaire : le jury de matrones.....	84
3.3.2 Eusébie Boutet.....	85
A. Rôle de mère/épouse.....	85
B. La femme passionnelle.....	86
3.3.3 Marie McGaugh.....	87
A. La réputation comme gage de respectabilité.....	88
B. Clémence et paternalisme .....	89
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>92</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>97</b>

## INTRODUCTION

« L’histoire du crime, c’est beaucoup plus que la simple narration d’un fait divers qui a pu passionner une époque. Elle constitue le miroir d’un passé vivant, l’image d’une période, d’une manière de voir et de penser<sup>1</sup>. »

« La femme est infanticide, avorteuse et empoisonneuse<sup>2</sup>. » Cette citation s’appuie sur un immense substrat culturel que la recherche développée pour ce mémoire entend contribuer à révéler. Ce mémoire porte sur les crimes d’empoisonnement au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle et il propose de les étudier en utilisant la théorie du genre.

La représentation de la femme empoisonneuse se situe à la rencontre de deux univers de représentations, celles qui sont associées aux crimes féminins et celles qui sont attribuées à la femme. Ces représentations sont le produit de préjugés partagés et validés par les « définisseurs de société<sup>3</sup> », c’est-à-dire ces acteurs de premier plan qui agissent dans et par les institutions de régulations sociales (de l’école au confessionnal, de la prison aux cours de justice criminelles) afin de maintenir l’ordre. Dans ce dernier, le corps de la femme, au même titre que celui de l’homme, du reste, est chargé d’une multitude d’attributs psychophysiques qui déterminent supposément, et dictent en fait, aux corps sexués des manières d’être, de penser et d’agir en s’imposant aux acteurs historiques comme des vérités immuables. Ces identités sexuées sont le fruit de constructions sociales qui varient dans le temps ; comprendre qu’elles ne peuvent être étudiées séparément et isolées de l’ensemble de l’organisation sociale, c’est utiliser une approche genrée. Lorsqu’elle étudie la femme (criminelle) sous le regard du savant au XIX<sup>e</sup> siècle, Martine Kaluszynski clarifie ce fait en affirmant qu’on ne peut séparer le

---

<sup>1</sup> Hélène-Andrée Bizier, *Crimes et châtements : La petite histoire du crime au Québec*, Montréal, Libre Expression, 1982, tome 2, p. 9.

<sup>2</sup> Monique Ida Septon, « Les femmes et le poison : L’empoisonnement devant les juridictions criminelles en Belgique, 1795-1914 », Thèse de Ph.D. (Histoire), Marquette University, 1996, p.533. À noter : ajouter à cette triade la **prostituée** qui est, au XIX<sup>e</sup> siècle, tout autant stigmatisée par la criminologie émergente qui tente de lier la criminalité de la femme à sa nature féminine.

<sup>3</sup> Terme inspiré de textes d’Andrée Lévesque, qui proposent « définisseurs de normes » et « définisseurs de situation » (Andrée Lévesque, *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l’entre-deux-guerres*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1989).



discours sur la femme criminelle du discours tenu sur les femmes en général, ou tout simplement du rôle, de la condition des femmes au quotidien : « [...] Le rôle primordial de la femme c'est d'être mère et la plupart de ses crimes se rapportent à cette fonction : ce sont des crimes sexuels ou des crimes contre les enfants. La femme est le personnage principal de la tragédie domestique<sup>4</sup> ».

L'empoisonneuse est une figure énigmatique, une incarnation des mystères de la femme et du danger qu'ils représentent : « Craignez hommes, craignez tout de la femme, ses yeux, sa voix, ses mains sont pour vous des lacets infâmes<sup>5</sup> ». Dans la mesure où l'empoisonneuse fait office de figure archétypale en matière de criminalité féminine, qu'elle se hisse au sommet de l'imaginaire collectif occidental, il s'avérerait pertinent de faire une étude qui comparait cette dernière à son homologue masculin. En effet, si, à l'époque qui nous intéresse, « la » femme était pensée comme contretypé de l'homme, ce dernier était donc lui aussi déterminé par une criminalité liée à son sexe. La criminalité masculine ne devait rien à voir avec la faiblesse et la ruse généralement associées aux crimes d'empoisonnement.

De plus, soulignons le fait que, parmi les éléments de la trilogie de crimes associés au corps féminin (infanticide, avortement, empoisonnement [et prostitution]), l'empoisonnement est le seul n'ayant pas fait l'objet d'études spécifiques dans l'historiographie québécoise.

## **Problématique de recherche**

Le procès criminel pour empoisonnement est un objet d'étude révélateur des rapports genrés. Cette recherche entend relever les manifestations de la catégorie du genre dans les archives laissées par six causes d'empoisonnements perpétrées (ou à tout le moins sanctionnées) au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>4</sup> Martine Kaluszynski, « La femme (criminelle) sous le regard du savant au XIX<sup>e</sup> siècle », dans Coline Cardi et Geneviève Pruvost, dir. *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 9.

<sup>5</sup> Arlette Farge, « L'espace public de la criminalité féminine », dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles*. De l'Antiquité à nos jours, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008, p. 24. L'auteure fait référence aux textes de la Bibliothèque bleue, première forme de littérature dite « populaire » apparue en France au début du XVII<sup>e</sup> siècle, qui donnent une description cruelle du caractère féminin.

Tout d'abord, nous avons cherché comment le genre a influencé la méthode empoisonneuse des accusés selon les récits proposés par les archives judiciaires et les comptes rendus de procès. De manière générale, les comportements des individus sont en partie régis par un discours social régulateur puissant en matière de stéréotypes sexuels. On peut alors se demander s'il existe des particularités et/ou des différences significatives, révélées par le discours et construites par lui, lorsqu'on a affaire à un homme empoisonneur ou à une femme empoisonneuse ? Est-ce que, par exemple, un homme empoisonne de la même manière qu'une femme dans nos sources ? Autrement dit, les propos décrivant le comportement meurtrier diffèrent-ils en fonction du sexe social de l'empoisonneur présumé ?

Ensuite, nous avons cherché à déterminer la manière dont la justice, comme institution, produit une représentation genrée de la société à travers ces crimes d'empoisonnement. Nous posons à cet égard que les procès constituent une sorte de « vitrine sociale » qui offre à la justice et à ses acteurs un moyen d'exercer une régulation sociale des rôles sexuels. De quelle manière les discours produits à l'occasion des enquêtes et des procédures judiciaires proposent-ils non seulement une production de la vérité des crimes en tant que crimes, mais encore des injonctions ou des opinions beaucoup plus générales sur la nature genrée des rôles sociaux ? Nous avons considéré à cet égard autant les discours qui proviennent des hommes de loi (juges, procureurs, avocats) que de ceux qui émanent des membres de la communauté lorsque ceux-ci s'expriment à la barre des témoins ou à l'occasion de requêtes et de pétitions tout au long du processus judiciaire.

## **Plan du mémoire**

Dans le premier chapitre, nous précisons le cadre théorique et la méthode utilisée dans cette recherche. À travers son historiographie, nous retraçons les origines de la théorie du genre. Ensuite, nous expliquons en quoi consiste l'utilisation d'un cadre théorique genré et dans quelle mesure cette approche est pertinente dans une étude sur les crimes d'empoisonnement. Nous enchaînons en justifiant notre approche méthodologique et terminons ce chapitre par une brève présentation des six cas d'empoisonnement étudiés et des sources consultées pour mener à bien ce travail.

Le second chapitre livre une série de récits chronologiquement ordonnés des cas d’empoisonnement répertoriés au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle à travers leurs éléments factuels (qui, où, quand et comment). Ce chapitre est le fruit du dépouillement et de la mise en ordre des sources judiciaires et connexes consultées aux archives nationales à Ottawa ainsi que dans différents centres d’archives régionaux de la province.

Dans le chapitre final, nous proposons une analyse genrée des cas d’empoisonnement. Pour y parvenir, nous procédons, dans un premier temps, à une étude comparative pour soulever les différences majeures qui opposent, dans les récits de procès, l’empoisonneuse à l’empoisonneur dans leurs méthodes criminelles. Ensuite, nous produisons une analyse discursive qui identifie les manifestations du genre dans les propos tenus sur la personnalité des accusé-e-s.

## **Historiographie**

À présent, présentons les études québécoises qui ont abordé l’empoisonnement ainsi que les travaux qui se sont intéressés à l’histoire du crime et de la régulation sociale. L’idée est de préciser le contexte dans lequel s’insère notre étude et de souligner les approches dont elle s’inspire et celles dont elle se distancie.

### L’empoisonnement au Québec ?

Bien que l’empoisonnement n’ait jamais fait l’objet d’étude à part entière au Québec, certains chercheurs ont abordé ce crime, mais toujours en filigrane d’une étude plus globalisante. À cet effet, notons les deux tomes d’Hélène-Andrée Bizier, *Crimes et Châtiments : la petite histoire du crime au Québec*<sup>6</sup>. Ces derniers se présentent comme des ouvrages de vulgarisation. La démarche de l’historienne consiste à reconstituer les affaires criminelles qui ont marqué l’imaginaire collectif dans le but d’en faire la matière de récits diffusés sur les ondes radiophoniques. C’est donc sur une large période, de 1763 à 1926, que des crimes d’empoisonnement s’entremêlent aux crimes de sang violents et vols impressionnants sans orientation précise. Dans une voie plus folklorico-littéraire, la

---

<sup>6</sup> Hélène-Andrée Bizier, *Crimes et châtiments : La petite histoire du crime au Québec*, Montréal, Libre Expression, 1982 (1983), tomes 1 et 2, 251 pages.

figure mythique de « La Corriveau », meurtrière au temps de la Nouvelle-France, a donné lieu à de nombreuses études cherchant à retracer et contextualiser les interprétations symboliques du funeste destin de cette femme légendaire<sup>7</sup>, tantôt « sorcière », tantôt « empoisonneuse ». Dans une perspective plus proche de la nôtre, les criminologues Sylvie Frigon<sup>8</sup> et Joanne Bernier<sup>9</sup> ont abordé les empoisonneuses en filigrane de leurs études portant avant tout sur le traitement juridico-pénal des femmes maricides au Canada. Il faut noter qu’aucune étude consultée ne fait référence à quelconque empoisonneur de sexe masculin au Québec.

### Histoire du crime et de la régulation sociale au Québec

Au Québec, plusieurs études se sont consacrées à l’histoire de la « petite » criminalité en l’abordant sous l’angle de la régulation sociale. Prostitution, vagabondage et délinquance ont engendré leur lot de recherches. En matière de régulation sociale, il importe de souligner les travaux dirigés par Jean-Marie Fecteau, spécialiste de l’histoire de la prise en charge du crime et de la pauvreté par l’État au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. Ses recherches retracent le cadre structurel de la mise en place et des transformations du mode de régulation de type libéral de la société québécoise. Parler du concept de régulation sociale, s’est rendre compte des relations complexes qui s’établissent entre les institutions et les acteurs sociaux.

Pour illustrer ces interactions multiples, certains historiens ont utilisé le concept d’instrumentalisation de l’outil de la justice criminelle, et ce, autant par les élites, qui l’utiliseront dans leur propre intérêt, que par la population même qui y recourra que ce soit par vengeance, cupidité ou désir de protection. Dans *Magistrat, police et société : La*

---

<sup>7</sup> Entre autre : Luc Lacourcière, « Le destin posthume de la Corriveau », *Les Cahiers des Dix*, n° 34 (1969), p. 239-271 et Catherine Ferland et Dave Corriveau, *La Corriveau : de l’histoire à la légende*, Québec, Septentrion, 2014, 392 pages.

<sup>8</sup> Sylvie Frigon, *L’homicide conjugal au féminin, d’hier à aujourd’hui*, Montréal, Éditions du Remue Ménage, 2003, 157 pages.

<sup>9</sup> Joanne Bernier, « “Maricide” au Canada français (1867-1940) : le syndrome de la femme fatale », Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d’Ottawa, 1995, 138 pages.

<sup>10</sup> Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre : sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIX<sup>e</sup> siècle québécois*, Montréal, VLB, 2004, 455 pages. Du même auteur : *Un nouvel ordre des choses : la pauvreté, le crime, l’État au Québec, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1840*, Montréal, VLB, 1989, 287 pages.

*justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada*<sup>11</sup>, Donald Fyson aborde ce paradoxe du système de justice criminelle qui, malgré le fait qu'il soit à la base des inégalités sociales, n'empêche pas certains individus d'avoir recours au pouvoir de l'État pour servir leurs besoins. Mary Anne Poutanen<sup>12</sup> évoque aussi l'usage du système autant par celui qui le façonne que par celui qui le subit alors qu'elle examine la construction et la représentation de la violence dans les milieux où évoluaient les vagabondes au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Puisque ces femmes connaissaient bien la prison, elles comprenaient la justice criminelle et n'hésitaient pas à l'utiliser à leurs propres fins.

En matière de régulation sociale, les approches des historiens varient. Alors qu'elle étudie la criminalité féminine à Montréal dans *Caught : Montreal's Modern Girls and the law, 1869-1945*<sup>13</sup>, Tamara Myers s'intéresse à l'expérience individuelle des « mauvaises filles » plus qu'à celle de l'institution qui les régulent. L'historienne retrace cependant aussi les modes de contrôle qui s'exerçaient sur les femmes et les jeunes délinquantes qui affichaient des comportements sociaux et sexuels jugés inadéquats. D'autres historiens privilégient des études sous l'angle institutionnel, c'est-à-dire à travers l'organe de régulation (et de répression) plutôt que celui de l'expérience vécue par le « déviant ». Andrée Lévesque a consacré un texte à l'action des réformateurs et des réformatrices qui ont cherché à éradiquer les maisons de prostitution à Montréal<sup>14</sup>. Mentionnons également l'article de Véronique Strimelle « La gestion de la déviance des filles à Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle : les institutions du Bon-Pasteur d'Angers (1869-1912)<sup>15</sup> », le mémoire de François Boulianne « La répression des bordels à Québec :

---

<sup>11</sup> Donald Fyson, *Magistrat, police et société. La justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada (1764-1837)*, Montréal, Hurtubise, 2010, 588 pages. Voir aussi : Patrick Allen, « Prostituées de rue et maison et débauche à Québec : La répression de la prostitution par le système de justice étatique, 1880-1905 », *Mémoire de M.A. (Histoire)*, Université Laval, 2007, 131 pages.

<sup>12</sup> Mary Anne Poutanen, « Images du danger dans les archives judiciaires. Comprendre la violence et le vagabondage dans un centre urbain du début du XIX<sup>e</sup> siècle, Montréal (1810-1842) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 33 (2002), p. 381-405.

<sup>13</sup> Tamara Myers, *Caught: Montreal's Modern Girls and the law, 1869-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, 345 pages.

<sup>14</sup> Andrée Lévesque, « Éteindre le Red Light : les réformateurs et la prostitution à Montréal entre 1865 et 1925 », *Revue d'histoire urbaine*, vol. 17, n° 3 (1989), p. 191-201.

<sup>15</sup> Véronique Strimelle, « La gestion de la déviance des filles à Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle : les institutions du Bon-Pasteur d'Angers (1869-1912) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 5 (2003), p. 61-83.

discours, institutions et application, 1850-1870<sup>16</sup> » ainsi que la monographie de Sylvie Ménard *Des enfants sous surveillance. La rééducation des jeunes délinquants au Québec, 1840-1950*<sup>17</sup>.

Outre la « petite » criminalité, la question des homicides au Québec a également fait l'objet d'études. Dans cette branche, la question de l'infanticide a été respectivement étudiée par les historiennes Marie Aimée Cliche, dans son article « Les filles mères devant les tribunaux de Québec, 1850-1969<sup>18</sup> », Andrée Lévesque, dans sa publication « Mères célibataires et infanticides à Montréal, 1914-1930<sup>19</sup> » et Annie Chênevert, dans son mémoire intitulé « Les mères accusées d'infanticide dans le district judiciaire de Montréal, 1798-1850<sup>20</sup> ». Pour sa part, David Vachon<sup>21</sup> s'est penché sur la question des homicides coupables perpétrés dans la ville de Québec de 1880 à 1930. L'historien s'est demandé si la ville de Québec ressemblait aux autres grandes agglomérations urbaines et portuaires en matière de violence telles que Montréal, Londres et New York. Lorsqu'il tente d'établir un lien entre genre et homicide, il considère que des facteurs biologiques et sociaux expliquent le comportement agressif des hommes. Ces déterminismes sont aussi abordés par Donald Fyson dans « Blows and Scratches, Swords and Guns<sup>22</sup> » lorsqu'il dresse un portrait de la violence masculine dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle au Bas-Canada. D'autres encore se sont intéressés à la recrudescence des homicides conjugaux associée au passage de la société québécoise à l'ère industrielle. Avec l'industrialisation se serait dessinée une scission entre sphère publique et sphère privée

---

<sup>16</sup> François Boulianne, « La répression des bordels à Québec : discours, institutions et applications, 1850-1870 », Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2008, 130 pages.

<sup>17</sup> Sylvie Ménard, *Des enfants sous surveillance. La rééducation des jeunes délinquants au Québec, 1840-1950*, Montréal, VLB, 2003, 247 pages.

<sup>18</sup> Marie-Aimée Cliche, « Les filles-mères devant les tribunaux de Québec, 1850-1969 », *Recherches sociographiques*, vol. 32, n° 1 (1991), p. 9-42. De la même auteure : « L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, n° 1 (1990), p. 31-59.

<sup>19</sup> Andrée Lévesque, « Mères célibataires et infanticides à Montréal, 1914-1930 », dans Christiane Bard, dir. *Femmes et justice pénale, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, France, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 97-109. De la même auteure : *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1989, p. 97-120.

<sup>20</sup> Annie Chênevert, « Les mères accusées d'infanticide dans le district judiciaire de Montréal, 1798-1850 », Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 2013, 157 pages.

<sup>21</sup> David Vachon, « “Don't do that Joss!” : Les homicides à Québec entre 1880-1930 », Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2008, 126 pages.

<sup>22</sup> Donald Fyson, « Blows and Scratches, Swords and Guns: Violence Between Men as Material Reality and Lived Experience in Early Nineteenth-Century Lower Canada », A paper for the 78<sup>th</sup> annual meeting of the Canadian Historical Association, Sherbrooke, June 1999.

apportant des changements importants dans les rôles au sein du couple et favorisant une privatisation de la violence. Dans l'ouvrage collectif, *Les violences criminelles*, un article des auteurs Maurice Cusson et Raymonde Boisvert abordent les homicides conjugaux à Montréal<sup>23</sup>. Selon eux, ce type de crime s'explique par un désir, manifesté par les hommes, de possession exclusive de l'autre. Dans son ouvrage « *La vie est si fragile*<sup>24</sup> », André Lachance étudie la mort violente dans les Cantons-de-l'Est de 1900 à 1950. Il consacre deux chapitres au meurtre et à l'homicide involontaire coupable. Ses recherches l'amènent à constater que le foyer familial est le lieu où les homicides sont le plus fréquemment commis. Pour sa part, Michel Sharpe s'intéresse à la mort violente perpétrée spécifiquement dans la ville de Sherbrooke de 1901 à 1930. Il conclut que les homicides sont caractérisés par le fait que la majorité des accusés sont des hommes, qu'il est fait une grande utilisation des armes à feu et que les mobiles du crime sont surtout reliés à l'honneur personnel ou familial<sup>25</sup>.

L'objectif de cette étude est de dépasser la simple description des affaires criminelles et de parvenir à les inscrire dans les théories les mieux à même d'éclairer la signification des discours dont elles ont été l'occasion et à travers lesquels elles nous sont révélées. En analysant les manifestations du genre dans les propos tenus par les différents acteurs historiques, nous constaterons que les procès pour homicide par empoisonnement sont un des lieux de la production discursive des inégalités sociales, car ils mobilisent largement les stéréotypes sexuels. Ce travail comble un vide dans l'historiographie québécoise puisque le crime d'empoisonnement n'a jamais fait l'objet d'étude à part entière. Nous pensons que notre étude offre un point de vue intéressant sur les idéologies sexuelles prédominantes au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle appartient à l'histoire du genre, de la justice criminelle et de la régulation sociale au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>23</sup> Maurice Cusson et Raymonde Boisvert, « Homicides et autres violences conjugales », dans Maurice Cusson, *et al. Les violences criminelles*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 77-90.

<sup>24</sup> André Lachance, « *La vie est si fragile* » : *Étude sur la mort violente dans les Cantons de l'Est 1900-1950*, Sherbrooke, Éditions G.G.C., 2002, 209 pages.

<sup>25</sup> Michel Sharpe, « La mort violente à Sherbrooke de 1901 à 1930 », Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Sherbrooke, 1993, 195 pages.



# **CHAPITRE 1 :**

## **La théorie et la méthode**

Ce chapitre concerne la théorie utilisée comme cadre d'analyse pour ce mémoire ainsi que la méthodologie priorisée.

Ce mémoire a le genre pour cadre théorique. Dans quelle mesure pouvons-nous lier genre et criminalité ? Ces deux concepts sont dans les faits intrinsèquement liés. Pour appuyer cette affirmation, nous retracerons les origines de la théorie du genre, nous définirons ce dernier et nous expliquerons en quoi consiste l'utilisation d'un cadre théorique genré et en quoi il est pertinent dans le cadre d'une étude sur les crimes d'empoisonnement.

Ensuite, nous nous pencherons sur l'approche méthodologique : l'analyse qualitative des données recueillies. Enfin, nous présenterons les cas à l'étude, les sources utilisées ainsi que leur provenance.

\*\*\*

### **1.1 Le cadre d'analyse : la théorie du genre**

#### **1.1.1 La régulation foucaldienne et le vrai social**

Si le genre est un concept étranger aux analyses de Michel Foucault, ses analyses politiques de la modernité ainsi que sa vision des dispositifs de pouvoir ont ouvert une voie critique qui a influencé plusieurs théoriciens du genre.

Dans son analyse du monde moderne, Foucault s'est penché sur les règles contraignantes qui s'exercent sur les individus. Il développe l'idée que peu de régimes furent capables d'assurer les grands principes prônés par la Révolution de 1789 (liberté et égalité), désormais grands référents du monde moderne<sup>1</sup>. Les gouvernements ont

---

<sup>1</sup> Michèle Riot-Sarcey, «Michel Foucault pour penser le genre : sujet et pouvoir», dans Danielle Chabaud-Rychter, dir. *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte, 2010, p. 487.



perpétué l'inégalité sociale à laquelle ils se trouvaient confrontés, notamment, par la construction des différences dites naturelles. De cette analyse découlent deux constats. Tout d'abord, Foucault comprend que « la constitution d'un sujet n'est pas donnée définitivement », que le sujet « est à chaque instant fondé et refondé par l'histoire<sup>2</sup> ». C'est ce qu'il appelle la notion de subjectivation, c'est-à-dire que le sujet est saisi dans une interaction constante avec la société. De ce fait, Foucault en vient à réaffirmer la maxime de Marx selon laquelle l'histoire est une succession de rapports de forces.

En portant une attention particulière aux diverses formes d'aliénation et de servitude de l'individu, Foucault s'attache à comprendre la manière dont se perpétuent les différents dispositifs de la hiérarchie sociale à travers l'analyse même des rapports de pouvoir. À travers ceux-ci, Foucault va au-delà de la considération de la seule souveraineté de la loi en développant l'idée que le normatif se diffuse par le déploiement des stratégies de pouvoir qui œuvrent au sein des institutions de régulation sociale et dont l'utilité publique apparaît incontestable aux sujets sociaux : « de l'école à l'hôpital, de la prison au confessionnal<sup>3</sup> ». C'est au sein de ces institutions de régulation sociale, dont le théâtre de la justice fait partie, que le discours normatif sur les individus est formaté. La circulation des discours de vérité dans les institutions produit la vérité des discours, c'est-à-dire leur légitimité : « Chaque individu est appelé à respecter l'identité qui le désigne et l'assigne aux fonctions que commande l'ordre social [...] C'est pourquoi l'efficacité du système repose, non sur la contrainte, mais sur le libre consentement des individus qui se glissent dans l'enveloppe identitaire qui leur est imposée<sup>4</sup> ».

Ainsi, un des principes qui découle de cette analyse foucaldienne de la société, et qui sera amplement réutilisé dans le cadre de ce mémoire, c'est l'idée du « vrai social »

---

<sup>2</sup> Michel Foucault, *Dits et écrits : 1954-1988*, vol. 2, Paris, Gallimard, 1994, p. 540.

<sup>3</sup> Michèle Riot-Sarcey, « Michel Foucault pour penser le genre : sujet et pouvoir », dans Danielle Chabaud-Rychter, dir. *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte, 2010, p. 488

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 487.

qui s'impose à tous et à chacun comme un fait incontestable. « À force d'être dits et répétés, l'injonction, le principe, la fonction, le rôle deviennent des réalités en soi<sup>5</sup>. »

### 1.1.2 Qu'est-ce que le genre ?

S'inspirant notamment de l'analyse foucauldienne, qui s'articule autour des pôles « sujet » et « pouvoir », pour comprendre la vie des hommes, les théoricien-ne-s du genre ont exploré ce champ épistémologique au sein des études féministes pour comprendre les rapports de domination. L'apport de Foucault aux études de genre est d'avoir proposé une vision des relations sociales. En effet, si son analyse s'évertue à comprendre comment les hommes gouvernent d'autres hommes dans « l'espace public démocratique supposé être l'espace où s'exercent la souveraineté du peuple<sup>6</sup> », la théorie du genre a permis quant à elle de renverser la question et de la poser du point de vue du gouvernement des femmes par des hommes. Ainsi, le genre désigne les relations sociales entre les sexes, mais signifie avant toute chose les rapports de pouvoir qui les constituent<sup>7</sup>. Dans ce sens, le genre fait référence au « discours de la différence des sexes. Il ne se rapporte pas simplement aux idées, mais aussi aux institutions, aux structures, aux pratiques quotidiennes, comme aux rituels, à tout ce qui constitue les relations sociales. Le discours est un instrument de mise en ordre du monde [...]. Le genre est l'organisation sociale de la différence sexuelle<sup>8</sup> ».

En effet, imposé aux corps sexués par les « définisseurs de société », le genre est l'attribution de connotations psychologiques et culturelles plutôt que seulement ou principalement biologiques. Pour Irène Théry on peut comprendre ce fait simplement en saisissant que : « si les termes appropriés pour sexe sont “mâle” et “femelle”, les termes correspondants pour genre sont “masculin” et “féminin”<sup>9</sup> ». En définitive, le genre n'est que le marqueur de l'identité respective attribuée aux sexes biologiques des individus.

---

<sup>5</sup> Michèle Riot-Sarcey, « Michel Foucault pour penser le genre : sujet et pouvoir », dans Danielle Chabaud-Rychter, dir. *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte, 2010, p. 488.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p.490.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.491.

<sup>8</sup> Joan W. Scott, *De l'utilité du genre*, Paris, Fayard, 2012, p. 15.

<sup>9</sup> Irène Théry, *Qu'est ce que la distinction de sexe ?*, Paris, Fabert, 2011, p. 24.

Ces marqueurs d'identité sont chargés d'une multitude d'idées construites déterminant les rôles sexuels, et, par extension, les rôles sociaux, jugés appropriés pour les hommes et les femmes. Entité puissante émanant du « pouvoir » et exposé au sein de toutes les formes de régulations sociales, le genre trace la norme sexuelle respectable et souhaitable socialement pour chaque individu. Ainsi, en tant que produit de technologies sociales variées, le genre deviendra tout simplement une norme sociétale parmi tant d'autres, mais peut-être plus puissante que toutes les autres, s'insinuant dans toutes les sphères de la société et s'affirmant comme le « vrai social ».

### 1.1.3 Un cadre théorique genré

Dans la mesure où l'on admet qu'il existe un façonnement perpétuel des rôles sexuels à travers l'histoire, que ces rôles sont redéfinis selon les périodes et qu'ils le sont dans une optique de régulation sociale, on comprend que l'un des socles les plus importants de la hiérarchie sociale repose sur des identités historiquement construites (féminin/masculin). Dans ce sens, découvrir cette gamme de rôles sexués et ce perpétuel travail de réinvention du monde induit une approche binaire du réel dans l'analyse des usages sociaux qu'ont pu en faire les différents acteurs et actrices historiques<sup>10</sup>.

Notre étude s'inspire de la proposition de Joan W. Scott quant à l'utilisation du terme « genre » qui implique, selon l'historienne, l'introduction d'une notion relationnelle entre les sexes. Aborder une étude dans une telle perspective permet donc d'étudier les hommes et les femmes les uns par rapport aux autres en évitant de le faire séparément. « Il me semble que nous devons nous intéresser à l'histoire aussi bien des femmes que des hommes ; il ne faudrait pas que nous travaillions seulement sur le sexe dominé, pas plus que les historiens des classes n'étudient les seuls paysans. Notre but est de comprendre la signification des sexes, des catégories de genre dans le passé historique. Notre but est de découvrir la gamme des rôles sexués et celle du symbolisme sexuel dans différentes sociétés à différentes périodes, de mettre au jour le sens qui leur a été donné et

---

<sup>10</sup> Ollivier Hubert, « Féminin/masculin : l'histoire du genre », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (2004), p. 479.

de voir comment cela a contribué à maintenir l'ordre social ou à promouvoir le changement<sup>11</sup> ».

Dans ce sens, l'utilisation du genre comme cadre d'analyse amène l'historien-ne à ne pas se consacrer à l'étude d'un sexe (ou genre) en particulier et l'incite plutôt à confronter les différents acteurs historiques (hommes et femmes) ainsi que leurs expériences vécues en cherchant à déterminer comment a pu s'orchestrer le discours attribué respectivement à chaque sexe à une époque donnée. Dans le cadre de notre étude portant sur les crimes d'empoisonnement au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, nous analyserons le discours portant sur la différence des sexes produit au sein d'un haut lieu de régulation sociale dans le monde occidental, c'est-à-dire les cours de justice criminelles.

#### 1.1.4 La pertinence du genre dans une étude sur les crimes d'empoisonnement

À ce stade, soulignons les raisons qui font du genre un cadre théorique pertinent lorsqu'on étudie des cas judiciaires de crimes d'empoisonnement.

##### **A. Un crime de femme ?**

Anne-Emmanuelle Demartini, qui a étudié la figure archétypale de l'empoisonneuse en France pour la période allant du début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, constate que, statistiquement parlant, l'empoisonnement est un crime relativement marginal comparativement aux autres crimes commis contre la personne<sup>12</sup>. Après avoir consulté le *Compte général de l'administration de la justice criminelle en France*, Demartini a cependant détecté une période de croissance du crime d'empoisonnement dans les années 1830 et 1840, suivie toutefois d'une décroissance progressive et sensible au cours des années suivantes<sup>13</sup>. Pendant cette décroissance, le nombre des accusées dépasse celui des accusés, de sorte qu'il est possible d'identifier, en France tout au moins, une « grande période des

---

<sup>11</sup> Joan W. Scott, *De l'utilité du genre*, Paris, Fayard, 2012, p. 19.

<sup>12</sup> Anne Emmanuelle Demartini, «La figure de l'empoisonneuse. De Marie Lafarge à Violette Nozières», dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008, p. 27.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p.28.

empoisonneuses » qui se serait étendue des années 1840 aux années 1870. L'analyse du *Compte général* démontre qu'avant cette période la part des hommes l'emporte sur celle des femmes et qu'après cette période la différence entre les sexes n'apparaît plus vraiment significative<sup>14</sup>. Au total, l'empoisonnement est un crime rare qui ne peut pas vraiment être associé davantage à un sexe plutôt qu'à un autre. Pourtant nous continuons de le voir se hisser au sommet de l'imaginaire de la criminalité féminine. Pourquoi ?

Les racines de cette construction, qui font du crime d'empoisonnement « le crime des femmes » par excellence, sont anciennes. Comme l'indique Franck Collard par exemple, « tout un héritage culturel incite les esprits mâles du Moyen-âge à attribuer à la femme une propension à empoisonner<sup>15</sup> ». Appuyant ses dires entre autres sur la *Bible*, l'historien soulève l'association de la première femme au venin : « La toxicité prétendue du sang menstruel est la traduction naturelle de l'essence vénéneuse de la femme dont l'activité séductrice envenime l'homme au sens propre et au figuré : c'est la leçon morale à tirer de l'histoire de la pucelle venimeuse [c.-à-d. Ève] <sup>16</sup> ». Dans la quête des racines de cette construction, on peut également souligner « la cuisine homicide » mentionnée par Frédéric Jacquin alors qu'il étudie les crimes et leurs imaginaires au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Si ce dernier mentionne qu'au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècle l'art des poisons tendait à se confondre avec la sorcellerie, il semblerait qu'il s'en soit détaché au XVIII<sup>e</sup> siècle pour se rapporter davantage du lieu profane qu'est la cuisine et son imaginaire. En effet, puisque ce sont les femmes qui ont l'habitude de se retrouver en ce lieu, à tourner et à façonner dans des marmites les plats destinés à l'alimentation de la famille, c'est à elles que l'on associe l'espace de préparation des poisons. Espace qui était étroitement lié à leurs fonctions domestiques. Cette « cuisine homicide » faciliterait le geste empoisonneur et son imputation reposerait, pour sa part, sur un épais substrat culturel. Puissantes, ces représentations sont ensuite intégrées à la justice par une logique accusatoire inspirée de

---

<sup>14</sup> Anne Emmanuelle Demartini, « La figure de l'empoisonneuse. De Marie Lafarge à Violette Nozières », dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008, p. 29.

<sup>15</sup> Franck Collard, *Le crime de poison au Moyen Âge*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, p. 112.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> Frédéric Jacquin, *Affaires de poison. Les crimes et leurs imaginaires au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 2005, p. 69.

l'imaginaire, c'est-à-dire comme matrice formée par interprétations et jugements de faits événementiels<sup>18</sup>.

Toutefois, et c'est ce qui retient notre attention dans le cadre de ce mémoire, c'est au XIX<sup>e</sup> siècle que les propos entourant le crime par le poison se précisent réellement. On fonde désormais « scientifiquement » le raisonnement attribuant la propension majoritaire des femmes à empoisonner. En effet, c'est avec l'émergence du discours scientifique, qui marque tout le XIX<sup>e</sup> siècle avec la naissance d'une criminologie naturalisante initiée par Cesare Lombroso<sup>19</sup>, qu'une telle stigmatisation de l'empoisonnement comme crime féminin par excellence sera possible. Voilà qui conforte les vulgates quant à la nature « genrée » de ce crime qui semble tout simplement aller de pair avec les particularités multiples et stéréotypées attribuées à la femme en général à l'époque : « Pensé comme l'arme des faibles, des lâches, des hypocrites, le poison est supposé s'accorder à la psychologie féminine<sup>20</sup> ». La faiblesse physique des femmes est utilisée comme raisonnement scientifique : « la femme est faible au physique [...] le poison se trouve donc être l'arme de la femme par excellence puisqu'elle n'exige pas la force physique de ceux qui la manient<sup>21</sup>. » La question de la lâcheté est également déployée : « les femmes n'ayant pas le courage de se venger ouvertement et par la voie des armes, embrassent ce parti qui favorise leur timidité et cache leur malice<sup>22</sup> ». À cela, s'ajoute que la femme est rusée et dissimulatrice ce qui, selon le criminologue Alexandre Lacassagne, « s'accorde parfaitement à un crime impliquant préparation et préméditation pour prendre en traître sa victime<sup>23</sup> ». Enfin, Martine Kaluszynski ajoute à ces traits typiques du féminin, généralement soulevés lorsqu'on tente de prouver la connivence entre la femme et le

---

<sup>18</sup> Frederic Jacquin, *Affaires de poison. Les crimes et leurs imaginaires au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 2005, p. 112.

<sup>19</sup> Marie-Andrée Bertrand, *La femme et le crime*, Montréal, Éditions de l'Aurore, 1979, p. 19 à 22.

<sup>20</sup> Anne Emmanuelle Demartini, «La figure de l'empoisonneuse. De Marie Lafarge à Violette Nozières», dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008, p. 31.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p.30.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p.31.

<sup>23</sup> *Ibid.*

poison, la jalousie et la débauche : « le poison, c'est l'arme de choix de l'hystérique qui tue<sup>24</sup> ».

Physiquement faible, moralement lâche et surnoise, jalouse et débauchée, toujours un peu sorcière, voilà les traits qui font de l'empoisonneuse une figure archétypale en matière de criminalité féminine dans l'imaginaire collectif occidental. Notons qu'au Québec, « la Corriveau », homicide présumée ayant terminé son existence en 1763, surgit dans l'imaginaire collectif à la faveur de récits folklorico-littéraires produits dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La voici empoisonneuse, sorcière, diabolique, perfide<sup>25</sup>. La Corriveau, personnage fictif issu de l'imagination d'hommes de lettres de la modernité, est l'incarnation historique fantasmée de la peur masculine de l'insoumission féminine.

## **B. Un crime d'homme ?**

Pour sa part, le masculin est-il tout autant cantonné à une figure archétypale en matière de criminalité ? Les catégories de « genre » et de « criminalité » sont intrinsèquement liées ; le genre dicte la norme, la norme sexuelle, mais également la norme déviante du corps sexué. La masculinité fait alors d'un crime perpétré par un homme un crime d'homme :

Violence and masculinity are often bracketed together in social debate. Unsurprisingly so, given that violence is predominantly a matter of men in all known human societies past or contemporary<sup>26</sup>.

Certains chercheurs font du lien entre masculinité et violence un lien de nature. Il semble alors immuable puisqu'il est solidement ancré dans la « nature » de l'homme : « Men, more than women, would be inclined to physical aggression due to physical and

---

<sup>24</sup> Martine Kaluszynski, « La femme (criminelle) sous le regard du savant au XIX<sup>e</sup> siècle », dans Coline Cardi et Geneviève Pruvost, dir. *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p.3. Voir aussi : Monique Ida Septon, « Les femmes et le poison : L'empoisonnement devant les juridictions criminelles en Belgique, 1795-1914 », Thèse de Ph.D. (Histoire), Marquette University, 1996, p. 533.

<sup>25</sup> Luc Lacourcière, « Le destin posthume de la Corriveau », *Les Cahiers des Dix*, n° 34 (1969), p. 239–271. et Catherine Ferland et Dave Corriveau, *La Corriveau : De l'histoire à la légende*, Québec, Septentrion, 2014, 392 pages.

<sup>26</sup> Antoon Vrints, « All Honourable Men? Violence and Manliness in Twentieth-Century Antwerp », dans Bruno Benvindo, dir. *Masculinités*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, p.89.

hormonal differences, and other genetic factors<sup>27</sup> ». Vrints n'attribue toutefois pas la violence masculine uniquement à des différences biologiques et il semblerait en effet simpliste de le faire. C'est ce qu'ont bien compris les théoriciens du genre et tout le mouvement des *Men's studies* qui, dans les années 1980, se sont penchés sur cette relation dûment établie entre masculinité et violence et qui sont parvenus à lever le voile sur tout l'héritage culturel qui en découle.

En s'intéressant également au genre comme structure sociétale qui se caractérise par une répartition inégale du pouvoir entre hommes et femmes, créant une division binaire dans les relations sociales, Raewyn Connell a développé le concept de « masculinité hégémonique ».

Ce concept vise à analyser les processus de hiérarchisation, de normalisation et de marginalisation des masculinités, par lesquels certaines catégories d'hommes imposent [...] leur domination aux femmes, mais également à d'autres catégories d'hommes<sup>28</sup>.

La masculinité hégémonique est toujours l'expression hégémonique de la masculinité dans un contexte précis : elle est la stratégie qui permet à un moment donné et en un lieu donné aux hommes et aux institutions qu'ils représentent d'asseoir leur domination<sup>29</sup> [...].

Ce concept a ouvert la voie à la théorisation de différentes *masculinités* en démontrant en particulier qu'il était possible d'envisager des rapports de pouvoir et de subordination au sein même du groupe « hommes ». La masculinité se distingue de la virilité. La proximité conceptuelle des deux derniers termes n'existe que parce qu'ils sont inséparables dans la représentation dominante de la masculinité, c'est-à-dire de celle qui émane du modèle à proprement parler : la « masculinité hégémonique ». Selon les théoriciens, autant du genre que des *masculinités*, la « masculinité hégémonique »

---

<sup>27</sup> Antoon Vrints, «All Honourable Men? Violence and Manliness in Twentieth-Century Antwerp», dans Bruno Benvindo, dir. *Sextant*, Revue du groupe interdisciplinaire d'études sur les femmes et le genre, Éditions de l'Université de Bruxelles, vol. 27, 2009, p.89.

<sup>28</sup> Mélanie Gourarier, Gianfranco Rebucini et Florian Voros (Propos recueillis et traduits), «Masculinités, colonialité et néolibéralisme. Entretien avec Raewyn Connell», *Contretemps* (juin 2013) [En ligne] <http://www.contretemps.eu/interviews/masculinit%C3%A9s-colonialit%C3%A9n%C3%A9olib%C3%A9ralisme-entretien-raewyn-connell> Voir aussi : Robert W. Connell, *Masculinities*, Berkeley, University of California Press, 1995, 324 pages.

<sup>29</sup> Arthur Vuatoux et Meoin Hagège, «Les masculinités : critique de l'hégémonie, recherche et horizons politiques», *Contretemps* (juillet 2013) [En ligne] <http://www.contretemps.eu/interventions/masculinit%C3%A9s-critique-lh%C3%A9g%C3%A9monie-recherche-horizons-politiques>



s'inspire des représentations attachées au pouvoir : « Plus précisément, les compétences et le style corporel associés à l'image légitime de "l'homme politique" correspondent à une forme située de masculinité : il s'agit le plus souvent d'une virilité bourgeoise, hétérosexuelle et blanche [donc un modèle de masculinité hégémonique]<sup>30</sup> ». Cet aspect est pertinent pour notre recherche puisqu'il suppose que le modèle normatif est sujet variable dans le temps et l'espace et doit donc être considéré selon l'époque où il est étudié. Dans ce sens, Connell, comme l'historien George Mosse, affirme à propos de la « masculinité hégémonique » qu'elle est un concept capable de contribuer aux analyses de la violence s'il est pris dans un contexte historique précis. Ce faisant, il peut expliquer la signification culturelle ainsi que les formes de violences dans les sociétés au sein desquelles les agressions physiques chez les hommes sont positivement valorisées<sup>31</sup>.

Dans la sphère culturelle occidentale, la masculinité hégémonique est censée être caractérisée, entre autres choses, par l'agression<sup>32</sup>. Dans quelle mesure ? Selon Mosse, la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle a donné naissance à une image stéréotypée de l'homme moderne au sein de la nouvelle classe moyenne dominante en Europe après que le système de valeurs traditionnel a été bouleversé par d'importants changements (monarchie ou république, par exemple<sup>33</sup>). « Sois un homme mon fils ». Cette maxime, ce sont les savants naturalistes du XVIII<sup>e</sup> siècle qui l'imposent explicitement à l'homme : « sois cet Adam de la Genèse auquel a été conférée la maîtrise de toutes choses<sup>34</sup> ». Dans le contexte des Lumières, l'on indique alors à l'homme qu'il est au centre de l'univers et que, de ce fait, il doit le dominer. C'est cette injonction morale qui pose les bases de la virilité moderne<sup>35</sup>. Se devant désormais de manifester sa virilité dans ses actes, l'homme

---

<sup>30</sup> Laure Bereni, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait et Anne Revillard, *Introduction aux études sur le genre*, Bruxelles, De Boeck, 2008, p.233.

<sup>31</sup> Antoon Vrints, « All Honourable Men? Violence and Manliness in Twentieth-Century Antwerp », dans Bruno Benvindo, dir. *Masculinités*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, p.91.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p.89.

<sup>33</sup> Georges L. Moose, *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*, Paris, Éditions Abbeville, 1997, p. 15.

<sup>34</sup> Alain Corbin, dir. *Histoire de la virilité. Le triomphe de la virilité, le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 2011, tome 2, p. 9.

<sup>35</sup> *Ibid.*

se voit constamment jugé quant à sa grandeur, sa supériorité, son honneur, sa force, sa maîtrise de soi et son sens du sacrifice, indicateurs de sa virilité<sup>36</sup>.

Le concept d'honneur permet de comprendre clairement le lien patent qui s'établit entre masculinité et violence. En fait, c'est en comprenant la valorisation attribuée à l'honneur « viril » et à la défense de celui-ci dans une perspective comparative, c'est-à-dire : honneur masculin versus honneur féminin, qu'on comprendra la dichotomie « actif/passif » qui s'est établie au XIX<sup>e</sup> et qui définit, d'une part, l'activité criminelle de l'homme en termes de force et de violence. «Male honour is said to be linked with activity, while female honour needs passivity<sup>37</sup>. » Dans ce sens, Julian Pitt-Rivers s'exprime ainsi :

Grace, like honor, is not at all the same thing for both sexes. While masculine honor is a matter of precedence in the first place and the man of honor strives to establish his name in the forefront of the group, the honor of women is rather a matter of virtue and sexual purity [...] Male honor is something to be won, increased and defended against a rival; female honor is something to be conserved and protected from the evil tongues of the envious<sup>38</sup>.

Notons qu'à cette conception de l'honneur, qui remonte loin dans le temps et couvre large dans l'espace, s'ajoute durant notre période un raidissement des rôles sexués. Selon Moose, la division culturelle des sexes joue un rôle crucial au tournant du XIX<sup>e</sup> en Europe, alors que les symboles féminins rappellent la stabilité et les valeurs ancestrales supposées chères à la nation et que le corps masculin représente l'aspiration à l'ordre social et au progrès (vertus bourgeoises<sup>39</sup>). Pour ce qui est du Québec, Denyse Baillargeon situe l'avènement de ce stéréotype au cours de la période de transition vers l'économie industrielle (1840-1880). Pour l'historienne, ce changement socio-économique a été un facteur important dans la modification profonde des relations de classes et de genre<sup>40</sup>. Dans *Brève histoire des femmes au Québec*, elle écrit :

---

<sup>36</sup> Alain Corbin, dir. *Histoire de la virilité. Le triomphe de la virilité, le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 2011, tome 2, p. 9.

<sup>37</sup> Antoon Vrints, «All Honourable Men? Violence and Manliness in Twentieth-Century Antwerp», dans Bruno Benvindo, dir. *Masculinités*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, p.89.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 92. (En référence à Peristiany, J. and Pitt-Rivers J. (eds), *Honor and Grace in Anthropology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 260.)

<sup>39</sup> Georges L. Moose, *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*, Paris, Éditions Abbeville, 1997, p. 15.

<sup>40</sup> Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, p. 67.

C'est notamment durant cette période que la rhétorique des sphères séparées, selon laquelle les femmes doivent se borner à leurs responsabilités domestiques en raison de leur destinée biologique, s'impose avec de plus en plus de vigueur. L'industrialisation qui entraîne une nette séparation entre les lieux de travail et de vie, contribue à renforcer cette identification des femmes à la famille et à cimenter l'association entre les hommes et l'économie marchande<sup>41</sup> [...]

Ainsi, dans nos archives, aux anciennes règles de la virilité chevaleresque se superpose une réification réaffirmée des rôles. Ce contexte culturel attribue à « la femme » le devoir d'adopter un mode de vie discret et passif (privé), condition du maintien de son honneur, ce qui induit un contretype où « l'homme » doit manifester son statut par la force (morale et à l'occasion physique) dont il saura faire preuve dans la défense de l'honneur féminin. L'homme doit donc toujours se tenir prêt à l'action, prêt à défendre son nom et s'insurger violemment contre toute manifestation de trahison : « a man was to be ready at all times to show his fighting spirit<sup>42</sup> ». Il y a donc vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au Québec une forme de valorisation socialement acceptable et normative de la violence masculine qui appartient à une conception largement répandue des rôles sexués dans le monde occidental.

L'étude de David Vachon sur les homicides dans la ville de Québec entre 1880 et 1930 permet de lier plus directement ces considérations d'ensemble avec notre projet. L'historien souligne le lien entre masculinité et violence par la statistique. Il démontre que non seulement la violence est valorisée socialement pour la défense de l'honneur viril dans la société québécoise de l'époque, mais que l'homme épouse cette injonction ce qui explique que la violence criminelle soit largement son domaine :

Lorsqu'on examine le profil des personnes impliquées dans les homicides commis à Québec, un premier élément se démarque très rapidement : l'omniprésence des hommes. On recense 66 personnes accusées d'homicide entre 1880 et 1930, et sur ce nombre, 60 sont de sexe masculin (91 %). Entre 1797 et 1875 dans la ville de New York, la situation est pratiquement identique à celle de Québec alors que 93 % des accusés sont des hommes. À Londres entre 1850 et 1900, la proportion d'accusés masculins est de 90 % pour tous les homicides enregistrés. Il n'existe pas de raison claire pour expliquer le fait que les hommes sont ceux qui commettent les homicides. Le consensus qui prévaut est

---

<sup>41</sup> Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, p. 67-68.

<sup>42</sup> *Ibid.*

que les hommes âgés entre 18 et 35 ans ont toujours constitué le groupe le plus violent, et ce, dans toutes les sociétés<sup>43</sup>.

### C. Une étude comparative

Comme le disait René Charpentier dans son étude sur les empoisonneuses au début du XX<sup>e</sup> siècle en France : « L’empoisonnement est un crime féminin [...] Et quand les hommes le commettent, il faut “chercher la femme<sup>44</sup>.” » Qu’en est-il ? Le crime d’empoisonnement était-il genré ? Pour le vérifier, nous allons procéder à une étude qui compare l’homme empoisonneur à la femme empoisonneuse et ce, autant dans leurs « méthodes empoisonneuses » que dans l’analyse des discours produits à leur sujet par les hommes de loi (juges, procureurs, avocats) et par la communauté représentée par les témoins à la faveur des procès. En effet, qu’advient-il lorsqu’un homme empoisonne ? Quelle méthode privilégiera-t-il versus son homologue féminin ? Cette déviation par rapport à son rôle naturel, qui se doit d’être viril donc violent, sera-t-elle soulevée étant donné que le crime est considéré comme « passif » et relevant de la faiblesse et de la ruse ? Et-il attendu socialement qu’il soit commis par une femme ? Entrevoir le crime d’empoisonnement par la lunette du genre sera révélateur de l’influence ainsi que de la diffusion des idéologies sexuelles dans la société québécoise à la fin de l’époque victorienne.

## 1.2 Le cadre méthodologique

### 1.2.1 Le type d’approche : approche qualitative

La recherche qualitative ne se caractérise pas par une méthode d’analyse mathématique ; elle s’intéresse surtout à des cas et à des échantillonnages restreints, mais étudiés en profondeur. Elle se concentre sur l’analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l’action ; sur la construction de la réalité sociale<sup>45</sup>.

C’est l’approche qualitative d’analyse des données recueillies qui a été choisie pour ce mémoire parce que cette étude vise en grande partie à analyser les discours

---

<sup>43</sup> David Vachon, « “Don’t do that Joss!” : Les homicides à Québec entre 1880-1930 », Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2008, p. 48.

<sup>44</sup> René Charpentier, *Dégénérescence et hystérie. Les empoisonneuses : étude psychologique et médico-légale*, Paris, Steinheil, 1906, p. 79.

<sup>45</sup> Jean-Pierre Deslauriers, *Recherche qualitative. Guide pratique*, Montréal, McGraw Hill, 1991, p. 6.

produits à propos des empoisonneurs et des empoisonneuses. De plus, le nombre limité de cas étudiés ne permet pas l'identification de réelles constantes.

« L'analyse qualitative permet de dégager le sens caché, c'est-à-dire la signification derrière ce qui n'est pas toujours dit<sup>46</sup> ». Nous chercherons à travers les discours produits à propos des empoisonneurs et des empoisonneuses les manifestations des valeurs véhiculées par la société québécoise de l'époque qui attribuent autant à l'homme qu'à la femme des manières d'être, d'agir et de penser. Ce sont les manifestations des idéologies sexuelles qui retiennent notre attention. Comme Joanne Bernier l'a indiqué alors qu'elle s'intéressait aux discours des hommes de loi produits à l'intérieur des procès des femmes maricides qui furent condamnées à la peine de mort entre 1867 et 1976 au Canada : « l'analyse qualitative permet d'identifier la présence d'indices ainsi qu'une certaine logique à l'intérieur des discours étudiés ; elle permet d'aller au-delà de ce qui est énoncé [et ainsi] de faire ressortir la signification réelle qui se retrouve dans les écrits<sup>47</sup> ».

La démarche priorisée dans ce mémoire s'inspire de celle de Joanne Bernier, mais l'analyse discursive présentée ici va au-delà du discours produit par les hommes de loi. En fait, sans occulter celui-ci, l'analyse est bonifiée avec le discours produit par la communauté. Certes, en étudiant le discours des hommes de loi on constate toute l'étendue du discours institutionnalisé sur la différence des sexes dans une optique de régulation sociale. Cependant, en l'étudiant parallèlement à celui produit par la communauté (perçue essentiellement à travers les témoignages écrits ou oraux livrés durant les enquêtes et les procès), on peut réellement saisir son impact et le degré d'intégration dans les mœurs de la collectivité ou, à tout le moins, la capacité des acteurs historiques à produire un discours moral conforme aux attentes. De manière générale, lorsque les membres de la communauté s'expriment, que ce soit en cours ou par le biais de pétitions et de correspondances dans le but d'intervenir dans le déroulement du procès ou d'infléchir la peine prononcée contre les accusés, leurs propos sont très révélateurs de

---

<sup>46</sup> Joanne Martel, «La reconstruction de la criminalité à travers *La Presse* (1866-1989) : L'image de la contrevenante et de la femme victime», Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1991, p.32.

<sup>47</sup> Joanne Bernier, «“Maricide” au Canada français (1867-1940) : Le syndrome de la femme fatale», Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1995, p.35.

ce que Foucault appelle le « vrai social ». Comme nous disions plus tôt, « à force d'être dits et répétés, l'injonction, le principe, la fonction, le rôle deviennent des réalités en soi ».

### 1.2.2 Présentation des cas et des sources

#### **A. Les cas à l'étude**

Dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle au Québec, 6 causes pour empoisonnement furent menées et jugées en cour de justice criminelle, c'est-à-dire à la Cour du Banc de la Reine. À l'issue de ces procès, 7 accusés furent condamnés à la peine de mort : 3 d'entre eux furent pendus, les 4 autres emprisonnés avec une condamnation à perpétuité. Qui sont-ils ? Nous présentons ici en ordre chronologique les cas à l'étude. Toutefois, c'est au chapitre suivant qu'ils seront présentés plus en profondeur et enfin, analysés au chapitre final dans une perspective d'histoire du genre.

Cas Provencher-Boisclair : En 1867, dans la paroisse de St-Zéphirin de Courval, Modiste Villebrun dit Provencher et Sophie Boisclair sont accusés conjointement du meurtre par empoisonnement de François Xavier Joutras, époux de la prisonnière. Ils subissent leurs procès à Sorel devant le juge Loranger de mars à avril 1867. À l'issue de ce procès, tous deux sont condamnés à la peine de mort. Sophie Boisclair obtient une commutation de sa peine en emprisonnement à vie au pénitencier de Kingston en Ontario, tandis que Modiste Villebrun dit Provencher monte sur l'échafaud le 3 mai 1867.

Cas Joseph Ruel : En 1868, dans le village de l'Ange-Gardien, Joseph Ruel est accusé du meurtre par empoisonnement de Toussaint Boulet chez qui il travaillait et vivait depuis la mort de sa femme. Son procès se tient en mai 1868 à Saint-Hyacinthe devant le juge Sicotte. À l'issue de ce dernier, Ruel est condamné à la pendaison. Il monte sur l'échafaud de la prison commune de son district le 1er juillet 1868.

Cas Hubert Bainville : En 1871, dans la paroisse de St-Germain, Hubert Bainville est accusé de tentative de meurtre par empoisonnement sur son épouse Marie Lepage. Il subit son procès au mois d'octobre de cette même année devant le juge Casault à Rimouski. Condamné à la peine de mort à l'issue de son procès, Bainville obtient finalement la

clémence à la fin du mois de novembre 1871. Il est alors condamné à purger une peine d'emprisonnement à perpétuité au sein du pénitencier de Kingston en Ontario.

Cas Marie McGaugh : En 1871, dans la paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna, Marie McGaugh, servante de 22 ans, est accusée d'avoir empoisonné au mois de mai Marie-Antoinette Clara de Villiers, l'enfant de 7 mois et demi dont elle prenait soin dans la demeure familiale de cette dernière. Son procès se tient devant le juge Casault en novembre 1871. Condamnée à mort à l'issue de son procès, la malheureuse est toutefois épargnée. Sa peine sera commuée en un emprisonnement à vie au pénitencier de Kingston en Ontario.

Cas Vildebon Bissonnette : Le 11 novembre 1871, dans la paroisse de Buchland, Vildebon Bissonnette empoisonne sa femme, Malvina Bissonnette. Il subit son procès à Montmagny devant le juge Caron en mars 1872. Condamné à mort, il est pendu à la prison commune de son district le 31 mai 1871.

Cas Eusébie Boutet (Tremblay) : Le 10 juillet 1883, Eusébie Boutet empoisonne sa voisine Céline Guay à Baie St-Paul. Elle subit ses procès à Québec devant les juges Ramsay et Cross en avril et octobre 1884. À l'issue de ces derniers, Eusébie est condamnée à monter sur l'échafaud. Son exécution est fixée au mois d'octobre de la même année. Toutefois, elle gagne la clémence et sa peine est commuée en un emprisonnement à vie au pénitencier de St-Vincent de Paul.

## **B. Les sources**

Les sources consultées dans le cadre de ce mémoire sont principalement des archives judiciaires. Voici donc la présentation des différents fonds d'archives qui furent utilisés ainsi que les sources connexes.

Tout d'abord, le Fonds du ministère de la Justice, conservé au centre d'archives national du Canada à Ottawa, présente un large contenu riche en information. Ce fonds d'archives renferme les dossiers des quelque 1500 condamnés à mort de l'histoire du Canada allant de la période de la Confédération jusqu'à l'année de l'abolition de la peine de mort au pays en 1976. Nous avons été en mesure de répertorier tous les dossiers des

condamnés à la peine de mort ayant commis un crime d'empoisonnement dans la province du Québec de 1867 à 1900. Dans l'ensemble des cas de condamnation, le dossier du condamné devait être envoyé au ministère de la Justice pour que le Gouverneur général puisse décider, en dernier ressort, si la peine de mort devait être appliquée ou si, au contraire, la peine devait être commuée. Ce fonds est donc riche en informations pour le chercheur puisqu'on y retrouve les transcriptions des témoignages entendus lors de l'enquête du coroner et du procès, des documents supplémentaires qui alimentent généralement la recherche soit, des pétitions et des lettres émises par les membres de la communauté, des rapports et des recommandations de différentes instances gouvernementales ainsi que les transcriptions des prononcés des sentences. Notons toutefois que chacun de ces types de pièces ne se retrouve pas dans tous les dossiers.

Puisqu'il arrive que certaines pièces de procès soient manquantes au centre d'archives national pour des raisons diverses (elles ont été égarées, détruites, ou encore, elles ne sont pas parvenues à Ottawa), nous nous sommes tournés vers les différents centres d'archives régionaux (Montréal, Québec et Rimouski). Nous y avons consulté le Fonds Cour du Banc du Roi/de la Reine de différents greffes de la province du Québec (Sorel, Saint-Hyacinthe, Québec et Rivière-du-Loup) et le Fonds Cours des sessions générales de la paix du district de Québec. Au sein de ces derniers, nous avons consulté les dossiers de premières instances, les plunitifs ainsi que l'enquête du coroner dans la cause d'Eusébie Boutet.

Et enfin, nous avons utilisé les comptes rendus des procès de Provencher-Boisclair et de Joseph Ruel. Dans ces causes, la *Gazette de Sorel* et le *Courrier de St-Hyacinthe* ont eu accès aux travaux des sténographes qui étaient affectés aux tribunaux par les cours de justice pour recueillir les faits et dire. Ces transcriptions prétendent rapporter mot pour mot ce qui s'est dit durant les procès : « Le pamphlet que nous offrons aujourd'hui au public est la compilation de ces diverses pièces du procès. La précaution avec laquelle elles ont été recueillies et révisées nous autorise à en affirmer



l'exactitude<sup>48</sup>. » Ces transcriptions des témoignages ont permis de compléter l'information préalablement, et majoritairement, obtenue à Ottawa. À partir de ces sources, nous avons pu recueillir le détail des adresses aux jurés prononcées par les avocats et les procureurs, de même que celles des juges, à différents moments des procès. Ces adresses ont été précieuses pour l'analyse des discours des hommes de loi, composante clé de notre étude. Le plus souvent, ces éléments du discours ne se retrouvent pas dans les archives judiciaires, qui pour leur part donnent davantage d'informations quant à la vision exprimée par les membres de la communauté (transcriptions des témoignages des enquêtes et des procès ainsi que les lettres et les requêtes diverses), qui constitue l'autre composante de notre étude.

Les adresses du juge Ramsay prononcées lors du second procès d'Eusébie Boutet proviennent des brochures publiées par *Le Canadien*. De ce fait et constatant que deux de nos causes avaient suscité l'intérêt de la presse locale (Provencher-Boisclair et Joseph Ruel), nous avons eu l'idée de consulter les journaux qui relevaient des districts judiciaires où les différents procès ont eu lieu. La démarche n'a toutefois pas été un succès complet. À l'aide de l'ouvrage de référence d'André Beaulieu et de Jean Hamelin *Les journaux du Québec 1764-1964*<sup>49</sup>, nous avons répertorié les journaux régionaux susceptibles d'avoir couvert les procès et nous les avons consultés sur microformes à la collection nationale de la BAnQ<sup>50</sup>. Cette recherche supplémentaire nous a permis de consulter l'hebdomadaire du *Courrier de Rimouski* qui relate les discours de l'avocat de la défense et du procureur de la couronne dans l'affaire d'Hubert Bainville alors qu'aucune des sources judiciaires consultées jusque là n'en faisait mention. Pour ce qui est des journaux régionaux œuvrant dans les districts judiciaires associés aux autres cas de notre corpus, les bobines étaient manquantes ou interrompues pour l'année utile, ou encore, la mauvaise qualité de la photographie empêchait la consultation.

---

<sup>48</sup> *Procès de Joseph Ruel*. St-Hyacinthe, Atelier typographique du *Courrier de St. Hyacinthe*, 1868, p. 1: Préface

<sup>49</sup> André Beaulieu et Jean Hamelin, *Les journaux du Québec de 1764 à 1964*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1965, 329 pages.

<sup>50</sup> Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

### **C. Limites des sources**

En confrontant les sources judiciaires aux sources journalistiques, nous voulions alimenter notre analyse discursive du point de vue des hommes de loi. Nous avons cependant dû composer avec certaines zones grises. Malgré le fait que les adresses provenant des juges et des avocats étaient manquantes pour deux de nos cas, il a tout de même été possible de reconstituer l'attitude adoptée par les hommes de loi, leurs opinions et leurs jugements au travers des rapports et des recommandations versés aux Fonds du ministère de la Justice. De plus, en analysant les réponses et les réactions des témoins et des accusées, nous avons été en mesure de supposer les questions posées par les hommes de loi et de cerner ainsi leur perspective.

Chacun des cas étudiés est unique et l'information est fluctuante. En effet, un dossier consulté dans les archives judiciaires peut avoir une grande ou une faible teneur en informations en raison des pièces qu'il comporte : pétitions, requêtes, témoignages, enquêtes, etc. Dans le même sens, il est possible qu'un empoisonneur reçoive une forte couverture médiatique tandis qu'un autre, à peu près pas. Il faut donc composer avec cette hétérogénéité. L'impossibilité de généraliser les observations recueillies ne rend pas l'analyse moins pertinente pour autant. L'étude minutieuse et attentive des discours prononcés lors de procès pour empoisonnement, même si ce n'est qu'à partir de quelques cas et que l'appareil discursif est plus ou moins complet, nous permet de pénétrer au cœur des logiques de régulation qui ont effectivement fonctionnées au Québec dans le dernier tiers du XIXe siècle.

## **CHAPITRE 2 :**

### **Présentation des cas d’empoisonnement répertoriés au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle**

Dans ce chapitre, nous présentons les causes d’empoisonnement répertoriées au Québec dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Chaque cas fit l’objet d’un procès criminel devant la Cour du Banc de la Reine ainsi qu’à une condamnation à la peine de mort. Toutefois, rappelons-nous que ce n’est pas d’abord et seulement ce verdict spectaculaire qui retiendra notre attention au final, mais bien l’ensemble du processus judiciaire, c’est-à-dire tout autant « l’avant » (enquête du coroner, acte d’accusation, retranscription des témoignages préliminaires), le « pendant » (comptes rendus de procès, adresses du juge et du jury) que l’« après » (pétitions et correspondances). Aucun cas d’empoisonnement dans la période circonscrite n’a été laissé de côté, mais notons que la densité de leur présentation varie, car la qualité et la diversité des sources disponibles sont fluctuantes.

Le but de ce chapitre est d’offrir un aperçu chronologiquement ordonné du paysage de la criminalité par empoisonnement au cours de la période choisie, de proposer une intrusion dans la vie des empoisonneurs ciblés pour faire revivre leur histoire respective et enfin, de suivre le processus judiciaire qui découlera de leur geste. Il sera donc constitué avant tout par la mise en ordre et en évidence d’éléments purement factuels (qui, où, quand et comment). Il prépare l’analyse qui sera développée au chapitre suivant, lorsqu’il sera question d’établir des liens entre ces cas vécus et la théorie du genre applicable sur la forme (particularités dans la méthode empoisonneuse) et sur le fond (analyse discursive).

\*\*\*

#### **2.1 Le cas Provencher-Boisclair (1867)**

Au matin du 1<sup>er</sup> janvier 1867, le village de St-Zéphirin de Courval est ébranlé par le décès de François-Xavier Joutas, 45 ans, cultivateur dans ce même lieu. Il s’agit d’un crime par empoisonnement, qualifié d’odieux, commis sur une toile de fond d’adultère et

d'immoralité, qui déclenche un grand émoi dans cette bourgade, située dans le comté de Yamaska, au cœur du district judiciaire de Richelieu. Selon les chroniqueurs du procès :

Ce meurtre, s'il a été commis, l'a été sous des circonstances affligeantes. La dernière femme du prisonnier [Modeste Villebrun dit Provencher] était la belle-mère de l'autre accusée, Sophie Boisclair, son père ayant épousé feu Marguerite St-Pierre, en secondes noces<sup>1</sup>.

À l'ouverture, le 22 mars 1867, du procès de Modeste Villebrun dit Provencher, présidé à Sorel par le juge Loranger, le greffier de la Couronne lit l'acte d'accusation :

Les Jurés pour Notre Souveraine Dame la Reine, sous le serment, représentent que Modeste Villebrun dit Provencher, cultivateur de la paroisse de St Zéphirin de Courval, district de Richelieu, est accusé d'avoir [...] félonieusement, volontairement et avec malice préméditée, tué et assassiné François-Xavier Joutras<sup>2</sup> [...]

Le procureur Armstrong relate aux jurés les circonstances incriminantes et déclare que de nombreux bruits circulaient déjà à propos des accusés et de leurs conduites répréhensibles au lendemain de leur mystérieux voyage à Sorel et après la mort subite de madame Provencher. Ignorant les commérages qui circulaient à propos des circonstances qui entouraient le décès de sa femme, Provencher avait demandé l'hospitalité aux Joutras avec qui il entretenait, semble-t-il, de bonnes relations. Ces derniers acceptèrent. Selon divers témoignages préliminaires relatés par le procureur :

- Le défunt et le prisonnier avaient l'air de bien s'aimer. Le défunt et sa femme appelaient le prisonnier Père Modeste<sup>3</sup>.
- C'était [Provencher et Joutras] deux bons amis<sup>4</sup>.
- Sophie Boisclair appelait le prisonnier, monsieur Provencher, et elle le faisait appeler grand-père par ses enfants<sup>5</sup>.

Avant l'appel des témoins de la Couronne, le *corpus delicti* est exposé par le député coroner du district de Richelieu, le Dr Edmond Gilbert Provost, qui avait mené l'enquête du 2 au 16 janvier 1867. Il mentionne l'apport de l'expertise médico-légale

---

<sup>1</sup> *Procès Provencher-Boisclair*, Sorel, Atelier typographique de La Gazette de Sorel, 1867, p.4 : adresse aux jurés par le procureur de la couronne, M. Armstrong, selon les chroniqueurs

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 2 : acte d'accusation par le greffier de la Couronne

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 20 : témoignage de Marie Plourde

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 22 : témoignage de Michel Cajole, cultivateur et époux de Marie Plourde

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 90 : témoignage de Mathilde Joutras, fille majeure de St-Zéphirin de Courval et sœur du défunt

dans l'enquête et aborde le rapport d'autopsie produit par le Dr Ladouceur de St Zéphirin, le même qui avait suivi le défunt dans ses dernières maladies.

Les symptômes que j'ai observés chez le défunt, le 22 décembre, ressemblent à ceux de l'empoisonnement par la strychnine [...] J'ai dit au Jury du Coroner que le défunt n'était pas mort naturellement ; je voulais dire qu'il était mort par le crime<sup>6</sup>.

Cet avis est partagé unanimement par les experts entendus : « [...] Les symptômes décrits n'appartiennent à aucune maladie naturelle<sup>7</sup> ».

Marie Ploudre est le premier témoin entendu au cours du procès. Elle est appelée par la Couronne à raconter le cours des événements du 22 décembre 1866. Elle relate comment le défunt s'est, ce jour-là vers midi, arrêté à sa demeure très mal en point alors qu'il revenait d'une besogne au bois avec le prisonnier.

Il est arrivé à cheval et m'a appelé à la porte [...] Il m'a répondu qu'il était malade et qu'il allait mourir [...] Il m'a dit qu'il n'était pas capable de débarquer, qu'il n'avait aucune émulation dans les jambes et qu'il souffrait le martyre [...] il m'a dit que le prisonnier lui avait emporté de la boisson dans le bois, et qu'il lui en avait fait prendre un coup avant de manger [...] Il m'a dit que le prisonnier lui avait donné son coup et qu'il était parti de suite<sup>8</sup>.

Suivent des témoignages qui établissent la préméditation et décrivent les stratagèmes utilisés par l'accusé afin d'obtenir de la strychnine. Dans ce sens, le Dr Philippe Giroux, médecin de Trois-Rivières, confirme avoir remis huit grains de strychnine à Provencher qui s'était présenté à son cabinet sous le nom de Joseph Thérien de LaBaie en prétextant être envoyé par le Dr Smith. Ce dernier confirme que Provencher

---

<sup>6</sup> *Procès Provencher-Boisclair*, Sorel, Atelier typographique de La Gazette de Sorel, 1867, p. 33 : témoignage de Napoléon Hormisdas Ladouceur, médecin de St-Zéphirin, à propos de son rapport d'autopsie sur Frs. X Joutas. Notons que dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'autorité et le pouvoir des médecins s'affirment avec l'instauration du *Collège des médecins et des chirurgiens de la province de Québec* (1847) et avec l'apparition des facultés universitaires de médecines francophones (à partir 1853). Durant cette même période, et conformément à ce qui se passe dans beaucoup d'autres sociétés à la même époque, le Québec assiste à l'ascension fulgurante de la médecine légale stimulée, entre autres, par l'apparition de nouvelles techniques et d'innovations qui seront utilisées en cour. Ainsi, une place non négligeable est désormais faite aux experts médicaux dans les tribunaux qui deviennent un rouage essentiel au processus judiciaire. À ce sujet : Emmanuelle D'Astous-Masse, «Les médecins comme auxiliaires de la justice criminelle à Québec, 1880-1920», Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2010, 174 pages et Jacques Bernier, *La médecine au Québec : naissance et évolution d'une profession*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1989, 207 pages.

<sup>7</sup> *Procès Provencher-Boisclair*, Sorel, Atelier typographique de La Gazette de Sorel, 1867, p. 111 : témoignage d'Edmond Gilbert Provost, député coroner du district de Richelieu

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 12-15 : témoignage de Marie Plourde

avait effectivement tenté de se procurer du poison à son cabinet, mais sans succès. Il déclare : « Je ne l'ai jamais chargé d'aller en demander [de la strychnine] en mon nom au Dr Giroux ou à d'autres personnes<sup>9</sup> ».

Dans le but de prouver que les accusés étaient amants, la Couronne continue, tout au long de l'établissement de sa preuve, à faire entendre des témoignages qui vont dans ce sens. Ainsi, la servante qui officie chez l'aubergiste Édouard Courchêne, chez qui les accusés s'étaient arrêtés lors de leur voyage à Sorel, déclare : « Ils ont couché dans la même chambre. C'est moi qui ai été les reconduire. Il n'y avait qu'un lit dans la chambre. Le lendemain matin, le lit était défait<sup>10</sup> ». La femme de ce même aubergiste, Marie Mathieu, affirme quant à elle que lorsque : « [Sophie Boisclair] a demandé une chambre, elle l'a demandé pour deux, j'ai compris que c'était pour son mari<sup>11</sup> ».

L'adultère était commis jusque sous le toit du mari trompé et même sous ses yeux selon les dires de sa fille et de sa sœur. Elles vont plus loin en évoquant la possibilité d'une complicité meurtrière entre les amants. Élise Joutras, 16 ans, relate comment Provencher avait insisté pour que son père amène une boisson au bois le jour du drame et raconte la manière dont celle-ci avait été préparée :

Pendant que mon père mettait ses hardes, maman a pris un petit flacon, elle a gagné la chambre de devant, elle a gagné l'armoire où le prisonnier tenait ses boissons ; il est allé la trouver, et ils ont resté à peu près cinq minutes ensemble [...] ils sont sortis de la chambre tous les deux, ma mère et M. Modeste ; elle a présenté un flacon à mon défunt père [...] ils sont partis pour le bois. M. Provencher est revenu, vers midi, seul<sup>12</sup>.

Dans le même sens, Mathilde Joutras, 39 ans, en voyage chez son frère pour la période des fêtes, déclare :

Le soir de la mort du défunt, je suis arrivée là, il venait de mourir [...] Il y avait un bol à café sur le poêle, contenant des branches d'absinthe qui trempaient dans l'eau ; j'ai eu envie d'en boire, mais une idée m'est venue de ne pas en prendre. Sophie Boisclair a regardé le prisonnier, et lui a demandé si elle allait mettre cela dans la bouteille ou je savais qu'elle avait coutume de mettre de l'absinthe. Il fit un signe de tête que j'ai compris vouloir dire de le jeter dehors, et elle a été immédiatement le jeter dehors<sup>13</sup>.

---

<sup>9</sup>*Procès Provencher-Boisclair*, Sorel, Atelier typographique de La Gazette de Sorel, 1867, p.44 : témoignage de Joseph Adolphe Smith, médecin de La Baie du Febvre

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.48 : témoignage de Geneviève Laforge, servante de Sorel

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 49 : témoignage de Marie Mathieu, femme d'Édouard Courchêne aubergiste de Sorel

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 63 : témoignage d'Élise Joutras, fille du défunt

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 88 : témoignage de Mathilde Joutras, fille majeure de St-Zéphirin de Courval et sœur du défunt

La Couronne clôt sa preuve le 30 mars 1867, laissant M. Chapleau, avocat de la défense, présenter sa contre-preuve entre le 1<sup>er</sup> et le 4 avril 1867. La Défense attaque la moralité des témoins de la Couronne, mais présente surtout sa contre-preuve médico-légale élaborée par des experts d'expérience comme le docteur Joseph Émery Coderre, médecin chirurgien de Montréal. C'est à la faveur d'un long discours que ce dernier affirme que l'autopsie ainsi que les analyses rapportées par la Couronne mènent, selon lui, à une conclusion très incertaine :

[...] il est impossible de se prononcer définitivement sur les causes de la mort [...] Je dois dire que les symptômes décrits par les témoins, s'ils ne sont pas médecins, n'ont aucune importance quelconque comme moyens d'arriver à une conclusion. [...] Le témoignage de Marie Plourde m'a paru si étrange, que je ne crois pas qu'un homme raisonnable puisse lui attacher d'importance<sup>14</sup> [...]

Je ne puis attribuer le mal du défunt à aucune maladie particulière ; il est mort d'une inflammation chronique de l'estomac et du foie, qui ont amené les désordres remarqués dans l'organisation<sup>15</sup>.

La journée du 4 avril se termine par les adresses respectives des avocats aux jurés et de celle du juge Loranger, qui se poursuit quant à elle jusqu'au lendemain. Selon la *Gazette de Sorel*, la présentation par le juge Loranger de la charge au jury a duré près de quatorze heures<sup>16</sup>. Le jury se retire et après environ cinq minutes de délibération, il reparaît en Cour et prononce un verdict de culpabilité : « Modeste Villebrun dit Provencher, vous avez été trouvé coupable par un Jury de votre pays du meurtre de François-Xavier Joutras<sup>17</sup> [...] ». Le juge Loranger prononce alors une sentence de mort contre le prisonnier et fixe la date de son exécution au 3 mai suivant. C'est la première exécution publique que connaîtra la ville de Sorel.

Le 8 avril débute le procès de Sophie Boisclair. Dans cette cause, les mêmes témoignages ainsi que les mêmes avocats sont entendus et ce, jusqu'au 11 avril 1867. Accusée d'avoir empoisonné François-Xavier Joutras, son mari, en coopération avec

---

<sup>14</sup> *Procès Provencher-Boisclair*, Sorel, Atelier typographique de La Gazette de Sorel, 1867, p. 162-171 : témoignage de Joseph Émery Coderre, médecin chirurgien de Montréal

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 172

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 256 : selon les chroniqueurs du procès

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 311 : lecture du verdict de culpabilité par le greffier de la Couronne

Modeste dit Provencher, Boisclair reçoit un verdict de culpabilité et une condamnation similaire à celle de Provencher :

La sentence de la cour est qu'à raison du meurtre et félonie dont elle a été convaincue, Sophie Boisclair sera reconduite à la prison commune de ce district d'où elle sera conduite sur la place des exécutions publiques pour être pendue par le cou, étranglée et étouffée jusqu'à ce que mort s'ensuive<sup>18</sup>.

Effarée à l'écoute du prononcé de sa sentence, Sophie Boisclair déclare : « Monsieur, je ne veux pas que la sentence de mort soit prononcée à c'theure, parce que je suis enceinte. Je ne suis pas coupable ; j'ai été accusée à tort<sup>19</sup> ! ». Cette annonce suspend l'exécution jusqu'à ce qu'un jury de matrones soit formé pour confirmer ou infirmer les dires de la prisonnière. Le 11 avril 1867, il déclare que l'accusée est bel et bien enceinte. De ce fait, Sophie Boisclair voit sa peine commuée en une détention à perpétuité au pénitencier de Sorel.

C'est ainsi que, face à un tribunal plus clément à son égard, Sophie Boisclair est conduite, le premier jour du terme suivant, au pénitencier par le Shérif de Richelieu tandis que Modeste Villebrun dit Provencher est pour sa part conduit à l'échafaud le matin du 3 mai 1867.

## **2.2 Le cas Joseph Ruel (1868)**

Au mois de février 1868, le village de L'Ange-Gardien est secoué par « l'affaire Joseph Ruel ». Ce dernier est accusé d'avoir volontairement causé la mort de Toussaint Boulet, cultivateur du même lieu. Ruel aurait administré du poison à sa victime par petites doses depuis le mois de septembre 1867 qui en serait décédé le 12 février 1868. Le procès de Ruel débute le 5 mai 1868 à la cour criminelle du district judiciaire de Saint-Hyacinthe. Le juge Sicotte préside l'assemblée. En ouverture du procès, lors de son adresse au jury, le procureur de la Couronne, M. Magloire Lanctôt expose l'accusation :

Vous êtes appelés à juger une offense d'un caractère très grave. Le prisonnier à la barre est accusé d'avoir ôté la vie à un de ses semblables, il est accusé du plus grand crime dont

---

<sup>18</sup> Bibliothèque et Archives nationales du Québec-Montréal. TP9, S18, SS1, SSS11. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Sorel, Matières criminelles en général, Registre des procès verbaux : sentence de la cour dans la cause de Sophie Boisclair

<sup>19</sup> *Procès Provencher-Boisclair*, Sorel, Atelier typographique de La Gazette de Sorel, 1867, p.315 : dires de l'accusée selon les chroniqueurs du procès



puisse se rendre coupable un être humain. Le meurtre, qu'y a-t-il de plus odieux? Qu'y a-t-il de plus abominable<sup>20</sup>!

Cette cause met en scène un homme, hébergé et employé chez des voisins après le décès de sa femme, et qui décida, selon la Couronne du moins, de tuer son hôte.

L'accusé avait demeuré longtemps voisin du défunt Toussaint Boulet. Veuf depuis 18 mois il s'était engagé chez ce dernier, où il avait toujours demeuré depuis, avec ses deux enfants, jusqu'au milieu de février dernier. Le défunt était marié, sa femme [Aurélie Messier] était âgée d'environ 30 ans ; ils avaient quatre enfants.

S'adressant toujours au jury, M. Lanctôt poursuit son exposé :

Boulet avait toujours été vigoureux et robuste, plein de santé, et presque jamais malade. Lorsqu'en septembre dernier, étant à bûcher dans le bois avec le prisonnier, après avoir bu de l'eau que ce dernier lui présenta, il fut pris de vomissements abondants en éprouvant de fortes douleurs d'entrailles. Depuis cette époque, le défunt redevint mieux par intervalles, mais ne se rétablit jamais parfaitement. C'était le prisonnier qui en prenait soin et qui lui administrait les remèdes ; mais loin de lui faire du bien ces remèdes lui causaient des douleurs et des brûlements d'estomac. C'était le prisonnier qui allait chez les médecins chercher remèdes sur remèdes. [...]

Mardi 11 février [...] Vers 6 heures du matin le prisonnier persuada le défunt qu'il avait encore des remèdes à prendre ; il fit apporter une des fioles qu'il y avait dans l'armoire [...] il fit prendre ce liquide au défunt [...] Une demi-heure après le défunt commence à éprouver des convulsions, ses muscles s'agitent, ses membres se raidissent, la tête est projetée par en arrière, enfin il meurt en donnant tous les signes d'empoisonnement [...]

Suite à cette adresse, la Couronne commence sa preuve. Cette dernière est divisée en trois sections principales. En effet, pour prouver la culpabilité de Ruel, la Couronne s'appuie sur la preuve médico-légale, puis sur la construction de deux mobiles : l'idée voulant que l'accusé ait commis ce crime pour s'emparer des richesses de Toussaint Boulet et parce qu'il convoitait la femme de ce dernier, Aurélie Messier.

C'est avec le témoignage de Joseph Frédéric Guertin que la Couronne tente en premier lieu d'incriminer Ruel. Ce dernier, médecin de St-Césaire, relie les visites ponctuelles du prisonnier à son cabinet au moment où le défunt était tombé malade.

Il [Ruel] m'a demandé du poison à acheter au commencement de l'automne dernier [...] En septembre c'était de l'arsenic [...] vers le 3 octobre c'était encore de l'arsenic [...] Il

---

<sup>20</sup> *Procès de Joseph Ruel*, St-Hyacinthe, Atelier typographique du Courrier de St. Hyacinthe, 1868, p.1 : adresse aux jurés par le procureur de la couronne, M. Lanctôt

m'a dit qu'il voulait faire la chasse aux renards et aux chiens [...] il venait dans un ordre régulier tous les quinze jours ou trois semaines pour avoir du poison<sup>21</sup>.

Le 6 février dernier Ruel est arrivé chez moi au matin. Il m'a demandé si j'avais encore du poison à lui vendre. Il m'a demandé de venir à St-Hyacinthe avec lui en chercher. Je lui ai dit que je ne pouvais y aller. Il m'a alors demandé un ordre pour lui en laisser avoir, je lui en ai donné un. L'ordre était adressé au Dr Duvert, pharmacien de cette ville<sup>22</sup>.

Ce témoignage nous apprend alors qu'environ huit jours avant la mort de Boulet, Joseph Ruel s'était procuré chez le Dr Duvert du poison pour la somme de \$ 2.00 ; une piastre de strychnine et une piastre d'arsenic<sup>23</sup>.

Par la suite, la Couronne fait entendre le coroner du district de St-Hyacinthe, H.R Blanchard, qui a mené l'enquête sur le corps de Toussaint Boulet le 15 février 1868 dans la paroisse de l'Ange Gardien. Il présente en cour le rapport cosigné par les experts médicaux-légaux :

D'après l'analyse que nous avons faite des viscères de Toussaint Boulet [...] nous sommes d'opinion qu'une dose d'à peu près trois grains [de strychnine] a dû être ingurgitée par ledit Toussaint Boulet avant sa mort et que le défunt a vécu assez longtemps après pour que l'absorption du poison ait eu le temps de se faire dans toutes les parties de son corps. Nous sommes de plus d'opinion que la dose qui a dû être prise était suffisante pour déterminer la mort du dit Toussaint Boulet<sup>24</sup>.

La Couronne appuie aussi sa preuve sur le fait que Joseph Ruel aurait empoisonné Toussaint Boulet pour s'emparer de sa richesse. Pour ce faire, elle tente d'exposer ses avoirs en cour.

- « [...] Papa avait beaucoup d'écorces, à peu près 100 cordes près de la maison, c'était de l'écorche de pruche, elle se vend 15 francs à la porte et 3 \$ quand on va la mener<sup>25</sup>. »

- « Il avait une terre bien bâtie, des animaux, 2 chevaux, 2 vaches, 3 moutons ; le tout était à lui<sup>26</sup>. »

- « Il [Ruel] a dit qu'on aurait du plaisir à se promener avec ses chevaux (ceux de Boulet) quand il serait mort<sup>27</sup>. »

---

<sup>21</sup> *Procès de Joseph Ruel*, St-Hyacinthe, Atelier typographique du Courrier de St. Hyacinthe, 1868, p.5 : témoignage de Joseph Frédéric Guertin, médecin de St-Césaire

<sup>22</sup> *Ibid.*, p.6 : témoignage de Joseph Frédéric Guertin, médecin de St-Césaire

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 17 : témoignage de H.R Blanchard, coroner de St-Hyacinthe

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 4 : témoignage d'Aurélie Boulet, fille du défunt

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 5 : témoignage de Narcisse Vandenaïs, cultivateur de l'Ange-Gardien

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 6 : témoignage d'Alfred Ruel, parent de loin du prisonnier

Et enfin, la Couronne tente de prouver qu'il y a eu adultère entre le prisonnier et la femme du défunt, Aurélie Messier. Toutefois, cette hypothèse ne fait pas l'unanimité chez les témoins entendus.

- « Je pense que la femme Boulet aimait Ruel. Ils avaient l'air de s'aimer<sup>28</sup>. »
- « [...] je n'ai pas remarqué d'intimité entre la Boulet et Ruel<sup>29</sup>. »
- « Ruel et maman riaient ensemble, ils s'embrassaient quelques fois : la chose est arrivé quand papa n'y était pas<sup>30</sup>. »
- « Je n'ai jamais vu le prisonnier embrasser ma sœur<sup>31</sup>. »

C'est après 9 jours de procès, le 14 mai 1868, que la Défense commence enfin sa preuve. Cette dernière est assurée par les avocats M. Mercier et R.E. Fontaine. Il est surtout question pour eux de livrer un contre poids au discours médico-légal de la Couronne et de produire une évaluation morale des protagonistes afin de peindre un portrait plus glorieux du prisonnier que celui qui découle de la présentation de la Couronne.

C'est surtout à M. Mercier que revient la tâche principale de démontrer que Toussaint Boulet n'est pas mort empoisonné ; que l'autopsie ainsi que l'analyse chimique faite par les experts de la Couronne ne suffisent pas selon lui pour condamner l'accusé :

Les défauts constatés dans l'autopsie du cadavre de Boulet [...] vous font un devoir de reconnaître que Boulet est mort d'une maladie naturelle. [...] L'autopsie faite par les docteurs Jacques et Poulin a été faite avec une négligence coupable ; cette autopsie mal faite a donné naissance à une accusation et fait naître un crime imaginaire qui menace de conduire ce pauvre homme à l'échafaud<sup>32</sup>.

Dans ce sens, J.A Crevier, médecin de St-Césaire, et Jean Gaspard Bibaud, médecin de Montréal, se chargent de réfuter la preuve médicale de la Couronne en allant dans le sens de la mort naturelle ci-haut mentionnée par l'avocat de la Défense :

---

<sup>28</sup> *Procès de Joseph Ruel*, St-Hyacinthe, Atelier typographique du Courrier de St. Hyacinthe, 1868, p.3 : témoignage d'Hyacinthe Duclos, beau-frère de l'accusé

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 5: témoignage de Narcisse Vandenaïs, cultivateur de l'Ange-Gardien

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 4: témoignage d'Aurélien Boulet, fille du défunt

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 2: témoignage d'Onésime Messier, belle sœur de Toussaint Boulet

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 29 : adresse aux jurés par M. Mercier, avocat de la défense

- « Ces désordres et les lésions notées lors de l'autopsie me portent à reconnaître une cause suffisante de mort subite [...] Les symptômes décrits par les témoins [...] ne sont pas caractéristiques de l'empoisonnement par la strychnine<sup>33</sup>. »

- « [...] d'après l'ensemble des symptômes décrits, je n'ai pas la conviction que ce sont les symptômes caractéristiques de l'empoisonnement par la strychnine, je crois que ce sont ceux du tétanos<sup>34</sup>. »

Le 15 mai 1868, la Défense déclare son enquête close. Suivent les adresses au jury par les avocats de chacune des parties ainsi que le résumé de la charge par le juge Sicotte. À la suite de son adresse, le juge permet aux jurés de se retirer pour délibérer. Ces derniers reviennent en Cour le lundi 18 mai 1868 avec un verdict de culpabilité rendu à l'unanimité contre le prisonnier. La sentence tombe alors sévèrement sur la tête du malheureux :

Joseph Ruel, vous avez été trouvé coupable de meurtre après un long procès [...] Le crime dont vous êtes convaincu est haineux, le plus détestable parce qu'il est lâche et perfide [...] La société et la loi vous déclarent coupable [...] La sentence que la loi porte contre vous Joseph Ruel est que vous soyez maintenant reconduit en prison et de là au lieu de l'exécution mercredi le premier jour de juillet prochain, et que vous soyez alors pendu par le cou jusqu'à ce que la mort s'en suive. Que Dieu ait pitié de votre âme<sup>35</sup>.

### 2.3 Le cas Hubert Bainville (1871)

Le 16 octobre 1871, Hubert Bainville, cultivateur de la paroisse de St-Germain, située dans le district judiciaire de Rimouski, est amené devant la Cour du Banc de la Reine pour répondre d'actes criminels. Il est accusé de tentative de meurtre par empoisonnement sur la personne de Marie Lepage, son épouse. Présidée par le juge Cassault, l'audience débute par la lecture de l'acte d'accusation par le greffier de la couronne, M. Derome :

Les Jurés de Notre Souveraine Dame la Reine déclarant sous leur serment que Hubert Bainville, [...] le seizième jour d'août dans l'année de Notre Seigneur mille huit cent soixante et onze, en ladite paroisse de St-Germain [...] a félonieusement administré ou fait prendre à Marie Lepage, de St-Germain, épouse du dit Hubert Bainville, du poison ou autre substance délétère, causant par là une lésion corporelle à ladite Marie Lepage, avec

---

<sup>33</sup> *Procès de Joseph Ruel*, St-Hyacinthe, Atelier typographique du Courrier de St. Hyacinthe, 1868, p.19 : témoignage de J.A Crevier, médecin de St-Césaire

<sup>34</sup> *Ibid.*, p.20 : témoignage de Jean-Gaspard Bibaud, médecin de Montréal

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 45 : prononcé de la sentence par le juge Sicotte

l'intention de tuer la dite Marie Lepage, contre la forme du statut en pareil fait pourvu et contre la paix de Notre Souveraine Dame la Reine, la couronne et sa dignité<sup>36</sup>.

C'est Marie Lepage elle-même qui est entendue comme premier témoin dans cette affaire. En cour, c'est en détail qu'elle relate sa journée du mercredi 12 août dernier, journée qui, de prime abord, s'annonçait comme toutes les autres. Comme à l'habitude, elle s'était levée et s'affairait à préparer le déjeuner ainsi que le thé. Ce thé, c'était celui que son mari avait acheté chez Élzéar Langlois, un marchand de Rimouski en début de semaine.

Ce matin-là, Bainville arrive à la cuisine plus tôt que d'ordinaire. Constatant que le déjeuner n'est toujours pas prêt, il rabroue son épouse et va se chercher un vaisseau de lait ainsi qu'un morceau de pain et dit : « bien vite j'aurai quelqu'un ici qui me fera à manger ». Insultée, Marie rétorque : « puisque tu ne veux pas attendre qu'il y ait des crêpes de faites, je vais aller traire ma vache pendant que tu vas déjeuner ». Elle quitte la pièce et laisse le pot de thé sur le poêle à environ 5-6 pieds de la table où déjeune alors son mari. Lorsqu'elle revient 10 minutes plus tard, elle trouve son mari près du poêle. Ne suspectant rien, elle ne pose aucune question. Hubert Bainville part alors à l'ouvrage et laisse Marie Lepage boire tranquillement son thé comme à l'ordinaire.

Plus tard, en se levant de table, elle est prise d'un grand malaise. Un mal de cœur grandissant l'amène à sortir pour vomir à plusieurs reprises. Sentant une faiblesse dans tous ses membres, elle pense à demander de l'aide. Elle s'accoude au châssis déjà ouvert et fait signe à son voisin St-Pierre de venir à son secours. Ce dernier, voyant la femme en détresse, envoie sa sœur Victoria au domicile du prisonnier. Victoria St-Pierre s'inquiète immédiatement de l'état de la malade, frigorifiée avec la gorge sèche, et lui propose du thé. Ne se doutant de rien, elle en rajoute au thé déjà bu le matin même et fait bouillir le tout. Marie Lepage est prise à nouveau de vomissements chroniques. Vers 10 heures du matin, la victime est convaincue que son heure est venue. Dès que son garçon revient du champ, elle lui dit : « va vite chercher ton père pour qu'il aille chercher monsieur le curé ! Si cela continue comme ça, à midi, je vais être morte ». À son arrivée, le prisonnier ne

---

<sup>36</sup> Bibliothèque et Archives Canada. RG 13, vol. 1408, dossier 41A ; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville : lecture de l'acte d'accusation par le Greffier de la couronne, 16 octobre 1871

semble pas s'inquiéter plus qu'il ne le faut de l'état de son épouse, mais accepte toutefois de ramener monsieur le curé à sa demande. Lorsque celui-ci arrive, Bainville insiste pour que son épouse se confesse auprès de lui en lui signifiant que si son état s'empirait pendant la nuit, il ne marcherait pas pour aller chercher de nouveau le curé. Lorsqu'il raccompagne ce dernier, il accorde à son épouse une dernière volonté, celle de ramener à la maison Olympe Lavoie, leur nièce respective, afin de veiller sur elle.

La maladie de Marie Lepage s'est poursuivie tout le reste de la semaine et même au-delà. Ne sachant pas l'origine de son mal, elle n'arrête jamais de boire le thé de la théière déjà entamé depuis le mercredi où tout a commencé. Toutefois, le lundi suivant, elle demande à sa nièce de lui préparer une tasse de thé, mais, cette fois-ci, sans lait, puisqu'elle soupçonne désormais que ce produit est la cause de sa maladie. Cependant, elle vomit encore de plus belle. Incapable d'en boire davantage, elle offre le reste du thé à Olympe. Cette dernière, dès la première gorgée, s'écrie :

-Comme il est mauvais votre thé !

-Ça ne peut pas faire autrement, il y a six jours qu'il ternit dans le pot, a répondu Marie<sup>37</sup>.

Voyant le mal qui s'est emparé de sa nièce, le témoin s'est mis à avoir des doutes et s'est exclamée : « Pauvre enfant, nous sommes empoisonnées toutes les deux ! Ce malheureux thé est poison, car à chaque fois que j'en ai pris, j'ai vomi et aussitôt que tu en as bu, tu vomis toi-même<sup>38</sup> ».

Là-dessus, elle lui dit d'aller chercher les docteurs Poulin et Langlois avec le thé. Elle est alors convaincue qu'ils seront en mesure de la guérir. Le prisonnier, son mari, revient à la maison dans l'entrefaite et s'oppose à ce qu'Olympe sorte le thé de la maison. Cette dernière raconte que lorsque son oncle est arrivé à la maison, Marie Lepage lui a expliqué l'état des choses, soit que le thé n'était pas bon, qu'il était même poison et que leur nièce avait aussi été empoisonnée le priant donc, de la reconduire chez son père.

---

<sup>37</sup> BAC. RG 13, vol. 1408, dossier 41A ; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Notes des témoignages et des faits devant le petit Jury : témoignage de Marie Lepage, épouse du prisonnier, 16 octobre 1871

<sup>38</sup> *Ibid.*

Avant d'accéder à sa requête, le prisonnier remarque qu'Olympe tient quelque chose entre ses mains.

- Qu'est ce que tu as dans tes mains?

- Du thé mon oncle, pour le faire examiner.

- Si tu emportes de ce thé tu auras affaire à moi ! Et de toute façon, ce n'est pas le thé, mais la bile qui fait cela à ta tante, répondit-il furieux<sup>39</sup>.

Après quoi, il est sorti. Malgré cela, Marie Lepage réussit quand même à convaincre sa nièce de dissimuler le thé dans la manche de son chandail et de l'apporter au Dr Poulin à l'insu de son oncle : « S'il te demande si tu l'as en descendant, dis non<sup>40</sup> ».

L'épouse rapporte qu'il y a plus de 40 ans qu'elle est mariée au prisonnier, mais que c'est surtout depuis deux ans qu'il existe des difficultés entre eux. Elle décrit devant la cour que son mari a l'habitude de la menacer, de lui dire qu'il la quitterait pour une autre et de lui porter des propos trop souvent malveillants et condescendants : « Il lui disait qu'il y avait assez longtemps qu'elle mangeait son pain et surtout, depuis le commencement d'août, il lui disait qu'il allait partir et qu'elle pleurerait, ajoutant qu'il allait partir avec Marie Breton, avec laquelle il y avait eu, à la connaissance du témoin, des intimités depuis 3 ans environ<sup>41</sup> ». Olympe Lavoie rapporte quant à elle qu'un dimanche que son oncle revenait de la messe, il s'emporta méchamment contre sa femme : « Meurs que je me débarrasse de toi, si le bon Dieu peut t'emporter de cette maladie, je me remarierai 3 mois après ! » Et il avait rajouté même, à la blague : « Olympe, j crois bien que 3 mois de veuvage c'est assez long<sup>42</sup> ! ».

Jusqu'ici la cause semble fondée uniquement sur les présuppositions d'une femme mal aimée qui demande à la société de la venger d'un mari infidèle. Cependant, l'action préméditée d'Hubert Bainville semble mieux établie lorsqu'Adélaïde Gagné et le médecin Romuald Fiset, de Rimouski, livrent leurs témoignages. Adélaïde raconte que le

---

<sup>39</sup> BAC. RG 13, vol. 1408, dossier 41A ; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Notes des témoignages et des faits devant le petit Jury : témoignage d'Olympe Lavoie, nièce du prisonnier, 16 octobre 1871

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*, témoignage de Marie Lepage, 16 octobre 1871

<sup>42</sup> *Ibid.*, témoignage d'Olympe Lavoie, 16 octobre 1871

samedi précédent le drame, elle et Marie Breton travaillaient au champ lorsque le prisonnier s'était présenté et avait demandé d'avoir un entretien privé avec cette dernière. Marie Breton avait cependant refusé. Du coup, il s'était exprimé devant les deux femmes, tourné vers Marie, il lui dit : « Si tu veux partir comme nous avons parlé tous les deux, nous partirons mercredi ou jeudi au plus tard<sup>43</sup> ». Pour sa part, le médecin Fiset se rappelle que le prisonnier était venu chez lui avant la messe le dimanche 13 août, c'est-à-dire le lendemain des événements au champ relatés par Adélaïde Gagné. Le médecin raconte que le prisonnier lui avait demandé de l'onguent gris pour empoisonner des rats. « Il disait que sa laiterie était empestée de rats et que le moment de la récolte arrivait et qu'ils allaient gagner la grange et tout détruire<sup>44</sup> ». Ce dernier, considérant que ce produit n'était pas l'idéal pour cette tâche, avait préféré lui fournir de l'arsenic.

Romuald Fiset n'avait plus entendu parler du prisonnier jusqu'au 22 août 1871. Ce jour-là, vers 10 heures du matin, alors que le prisonnier n'était pas encore officiellement accusé d'avoir empoisonné sa femme, le médecin avait reçu l'ordre du shérif M. Hudon de recueillir tout ce qui pouvait servir à la preuve. Il avait donc procédé à la récupération des matières des vomissements chez Bainville et chez Olympe Lavoie. Chez cette dernière, il pensait pouvoir recueillir une certaine quantité du thé empoisonné, celui qu'Olympe avait réussi à dissimuler dans sa manche le jour où elle était tombée malade. Toutefois, il n'avait rien pu recueillir de compromettant chez elle puisqu'elle avait déjà tout jeté dans le feu à la suite d'un entretien avec le Dr Poulin qui l'avait rassuré sur son état et lui avait fourni de l'huile d'olive pour la guérir. Il avait cependant réussi à mettre la main sur la théière et sur la boîte contenant le thé qui n'avait pas été infusé chez Bainville. Il avait mis les preuves dans une boîte scellée. Ce jour-là, vers 17h, après avoir montré les éléments de preuves au shérif, il avait accompagné l'huissier dans l'arrestation du prisonnier. Une fois arrêté, il lui avait immédiatement demandé :

- Qu'avez-vous fait de la poudre que je vous ai donnée?

---

<sup>43</sup> BAC. RG 13, vol. 1408, dossier 41A ; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Notes des témoignages et des faits devant le petit Jury : témoignage d'Adélaïde Gagné, 16 octobre 1871

<sup>44</sup> *Ibid.*, témoignage de Romuald Fiset, médecin de Rimouski, 17 octobre 1871



- Je l'ai, le même jour, perdu dans le chemin depuis chez Mr André Favreau, à venir ici, avait répondu Bainville<sup>45</sup>.

L'enquête avait poursuivi son cours tandis que les victimes prenaient du mieux. Ne voulant pas se déplacer vers Québec inutilement, le médecin Fiset avait préféré soumettre quelques gouttes du contenu du « thé pot » au réactif de nitrate d'argent ammoniacal avant son départ. L'obtention d'un précipité d'un jaune pâle par dissolution dans l'ammoniac avait renforcé ses soupçons. Le 30 septembre, vers 18h, il avait remis la boîte au Dr Hubert Larue. Ce dernier, médecin et professeur de chimie à l'Université Laval avait à son tour procédé à l'analyse chimique sous les yeux attentifs du Dr Fiset de Rimouski. Les analyses avaient permis de confirmer que les petits grains blancs retirés de la théière étaient de l'acide arsénieux, communément appelé de l'arsenic. En cour, après avoir fait part des résultats de son analyse chimique, il déclare également, qu'ayant assisté à toute l'enquête, il est convaincu que les symptômes décrits sont ceux ordinaires d'un empoisonnement par l'arsenic aigu et chronique et ce, même si la quantité ingurgitée par les victimes n'avait pas été assez importante pour causer leur mort.

Au terme de son procès, Hubert Bainville fut condamné à mort pour tentative de meurtre sur la personne de Marie Lepage, son épouse, alors âgée de 56 ans. Le juge Cassault fixe son exécution à la prison commune du district judiciaire de Rimouski le 4 décembre 1871. Le condamné échappa in extremis à son sort le 25 novembre 1871 lorsque sa peine fut commuée en emprisonnement à vie au pénitencier de Kingston<sup>46</sup>.

## **2.4 Le cas Marie McGaugh (1871)**

Le drame suivant s'est déroulé au mois de mai 1871 dans la demeure familiale d'Abraham de Villers, marchand de la paroisse de St-Georges de Cacouna, située dans le comté de Témiscouata, au cœur du district judiciaire de Kamouraska.

---

<sup>45</sup> BAC. RG 13, vol. 1408, dossier 41A ; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Notes des témoignages et des faits devant le petit Jury : témoignage de Romuald Fiset, médecin de Rimouski, 17 octobre 1871

<sup>46</sup> BAC. RG 13, vol. 1408, dossier 41A ; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. Communiqué du Gouverneur général en faveur de la clémence royale et de la commutation de la peine du prisonnier, 25 novembre 1871

À cette époque, Charles Abraham De Villiers, âgé de 31 ans, et son épouse, Marie-Angèle Dumas, avaient à leur service depuis dix mois une jeune domestique âgée de 22 ans. Cette dernière, Marie McGaugh, devait en particulier prendre soin de Marie-Antoinette Clara de Villiers, fille du couple âgée de sept mois et demi. Il n'était pas rare que Marie McGaugh bénéficiât de l'aide de Léopoldine Martin, onze ans, enfant de Joseph Martin, ouvrier en bois, pour l'aider dans l'accomplissement de ses tâches.

Il est environ six heures de l'après-midi le 25 mai 1871 lorsque Léopoldine Martin vint avertir Charles Abraham de Villiers, qui se promenait dans le jardin familial en compagnie de son épouse et son beau-frère, David Dumas, qu'il semblait y avoir quelque chose d'anormal dans la bouillie de la petite puisque de la fumée en sortait. Voulant constater les faits par eux-mêmes, tous rentrèrent à la maison. Charles Abraham de Villiers ne manqua pas de déceler rapidement une forte odeur de soufre qui se dégageait de la soucoupe de l'enfant. Inquiété par l'état de sa petite Marie-Antoinette Clara, qui souffrait terriblement, il envoya chercher le docteur Grandbois à la Rivière du Loup pour qu'il examine le reste de la bouillie que l'enfant avait mangée ainsi que les vomissements que celle-ci avait provoqués chez elle.

Ce qui m'a fait croire qu'il y avait du poison dans la bouillie c'est que nous en avions l'hiver dernier pour empoisonner les rats et l'odeur qui s'échappait de la bouillie était presque la même que celle du poison à rats que mon beau frère s'était servi l'hiver dernier pour empoisonner les rats<sup>47</sup>.

Convaincu que Marie McGaugh a empoisonné volontairement et malicieusement son enfant, Charles Abraham de Villiers témoigne dans ce sens dès le début de l'enquête du coroner Ludger Fêlu, le 26 mai 1871, soit la journée même où la mort de Marie-Antoinette Clara de Villiers est déclarée par le médecin Paul-Étienne Grandbois aux alentours de sept heures du matin. Entendue rapidement dans le cadre de l'enquête, Léopoldine Martin relate les faits de la journée du 25 mai :

J'étais seule dans la cuisine hier après midi avec Marie McGaugh qui m'a dit de rester dans la cuisine [...] elle s'est en allé dans le magasin<sup>48</sup> et a fermé la porte, je l'ai vu

---

<sup>47</sup> BAnQ-Rimouski. TP9, S24, SS1, SSS1. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Rivière-du-Loup, Matières criminelles en général, Cause The Queen vs Marie Mc Gaugh. Enquête du coroner : déposition de Charles Abraham de Villiers, 26 mai 1871

<sup>48</sup> Marie McGaugh s'occupe de la fille du marchand Charles Abraham de Villiers, qui exploite un magasin dans une pièce adjacente à la maison.

monter sur le comptoir et essayer de prendre quelque chose sur les tablettes d'en haut [...] Je l'ai vu mettre quelque chose dans sa blouse. Je la voyais faire par une fente de la porte<sup>49</sup>.

Léopoldine Martin mentionne aussi avoir remarqué que la bouillie de l'enfant sentait le poison, « le poison à rats » dit-elle, après que Marie McGaugh était revenue de la petite cuisine du magasin adjacent à la maison avec le plat réchauffé de l'enfant. « Je peux dire que si Marie avait voulu mettre quelque chose dans la bouillie, elle avait eu le temps de le faire pendant qu'elle était dans la petite cuisine<sup>50</sup>. » Dans la même déposition, elle affirme que « lorsque Marie McGaugh avait soin de l'enfant, elle s'impatientait » et que la nuit où la jeune Marie-Antoinette Clara de Villiers était malade, tous les gens de la maison, dont elle-même, restèrent éveillés à son chevet, à l'exception de Marie McGaugh qui alla se coucher.

Le 27 mai 1871, au lendemain de l'enquête, alors que les soupçons d'empoisonnement pesaient sur la jeune domestique, cette dernière avoue à Abraham de Villiers ainsi qu'à David Dumas (18 ans, commis marchand chez M. De Villers et beau-frère de ce dernier), avoir elle-même empoisonné l'enfant. Le père de l'enfant rapporte au coroner :

Elle m'a avoué de plus que la raison qui l'a porté à empoisonner l'enfant était qu'elle voulait s'exempter de trouble et être plus libre de sortir et elle a dit qu'elle ne croyait pas qu'elle serait découverte que c'était une mauvaise pensée qui l'avait portée là<sup>51</sup>.

Dumas relate lui aussi l'entretien qu'il a eu avec Marie McGaugh à la grange le 27 mai en après-midi alors qu'ils coupaient des patates :

La dite Marie McGaugh se mit à pleurer, je lui demandais alors pourquoi elle pleurait, elle ne me répondit point, alors je lui redemandai de nouveau, elle me dit alors que c'était parce qu'elle avait empoisonné l'enfant [...] Je lui dis alors pourquoi elle avait fait cela, elle me répondit que c'était pour s'en débarrasser, qu'elle lui aurait donné trop d'attention et que ça l'avait empêché de sortir pendant l'été<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> BAnQ-Rimouski. TP9, S24, SS1, SSS1. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Rivière-du-Loup, Matières criminelles en général, Cause The Queen vs Marie Mc Gaugh. Enquête du coroner : déposition de Léopoldine Martin, 26 mai 1871

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*, déposition de Charles Abraham de Villiers

<sup>52</sup> *Ibid.*, déposition de David Dumas

Est ensuite déposé, le même jour des aveux de la jeune fille, l'acte d'accusation voulant qu'Abraham de Villiers :

[...] déclare que la nommée Marie McGaugh, sa domestique, âgée d'environ 22 ans, du dit district de Kakouna, dans ledit district, dans ledit village aurait, jeudi le vingt-cinq du courant, en sa maison [...] félonieusement, volontairement, de malice préméditée, fait prendre et manger du poison, de l'arsenic et du phosphore à son enfant [...] Marie-Clara de Villiers, âgée de sept mois et demi environ, jusqu'à causer la mort de ladite enfant hier le vingt six du courant, vers les sept heures du matin [et] que aujourd'hui la dite Marie McGaugh aurait volontairement et sciemment admis avoir causé la mort de ladite enfant en lui administrant [fait] prendre et manger du poison dans ses aliments<sup>53</sup>.

Cet acte d'accusation dressé par le juge de paix Benjamin Dionne justifie l'émission d'un acte d'arrestation visant la personne de Marie McGaugh. Jean-Baptiste Roy, officier de la cour supérieure, appréhende l'accusée le 29 mai 1871. Lors de sa comparution dans la salle publique de St-Georges de Cacouna, le juge Dionne l'informe de l'accusation qui pèse contre elle et lui fait part des témoignages entendus lors de l'enquête. Il conclut : « Ayant entendu les témoignages désirez-vous dire quelque chose en réponse à l'accusation? Vous n'êtes pas obligé de rien dire. Tout ce que vous direz sera pris par écrit et fera preuve contre vous lors de votre procès », ce à quoi Marie McGaugh répondit : « J'ai empoisonné l'enfant. Je ne dis rien de plus<sup>54</sup> ».

Le 21 novembre 1871, Marie McGaugh se présente devant le juge Napoléon Cassault. Amenée à la barre, on l'informe de nouveau des charges qui pèsent contre elle : *murder by poison*. Elle plaide coupable et son procès est fixé dès le lendemain. Du 22 au 24 novembre, les témoins passent à la barre devant 20 jurés qui rendent, au terme du procès, un verdict de culpabilité à l'unanimité : « The prisoner at the bar is guilty of felony whereof she stands indicted and so they say all<sup>55</sup> ».

Après que le greffier de la couronne eut demandé à l'accusée si elle avait quelque chose à dire pour lui éviter de recevoir la sentence de mort, cette dernière demeure muette. La sentence tombe lourdement sur la tête de la malheureuse. Convaincue de

---

<sup>53</sup> BAnQ-Rimouski. TP9, S24, SS1, SSS1. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Rivière-du-Loup, Matières criminelles en général, Cause The Queen vs Marie Mc Gaugh. Accusation déposée par Charles Abraham de Villiers devant et par le juge de paix Benjamin Dionne, 27 mai 1871

<sup>54</sup> *Ibid.*, Déclaration du prévenu, 29 mai 1871

<sup>55</sup> BAnQ-Rimouski. TP9, S24, SS1, SSS7. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Rivière-du-Loup, Matières criminelles en général, Plumitif : prononcé de la sentence par le Greffier de la couronne, 24 novembre 1871

meurtre par empoisonnement, il fut considéré et jugé par la cour du Banc de la Reine que Marie McGaugh, en raison de son crime, serait ramenée à la prison de son district, qu'elle y demeurerait jusqu'au mardi suivant c'est-à-dire, le neuvième jour de janvier 1872 et que de là elle serait conduite, le même jour, à la place des exécutions du district de Kamouraska pour être pendue par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive<sup>56</sup>. Toutefois, la suite des événements nous apprend que la peine de la prisonnière fut commuée en un emprisonnement à vie au pénitencier de Kingston en Ontario et ce, peu de temps avant le moment de son exécution<sup>57</sup>.

## 2.5 La cas Vildebou Bissonnette (1872)

Vildebou Bissonnette et Malvina Tanguay s'étaient unis devant Dieu et devant les hommes le 17 janvier 1854 à Saint-Michel de Bellechasse, pour le meilleur et pour le pire<sup>58</sup>. À l'époque du drame, c'est-à-dire, dix-sept ans plus tard, c'est dans la paroisse de Buchland, comté de Bellechasse, district de Montmagny, que nous retrouverons le couple. Deux jeunes filles sont depuis issues du mariage : Marie-Malvina et Éloïse. L'arsenic défera ce couple durant l'automne 1871.

Lorsqu'il s'adresse à Bissonnette à l'issue de son procès en cour d'assises au mois de mars 1872 à Montmagny, le juge Caron qualifie son crime de « plus atroce qui puisse se commettre ». Lui conseillant de n'entretenir aucune espérance de pardon, le juge prononce la sentence :

Cette sentence est que vous, Vildebou Bissonnette, soyez reconduit au lieu d'où vous venez [prison de Saint-Thomas], et que vous y soyez détenu jusqu'au vendredi, le trente et unième jour de mai prochain, que ce jour, vous en soyez extrait de nouveau, et conduit au lieu d'où doivent se faire les exécutions publiques d'après la loi, et que là et alors vous soyez pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive. Que Dieu ait votre âme en pitié<sup>59</sup>.

---

<sup>56</sup> BAnQ-Rimouski. TP9, S24, SS1, SSS7. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Rivière-du-Loup, Matières criminelles en général, Plumitif : prononcé de la sentence par le Greffier de la couronne, 24 novembre 1871

<sup>57</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 44A ; 1872-1879. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Marie McGaugh. Décret du conseil : commutation de la peine de l'accusée en emprisonnement à vie, 01 janvier 1871

<sup>58</sup> André Beaudoin, «Le crime de Vildebou», *Bulletin de la Société historique de Bellechasse*, vol. 10, n° 2 (printemps 1998), p.18.

<sup>59</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebou Bissonnette. Prononcé de la sentence par le juge Caron adressé directement au prisonnier

Selon les témoignages entendus lors du procès, il était de notoriété publique dans la paroisse que malgré le fait qu'il était en ménage avec Malvina, Vildebou était amoureux de Louise Choquette, belle fille d'Anaïs Mercier. Les racontars disaient même que la femme Bissonnette était au courant. Éliza Lendouche mentionne le bruit général qui courait aux quatre coins de la paroisse quant à l'infidélité du mari Bissonnette : « Suivant ce que j'ai entendu dire c'était un bruit courant dans toute la paroisse que le prisonnier avait des relations criminelles avec une autre personne<sup>60</sup> ». Jacques Larochelle affirme quant à lui : « [...] ça se disait que le prisonnier avait des rapports intimes avec une autre personne<sup>61</sup> ». Toutefois, quelques-uns semblent croire que la défunte n'était pas mécontente en ménage. Le témoignage de Séraphine Guay va dans ce sens :

La défunte ne s'est jamais plainte à moi de son mari [...] Quand le prisonnier a rencontré Louise Choquette [...] la défunte était présente [...] Le prisonnier à ma connaissance a toujours eu l'air de soigner sa femme comme il faut. Dans les veillées chez nous où, le prisonnier a rencontré Louise Choquette, il ne paraissait pas lui porter plus d'attention qu'une autre personne de la maison<sup>62</sup> [...]

Tous n'appuient pas ce point de vue. En effet, Marceline Vermette et Marie-Malvina Bissonnette, quant à elles, évoquent une mésentente palpable entre les époux en décrivant la dérive inévitable du couple :

[...] il m'a dit une fois qu'il était content d'être venu seul tant il avait de peine avec son épouse. La femme du prisonnier passait pour jalouse. Cela paraissait causer beaucoup de désespoir et de tourment. [Elle disait] que son mari avait été la trouver (Louise Choquette) aux fraises pour offenser le Bon Dieu<sup>63</sup>.

Il y avait quelques fois des difficultés de ménage entre mon père et ma mère. Ma mère m'a dit la dernière fois que je l'ai vue et lorsque je lui comptais mes chagrins que mes peines n'étaient rien à côté de celles qui étaient à venir<sup>64</sup>.

Le samedi 11 novembre 1871, à son retour d'une soirée dansante à laquelle elle s'était rendue avec sa fille Héloïse et où, apparemment elle s'était trop agitée, la femme Bissonnette tombe malade d'une délivrance prématurée après quatre mois de grossesse.

---

<sup>60</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebou Bissonnette. Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage d'Éliza Lendouche

<sup>61</sup> *Ibid.*, témoignage de Jacques Larochelle

<sup>62</sup> *Ibid.*, témoignage de Séraphine Guay

<sup>63</sup> *Ibid.*, témoignage de Marceline Vermette

<sup>64</sup> *Ibid.*, témoignage de Marie-Malvina, fille du prisonnier, 18 ans

Ma mère était tombée malade le dimanche précédent le vendredi qu'elle est morte. [...] la maladie était une fausse couche. [...] Ma mère se plaignait qu'elle avait mal dans le corps et dans l'estomac le samedi<sup>65</sup>.

Vildebbon Bissonnette y avait-il vu une occasion de mettre à exécution son plan meurtrier? Les témoignages décrivant le fil des événements qui conduira Malvina Bissonnette à la mort et son mari à l'échafaud semblent effectivement aller dans ce sens. Le juge Caron résume cette histoire fatale :

Profitant d'une maladie dont vous étiez l'auteur et qui comme telle méritait toute votre sympathie sous prétexte de porter soulagement à votre femme, dans la position pénible où elle se trouvait, vous avez, avec un sang froid inconcevable, mis à exécution le plan de vous débarrasser d'elle, que vous paraissiez avoir formé depuis longtemps, tant les détails prouvés indiquent de préméditation et de détermination<sup>66</sup>.

Certains déclarent pourtant qu'à l'annonce de la maladie de son épouse, Vildebbon avait semblé préoccupé par son état de santé. Il donnait ainsi l'impression à beaucoup d'être un mari aimant et bienfaisant. Mais cette attitude avait au fond quelque chose de sinistre :

[...] Mon père a passé le dimanche à la maison mais est parti le lundi matin pour aller chez le docteur. (Ma mère a demandé à mon père d'y aller) [...] Mon père est revenu le lendemain vers huit heures. Ma mère était ce matin-là bien chétive. [...] après son arrivée vers 9 heures, le prisonnier lui a fait prendre à ma mère le remède qu'il apportait. Mon père a mis lui-même le remède dans une cuillère d'eau tiède [...] La poudre était blanche et jaune, mais plus de blanc que de jaune [...] Mon père me recommanda de ne pas me servir de la cuillère qui avait servi à lui donner les remèdes parce que ma mère avait dédain<sup>67</sup>.

Semblant redoubler de douceur et de prudence Vildebbon s'assure même que sa femme reçoive les derniers sacrements par Meaphire Rioux, le curé de Buchland :

Elle avait l'apparence d'une malade ordinaire. Le prisonnier remplissait son devoir en faisant donner les sacrements à son épouse quand elle était malade. La défunte ne s'est pas plainte à moi que le prisonnier la maltraita dans ses maladies<sup>68</sup>.

---

<sup>65</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebbon Bissonnette. Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage d'Héloïse Bissonnette, fille du prisonnier, 16 ans

<sup>66</sup> *Ibid.*, Prononcé de la sentence par le juge Caron adressé directement au prisonnier

<sup>67</sup> *Ibid.*, Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage d'Héloïse Bissonnette, fille du prisonnier, 16 ans

<sup>68</sup> *Ibid.*, témoignage de Meaphire Rioux



Dans le même sens, Élise Coulombe déclare : « Le prisonnier a paru porter à sa femme toutes les tendresses et les bontés qu'un homme peut avoir pour sa femme<sup>69</sup> [...] ».

L'attitude du prisonnier change lorsque la femme Bissonnette succombe à sa maladie le vendredi 17 novembre 1871. Le service funèbre a lieu le lundi suivant. Mais la sépulture est reportée ultérieurement pour que le coroner du district de Montmagny, Joseph Marmette, puisse procéder à une enquête. Cette dernière dure deux jours, le 23 et 24 novembre. C'est le docteur Charles Lebel de la paroisse de St-Gervais qui exécute l'autopsie sur le corps de la défunte. L'inquiétude de Vildebou devint alors quasi palpable dans la paroisse de Buchland. À la veille de l'enquête, il croise à l'église ses filles accompagnées de la femme Tanguay et leur dit :

- Mes deux filles, je vais m'en aller parce que j'apprends que M. Lebel a dit que j'avais empoisonné votre mère.
- Mais pourquoi vous en aller, papa, si vous n'avez rien à vous reprocher? demanda Éloïse.
- Parce qu'entre la parole du docteur et ma parole, c'est celle du docteur que l'on croira. Il a peut-être fait une erreur, mais il va s'en clarifier plutôt que moi<sup>70</sup>.

À quoi Vildebou faisait-il alors référence? De quoi avait-il peur? Le témoignage que livre le docteur Lebel en ouverture du procès est éclairant à ce sujet. En effet, le témoin explique comment il s'est retrouvé complice du crime de Vildebou de manière involontaire lorsque ce dernier vint le trouver à son cabinet de St-Gervais le 13 novembre pour se procurer des remèdes à administrer à sa femme gravement malade.

Il me dit que sa femme était alors très enflée et d'une sensibilité telle qu'elle ne pouvait à peine endurer la pesanteur d'une couverture sur elle ; qu'elle était très souffrante [...] Je lui dis alors qu'à mon avis il n'y avait aucun moyen de tenter une guérison sur sa femme et je lui conseillai comme seule chose à faire de s'en retourner chez lui, d'aller trouver le curé et de la faire administrer<sup>71</sup> (les derniers sacrements).

Suite à cela, le prisonnier lui aurait répondu :

---

<sup>69</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebou Bissonnette. Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage d'Élise Coulombe

<sup>70</sup> André Beaudoin, «Le crime de Villebon», *Bulletin de la Société historique de Bellechasse*, vol. 10, n° 2 (printemps 1998), p.22.

<sup>71</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebou Bissonnette. Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage de Charles Lebel, médecin de la paroisse de St-Gervais



Dans le cas il faut que vous me donniez des remèdes pour ma femme car si je m'en retourne sans remède cela la découragera. Je lui en apporterai ne serait-ce que pour la consoler<sup>72</sup>.

Attentif à cette demande, le docteur Lebel lui aurait alors préparé cinq poudres composées d'opium et de calomel. De poids et de composition semblables, les poudres contenaient du blanc et du rouge, mais le rouge dominait dans le mélange. Après avoir enveloppé chaque poudre dans un papier blanc, le médecin les ficela ensemble et remit le paquet à Bissonnette qui l'enfouit précautionneusement dans une poche de son pantalon. Puis il dit :

- Est-ce que vous n'achèteriez pas des peaux de renard? J'en ai deux belles à vendre.
- Je n'ai pas besoin de deux peaux de renard, mais si vous en aviez plus de deux, je serais disposé à les acheter, répondit le docteur
- J'ai l'habitude d'empoisonner les renards et il y en a beaucoup dans nos endroits. Mais j'ai manqué de poison. Si vous pouviez me procurer du poison, je pourrais en prendre d'autres et vous en vendre.
- Je n'ai pas de poison violent comme la strychnine. J'ai seulement de l'arsenic.
- La chose fera aussi bien, je donnerai les doses plus fortes, répondit alors Bissonnette<sup>73</sup>.

Tombant dans le piège, le docteur Lebel prépare alors une once et demie d'arsenic qu'il remit à Bissonnette en prenant bien soin de l'envelopper dans un paquet différent et plus épais que le précédent. Bissonnette dit alors :

- Il ne faut pas que je mêle ces remèdes avec ceux que vous m'avez donnés pour ma femme, et il les mit dans son autre poche de pantalon.
- La couleur de l'arsenic est le blanc [...] Il n'y a point de possibilité de confondre ces deux paquets de poudre l'un avec l'autre, dit le docteur<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebon Bissonnette. Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage de Charles Lebel, médecin de la paroisse de St-Gervais

<sup>73</sup> André Beaudoin, «Le crime de Villebon», *Bulletin de la Société historique de Bellechasse*, Vol. 10, n°2 (printemps 1998), p.20.

<sup>74</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebon Bissonnette. Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage de Charles Lebel, médecin de la paroisse de St-Gervais

C'est plus tard que l'on apprend, lors des témoignages, que le mari Bissonnette n'avait pas l'habitude de faire la chasse au renard comme il l'avait prétendu. À l'enquête, Lazaire Lamontage déclare :

Je suis chasseur de profession et je demeure tout près de chez l'accusé [...] je n'ai jamais eu connaissance que le prisonnier ait jamais fait la chasse aux renards [...] je suis revenu de Québec le jour même de sa mort (femme Bissonnette). Le prisonnier n'a pas dans ces jours-là fait la chasse aux renards<sup>75</sup> [...]

Lors de son témoignage, Éloïse Bissonnette confirme la même chose : « [...] Je n'ai pas eu connaissance que mon père ait tué des renards ces jours-là ni qu'il ait des peaux de renard à la maison [...] Mon père n'a pas l'habitude de faire la chasse aux renards ».

Plus tard, l'analyse chimique de l'estomac et de l'intestin de Malvina Bissonnette révèle la présence d'arsenic. C'est le médecin et professeur Frédéric Albert Hubert Larue de l'Université Laval qui fut chargé de cette tâche dans l'enquête du coroner et déclare : « [...] D'après les symptômes, tels que je les ai entendus relater, d'après les lésions que j'ai vues, d'après l'analyse chimique que j'ai faite, je conclus que la femme Bissonnette est morte empoisonnée par l'acide arsénieux connu vulgairement comme de l'arsenic<sup>76</sup> ».

Les jurés ne perdirent pas de temps pour porter une accusation de meurtre dans cette cause. Après quelques jours seulement, le procès de Vildebon Bissonnette devant la cour d'assises pris fin avec une preuve si concluante qu'il fut trouvé coupable et condamné à être pendu jusqu'à ce que mort s'ensuive. L'exécution eut lieu le 31 mai 1872.

## **2.6 Le cas Eusébie Boutet (Tremblay) (1884)**

L'histoire suivante se déroule dans le district judiciaire du Saguenay, dans le comté de Charlevoix, plus précisément dans la paroisse de Baie St-Paul au sein du village de St-Joseph, en juillet 1883. Elle concerne deux jeunes femmes, voisines, mères et épouses. Céline Guay, femme de William alias Guillaume Tremblay, trouve la mort peu

---

<sup>75</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebon Bissonnette. Notes des témoignages rendus - preuve faite par la Couronne : témoignage de Lazaire Lamontage

<sup>76</sup> *Ibid.*, témoignage de Frédéric Albert Hubert Larue, docteur en médecine de la cité de Québec, 5 avril 1871

de temps après avoir accepté un verre de vin « poivré » que lui avait offert sa vieille amie, Eusébie Tremblay, femme de Félix Boutet.

Toutes deux âgées dans la trentaine et épouses d'un mari cultivateur, les deux jeunes femmes cohabitent sur la terre des Tremblay à l'hiver 1882 alors que leurs maris travaillent dans les chantiers américains. Lorsqu'il témoigne en cour pour le second procès d'Eusébie Boutet en octobre 1884, le mari de la défunte, William Tremblay, relate cette période passée :

Pendant l'hiver, les deux familles vivaient ensemble [...] Elles ont vécu ensemble 3 mois [...] nous vivions en bons voisins, mais quelques fois il y avait de la chicane parmi les femmes. Il y a une chicane dont elles m'ont parlé, et les femmes l'on continué [...] L'accusée m'a dit que ma femme n'était pas une bonne femme et qu'elle l'aurait jetée dehors<sup>77</sup>.

Mais à quoi faisait alors référence le mari de Céline Guay? À ce que François Tremblay, beau-père de la défunte, qualifie plus tard en cour de justice de « chicane ordinaire de femmes<sup>78</sup> ».

Vers le mois de mars, l'accusée et la défunte ont eu une querelle chez la défunte. J'étais présent, alors que je résidais là. Je suis allé un matin aux bâtiments pour faire mon ouvrage. J'ai vu la voiture de Jacob Guay attachée là - J'ai entendu un grand bruit à la maison, et en sortant j'ai trouvé l'accusée et ma bru en grande chicane à propos d'un bouton, en entrant j'ai trouvé Jacob Guay dans la maison, de suite il a pris la porte. Ma bru m'a dit que chaque fois que Jacob Guay venait, l'accusée lui cherchait chicane. J'ai dit à l'accusée de s'en aller [...] à la porte elle s'est retournée et a dit à Céline : « Tu mourras par mes mains<sup>79</sup> ».

Cette querelle mit un terme à la cohabitation des familles et aux relations harmonieuses entre les deux femmes. Au printemps 1883, Céline Guay est enceinte de son huitième enfant, sa belle-mère, Adélaïde Fortin, demeure à son chevet près de huit jours. Rappelée chez elle, mais inquiète de l'état de santé de sa bru, elle se rend chez la voisine de celle-ci, Eusébie Boutet, pour lui demander de veiller sur elle. Ignorant la mésentente entre Céline et Eusébie, elle est surprise lorsque cette dernière lui répond

---

<sup>77</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Notes des témoignages rendus - preuve de la Couronne : témoignage de William (Guillaume) Tremblay, 13 octobre 1884

<sup>78</sup> *Ibid.*, témoignage de François Tremblay, 14 octobre 1884

<sup>79</sup> *Ibid.* Jacob Guay semble avoir joué un rôle important dans le drame. Rien n'indique qu'il soit apparenté à la victime, Céline Guay.

sérieusement : « Je n'y vais pas, et je ne laisserai pas aller mes enfants<sup>80</sup> [...] ». Adélaïde n'est pas la seule à déceler de l'animosité entre les femmes, Odile Houde raconte aussi à l'enquête du coroner :

L'accusée disait que quand elle voyait Céline Guay, elle aurait voulu que ses yeux fussent des pistolets - ceci était avant la mort de la défunte et avant la naissance de son dernier enfant. C'était un ou deux mois avant l'accouchement - la défunte était alors enceinte- elle disait que quand son mari était absent et qu'elle voyait la défunte, elle pourrait la tuer [...] Nous parlions de Jacob Guay<sup>81</sup>.

Lorsque Céline accouche en juin 1883, sa belle-mère tente encore d'obtenir du soutien de la part d'Eusébie Boutet. Elle est choquée lorsque celle-ci refuse catégoriquement : « Je la verrais mourir plutôt que d'y aller. Je pourrai même la tuer depuis que je l'ai vue avec d'autres hommes. J'en dis pas plus. Trouvez quelqu'un d'autre pour prendre soin d'elle<sup>82</sup> ». Au début de l'été pourtant, à la faveur du retour de leurs maris respectifs, l'amitié des jeunes femmes semble renaître. D'ailleurs, la fille de l'accusée, Marie Boutet, témoigne de la bonne entente entre sa mère et la défunte :

Je suis marraine d'un des enfants de la défunte ; Alexis était autant chez nous que chez ses parents. Ma mère l'aimait, et avait soin des enfants de Céline souvent. La défunte et l'accusée étaient amies [...] Dans le mois précédant la mort, l'accusée allait chez Céline aussi souvent qu'auparavant - leurs relations étaient amicales<sup>83</sup>.

Dans le même sens, Jacob Guay déclare : « L'accusée et la défunte étaient amies - elles se sont rendu des services. Les enfants allaient d'une maison à l'autre<sup>84</sup> [...] ».

Avant de repartir dès le mois de juillet pour Standbridge, Félix Boutet décide de s'occuper d'une difficulté qui s'abat sur les fermes voisines : la présence de nombreux rats. Accompagné de sa femme, il se rend au village de Baie St-Paul, chez le docteur Alfred Simard, pour se procurer de la mort au rat. Le 25 juillet, c'est devant Charles H. A Clément, coroner responsable de l'enquête sur la mort de Céline Guay, que le docteur déclare :

---

<sup>80</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Notes des témoignages rendus - preuve de la Couronne : témoignage d'Adélaïde Fortin, épouse de François Tremblay, 14 octobre 1884

<sup>81</sup> *Ibid.*, témoignage d'Odile Houle, femme de Louis Tremblay, 14 octobre 1884

<sup>82</sup> *Ibid.*, témoignage d'Adélaïde Fortin, épouse de François Tremblay, 14 octobre 1884

<sup>83</sup> *Ibid.*, témoignage de Marie Boutet, fille de l'accusée, 16 octobre 1884

<sup>84</sup> *Ibid.*, témoignage de Jacob Guay, 15 octobre 1884

Le quatre de juillet une femme accompagnée de son mari est venue chez moi, elle m'a dit ou son mari m'a dit qu'ils étaient empestés par les rats et ils m'ont demandé si je voulais leur donner un peu de poison pour les empoisonner. Je leur ai alors demandé qui ils étaient et ils m'ont répondu que c'était Félix Boutet et sa femme [...] Je leur ai alors expliqué comment ils devaient se servir de ce poison et je recommandai à la femme de faire attention aux enfants et elle m'a répondu qu'elle n'avait pas de petits enfants et qu'il n'y avait aucun danger. Alors je pris cent vingt grains à peu près d'arsenic. Je l'enveloppai dans trois papiers, le papier externe était blanc et j'écrivis dessus « poison » en grosses lettres. Je le donnai à la femme qui l'enveloppa dans le coin de son mouchoir. La quantité de poison que j'ai donné à la dite Eusébie Tremblay peut empoisonner dix à douze personnes<sup>85</sup>.

Lorsqu'il témoigne en cour le 15 octobre 1884, Simard clarifie : « Le paquet que j'ai donné à l'accusé ne ressemblait pas du tout à un paquet de poivre<sup>86</sup> ». Mais en quoi cette clarification était-elle nécessaire? Elle l'était dans la mesure où l'on apprendra au cours des procès de la Boutet que cette dernière, après s'être procuré de l'arsenic, s'était rendue seule au presbytère acheter du vin. Françoise Simard, gouvernante chez le curé, témoigne : « Le 5 ou 6 juillet, l'accusée vient seule acheter du vin au presbytère et je lui en ai vendu. Elle m'a dit que le vin était pour un enfant malade ». Le lendemain ou le surlendemain de sa visite au presbytère, la Boutet se rendit à l'épicerie d'Adam Jean, où la femme de ce dernier, Vivianne Merrette, affirme lui avoir vendu du « poivre de messieurs » (c'est-à-dire le meilleur poivre) : « Je me rappelle la maladie et la mort de Céline. L'accusée peu avant la mort de Céline Guay a été acheter du poivre de monsieur [...] ce poivre n'empoisonne personne. Elle disait l'acheter pour son visage ».

Après avoir réussi à faire tomber plusieurs rats sous l'effet de l'arsenic, les hommes quittent pour le Vermont l'esprit tranquille dès le 10 juillet. C'est une nouvelle saison sans mari qui débute. Justine Guay, sœur de la défunte, relate en cour comment, aussitôt les hommes partis, Eusébie s'était empressée de faire du tort à sa sœur. Le jour même du départ de Félix Boutet et de William Tremblay, prétextant s'être concoctée une coupe de vin trop « méchante » pour elle compte tenu de la quantité de « poivre de monsieur » qu'elle avait mis, Eusébie envoie une de ses filles chercher Céline Guay pour

---

<sup>85</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Notes des témoignages rendus - preuve de la Couronne : déposition d'Alfred Simard à l'enquête du coroner, 25 juillet 1884

<sup>86</sup> *Ibid.*, témoignage d'Alfred Simard, 15 octobre 1884

pouvoir lui donner le breuvage et ainsi, éviter de gaspiller cette précieuse boisson. « Ma pauvre enfant, j'ai préparé de la boisson pour moi, j'y ai mis du poivre, et je ne puis pas le boire, car je n'aime pas la boisson et il [le vin] est bien trop méchant pour que je le boive<sup>87</sup> ». Acceptant la proposition, Céline avale le contenu de la coupe, mais fait remarquer à Eusébie à quel point le vin est exécrable et signale ce qui semble être un dépôt blanc dans le fond du verre :

-Ce vin est si mauvais que je ne puis pas le boire ! Tu n'as pas mis du poison dedans?

-Ça doit être le poivre qui s'est déposé au fond. Tu ne penses pas que j'aurais mis du poison quand même ! avait répondu l'accusée.

Se disant aussitôt malade, se plaignant de mal de cœur et de souffrances terribles, Céline Guay retourne chez elle. Elle y décède le lendemain, le 11 juillet 1883. Joséphine Bouchard, qui demeure au chevet de la mourante jusqu'à la fin, explique comment cette dernière persistait à dire que c'était le vin qui l'avait rendu ainsi : « J'ai pris un verre de vin et c'est ce verre de vin qui m'a faite si malade [...] Je vais mourir, elle [Eusébie] m'a empoisonnée<sup>88</sup> ». Tandis que la rumeur de la maladie de Céline se répandait dans tout le canton, semant l'incrédulité partout où elle passait, Eusébie défendait son innocence chaque fois qu'elle le pouvait en relatant à qui voulait l'entendre que le verre de vin qu'elle avait donné à Céline n'était pas empoisonné et qu'il était, au contraire, de bonne qualité, comme le poivre qui l'agrémentait : « Il n'y avait pas de poison dans la coupe, c'était que du bon vin et du bon poivre [...] C'est extraordinaire comme on parle mal [dans la paroisse] ». D'ailleurs, ce n'est pas tout le monde qui voyait en la Boutet une coupable d'office. En effet, ses gestes, comme l'affirment Zéphirin Côté et Édouard Martin, semblent plutôt refléter une attitude aimable d'une bonne amie.

- « L'accusée est une femme pauvre et ignorante [...] J'ai trouvé que la conduite de la prisonnière était celle d'une bonne voisine [...] Elle a lavé et habillé la défunte<sup>89</sup>. »

---

<sup>87</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Notes des témoignages rendus - preuve de la Couronne : témoignage de Justine Guay, sœur de la défunte

<sup>88</sup> *Ibid.*, témoignage de Joséphine Bouchard

<sup>89</sup> *Ibid.*, témoignage de Zéphirin Côté

- « Elle est allée faire sonner les glas [au presbytère] pour Céline Guay et préparer sa fosse<sup>90</sup>. »

Le 11 juillet 1883, Céline Guay est inhumée au cimetière de Baie-Saint-Paul. Et malgré l'avis de la famille et du curé, on songe dans les environs qu'une enquête serait préférable pour élucider les mystères entourant cette affaire. Face à cette rumeur, l'accusée laisse paraître des signes flagrants de nervosité. Justine Guay déclare :

Elle mentionnait qu'elle ne pouvait pas endurer l'idée d'une enquête et qu'elle n'était pas la cause de sa mort - elle se lamentait de l'absence de son mari et parce qu'elle était soupçonnée. « [...] L'accusée paraissait avoir peur que du poison serait trouvé dans le corps, et disait que si l'on en trouvait, elle en mourrait [...] Elle dit qu'elle ne pouvait vivre comme cela [puisque] à chaque voiture qui passait, elle croyait que c'était pour elle.

L'accusée est même allée jusqu'à dire à son beau-père qu'elle aimait mieux passer pour avoir empoisonné Céline Guay plutôt que d'accepter de lui faire ouvrir le corps lors de l'enquête. C'était après que François Tremblay ait tenté de la rassurer en lui assurant que «si on ne trouve pas de poison, tu seras claire<sup>91</sup> !» Délina Gagnon relate sa conversation avec l'accusée le jour de l'enterrement :

- Pourquoi ne faites-vous pas une enquête? Il y a des rumeurs contre vous.

- Mais si jamais ils trouvent quelque chose, je serai accusée n'est-ce pas? Ils vont penser que c'est moi ! »

- Non, si vous lui avez rien donné<sup>92</sup> !

Et d'ailleurs comme elle l'affirme clairement à Thomas Côté le samedi après la mort de Céline : « De toute façon, je ne puis pas l'avoir empoisonnée, car je n'avais pas de poison<sup>93</sup> ! ». Trop nerveuse pour en supporter d'avantage, Eusébie manifeste le désir de se retrouver auprès de son mari, comme Justine Guay le déclare : « Elle mentionnait qu'elle ne pouvait pas endurer l'idée d'une enquête et qu'elle n'était pas la cause de sa mort - elle se lamentait de l'absence de son mari et parce qu'elle était soupçonnée ». Vivianne Mérette rajoute : « L'accusée m'a demandé l'adresse de son mari [...] elle voulait lui

---

<sup>90</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Notes des témoignages rendus - preuve de la Couronne : témoignage d'Édouard Martin

<sup>91</sup> *Ibid.*, témoignage de François Tremblay

<sup>92</sup> *Ibid.*, témoignage de Délina Gagnon

<sup>93</sup> *Ibid.*, témoignage de Thomas Côté

envoyer un télégramme ou aller le trouver parce qu'elle n'avait pas de support - elle est partie le même soir - elle était une femme nerveuse<sup>94</sup> ». C'est ainsi qu'à la veille de l'enquête, Eusébie prit la fuite chez son beau-frère Onésime Tremblay à Saint-Henri de Lévis où elle tente d'entrer en contact avec son mari. Jacob Guay l'accompagne : « L'accusée me dit que sans son mari, elle était morte- Elle n'avait pas d'autre support. Je lui avais dit d'aller le chercher. C'est ce jour-là que je l'ai conduite- [...] Je l'ai conduite chez Onésime Tremblay, son beau-frère<sup>95</sup> ».

Eusébie Boutet n'est donc pas présente au moment de l'enquête du coroner, de l'exhumation du corps et de l'autopsie. Les témoignages sont entendus en majeure partie les 25 et 26 juillet 1883, à Baie-Saint-Paul, par Charles-Herméningilde Clément, coroner dans cette affaire. C'est le docteur Alfred Simard, le même qui a vendu de l'arsenic au couple Boutet, qui pratique l'autopsie sur le corps de la défunte. Remarquant un dépôt de mucus important dans l'estomac de la défunte, il l'associe à l'action de l'arsenic :

[...] Cela ne pouvait avoir été causé par le vin et le poivre [...] Les lésions que j'ai vues sont le résultat de l'empoisonnement par l'arsenic [...] après avoir entendu les symptômes décrits par les témoins et vu les lésions que j'ai constatées, je suis d'opinion que la défunte est morte par l'empoisonnement à l'arsenic - je n'en ai aucun doute.

Arthur Vallé, médecin et professeur à Laval<sup>96</sup> qui effectue l'analyse chimique sur certains prélèvements du corps de la défunte, corrobore les dires du Dr Simard. Il est également d'avis que l'examen post mortem révèle que Céline Guay n'est pas morte d'une cause naturelle.

J'ai fait l'analyse chimique en cette cause [...] Le résultat est que j'ai trouvé une quantité marquée d'arsenic dans la substance et le contenu de l'estomac [...] J'ai conclu que la personne dont j'avais examiné les organes avait pris de l'arsenic et l'avait absorbé [...] Je suis d'opinion que la défunte est morte d'empoisonnement à l'arsenic.

---

<sup>94</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Notes des témoignages rendus - preuve de la Couronne : témoignage de Vivianne Mérette

<sup>95</sup> *Ibid.*, témoignage de Jacob Guay

<sup>96</sup> «[...] La chaire de médecine légale et de toxicologie de l'Université Laval [...] est dévolue au Dr Arthur Vallée en 1882 et ce, pour trois ans [...] celui-ci demeure, durant toute la période étudiée, l' "expert" de Québec en ce qui a trait aux analyses toxicologiques et un des principaux "experts" quant aux maladies mentales, ce qui l'amène à se prêter à plusieurs évaluations psychiatriques à la demande de la Couronne ou de la défense» ( Emmanuelle D'Astous-Masse, «Les médecins comme auxiliaires de la justice criminelle à Québec, 1880-1920», Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2010, p. 3).



Dès que la présence d'arsenic dans le corps de Céline est scientifiquement confirmée, une accusation de meurtre s'abat sur « La Boutet ». Cependant, cette dernière est toujours réfugiée à Saint-Henri de Lévis, district de Québec, chez son beau-frère. Le sergent Édouard Harpe relate l'arrestation de la femme :

J'ai arrêté l'accusée à St-Henri à 7 milles de Québec en vertu d'un mandat d'arrestation du coroner du Saguenay - Je l'ai arrêtée le soir- elle était cachée derrière une chaise sur laquelle sa mère était assise. Je l'ai remise à la prison - La distance de la Baie St-Paul à St-Henri est de 23 lieux<sup>97</sup>.

Après un court séjour à la prison de Québec, la prisonnière est transportée à La Malbaie à la prison commune du district du Saguenay. Son procès est fixé au mois d'avril 1884 et c'est le juge Samuel Corwalis Monk qui préside l'assemblée. Les avocats de la défense, Charles Fitzpatrick et François-Xavier Lemieux, tentent de prouver l'innocence de l'accusée en faisant valoir que les viscères de Céline Guay avaient été transportés dans un coffret en zinc pouvant contenir de l'acide arsénieux ainsi qu'en défendant l'idée que quelqu'un aurait très bien pu introduire du poison dans le coffret durant son transport. Quant au motif ayant pu conduire Eusébie Boutet à commettre un crime sur la personne de Céline Guay, on ne l'aborde jamais franchement. Du coup, l'élément de la preuve circonstancielle est laissé à de pures spéculations comme celle voulant que Céline aimât un peu trop les hommes au goût d'Eusébie et que Jacob Guay représentait un sujet de discorde entre les deux femmes.

Les incertitudes qui entourent l'affaire empêchent le jury de s'entendre sur le sort à réserver à Eusébie Boutet. On décide de tenir un nouveau procès sous la présidence conjointe des juges Alexander Cross et Thomas Kennedy Ramsay. Le 20 octobre, après l'adresse du juge, les jurés se retirent pour délibérer. Face à une impasse, le jury est incapable de se concerter. Le juge Ramsay en est consterné : « La preuve est tellement claire, évidente qu'il faut être aveugle pour ne point rendre immédiatement un verdict ! ». Après une nouvelle délibération, les douze jurés se mirent d'accord : Eusébie Boutet est

---

<sup>97</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Notes des témoignages rendus - preuve de la Couronne : témoignage d'Édouard Harpe, sergent de police

condamnée à être exécutée le vendredi 21 novembre 1884 dans la cour de la prison commune de La Malbaie. Obtenant d'abord un sursis jusqu'au vendredi 28 novembre, elle obtient finalement une commutation de sa peine en un emprisonnement à vie.

\*\*\*

Cette présentation des cas étudiés est nécessaire à l'analyse qui va suivre. L'empoisonnement judiciaire est le fait de femmes aussi bien que d'hommes et la technique homicide est utilisée dans des circonstances variées. On note par ailleurs que beaucoup de femmes et d'hommes, de tous horizons, occupent l'espace judiciaire, une réalité qui colorera les rapports de genre révélés par les archives judiciaires et les comptes rendus de procès. À partir de la reconstitution de ces six cas d'empoisonnement judiciaires, nous procéderons à une analyse en profondeur des discours et nous pourrions ainsi saisir la diffusion et l'intégration du « vrai social » dans la pratique des cours de justice criminelle en tant qu'instance de régulation sociale.

## **CHAPITRE 3 :**

### **Le genre dans les méthodes d’empoisonnement et les discours sur les criminels**

Ces six histoires d’empoisonnement, présentées dans le chapitre précédent factuellement, seront maintenant étudiées en mobilisant la perspective du genre. L’utilisation de ce cadre d’analyse est justifiée par le fait que les crimes sont genrés, c’est-à-dire associés au corps féminin ou au corps masculin. Parmi le grand éventail de crimes connus, celui de l’empoisonnement est peut-être encore plus concerné que les autres par la marque du genre. L’étude suivante considère en particulier ce qu’il advient, sur le plan des discours, lorsque c’est un homme et non une femme qui empoisonne. Nous explorerons cette question en deux temps.

Tout d’abord, nous analyserons les particularités matérielles dans la « méthode empoisonneuse », c’est-à-dire la méthode utilisée par le meurtrier. En effet, les cas étudiés tendent à montrer que les hommes n’empoisonnaient pas comme les femmes. Il y a des constantes (s’il nous est permis d’employer ce terme étant donné l’étroitesse de notre échantillon) dans la méthode employée selon le sexe des empoisonneurs. Nous constaterons comment le sexe, ou plus probablement le genre, c’est-à-dire l’ensemble des dispositions culturelles acquises et des conditions de la vie sociale qui définissent un comportement masculin ou féminin, influence la manière de s’y prendre pour porter préjudice à une victime en usant du poison.

Pour la suite, les discours produits à l’égard des empoisonneurs et des empoisonneuses retiendront notre attention. Sur quels stéréotypes sexuels s’appuyaient la communauté et les hommes de loi lorsqu’ils s’exprimaient à propos d’un empoisonneur ou, au contraire, d’une empoisonneuse ? Nous verrons comment « chaque individu est appelé à respecter l’identité qui le désigne et l’assigne aux fonctions que commande l’ordre social<sup>1</sup> ».

---

<sup>1</sup>Michèle Riot-Sarcey, « Michel Foucault pour penser le genre : Sujet et pouvoir », dans Danielle Chabaud-Rychter, dir. *Sous les sciences sociales, le genre : relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte, 2010, p.487.

À travers les divisions qui organisent ce chapitre, et au-delà même de la question de l’empoisonnement, c’est toute une orchestration du discours sur la différence des sexes dans la société québécoise à une époque donnée que nous rejoignons.

\*\*\*

### **3.1 Analyse de la méthode d’empoisonnement**

#### **3.1.1 Lorsqu’un homme empoisonne**

Certaines constantes apparaissent dans les quatre cas mettant en scène des hommes empoisonneurs durant la période circonscrite.

##### **A. Dans tous les cas à l’étude**

Tout d’abord, on remarque que l’homme se procure lui-même la substance toxique, c’est-à-dire le poison. Personne n’agit en tant qu’intermédiaire pour lui en procurer. Une attitude difficile à endosser pour la femme voulant commettre le crime par le poison. C’est donc à visage découvert, visage d’homme, et sous leur vrai nom, que les empoisonneurs agissent la plupart du temps. Seul Modeste Villebrun dit Provencher utilise un pseudonyme lorsqu’il se rend chez le docteur Smith en empruntant le nom de Joseph Thérien de LaBaie afin de se procurer de la strychnine.

La seconde observation concerne le stratagème commun utilisé par tous les empoisonneurs pour se procurer l’« arme du crime ». La méthode la plus prisée est de prétendre en avoir besoin pour pratiquer la chasse au renard. Les médecins se laissent berner, du moins selon leur déclaration lors de l’enquête ou du procès. Hubert Bainville prétend pour sa part être envahi par les rats et obtient sous ce prétexte de l’arsenic chez le médecin Fiset.

##### **B. Lorsqu’un homme empoisonne un homme**

Lorsque l’empoisonneur a dans sa mire un autre homme, il réussit généralement à l’appâter en lui proposant un verre à la fin d’un travail physique et typiquement masculin. Pendant une besogne au bois avec François-Xavier Joutras, Modeste Provencher lui offre un coup à boire : le premier commence à se sentir mal quelque temps après. C’est la

même scène, ou presque, lorsque Joseph Ruel tend à Toussaint Boulet de l'eau empoisonnée alors qu'ils bûchent tous les deux au bois.

### **C. Lorsqu'un homme empoisonne une femme**

Dans nos cas, lorsqu'un homme empoisonne une femme, il s'agit de son épouse. Il l'empoisonne sans mal, au sein de l'espace domestique. C'est-à-dire, dans cet espace familial où il est certain de la trouver soumise et impuissante. Vildebon Bissonnette empoisonne sa femme, malade à la suite d'une « délivrance prématurée » (fausse couche). Impuissante, elle s'en remet à son mari pour qu'il lui procure des remèdes, qu'il empoisonnera. Hubert Bainville, lui, intoxique sa femme lors de sa routine matinale. Il met du poison dans son thé. Ensuite, il use de méchanceté et d'intimidation pour empêcher sa femme de faire sortir le thé empoisonné de la maison. Elle devra user de ruse pour convaincre sa nièce, terrorisée par les remontrances de son oncle, d'apporter le produit à des médecins pour qu'il soit analysé.

#### **3.1.2 Lorsqu'une femme empoisonne**

Voyons ce qui est commun à l'ensemble des empoisonneuses à l'étude en ce qui a trait à la méthode priorisée pour passer à l'action meurtrière. Qu'est-ce qui les différencie des empoisonneurs ?

### **A. Dans tous les cas à l'étude**

La femme qui décide de tuer par le poison doit, à l'inverse de l'homme, attendre que ce dernier se rende jusqu'à elle. Cet aspect est d'ailleurs le plus distinctement féminin, puisqu'il trace la limite du pouvoir d'action de la femme empoisonneuse par rapport à celui de l'homme empoisonneur. En effet, dans aucun des cas, la femme ne se procure elle-même le poison auprès d'un médecin, contrairement à ce qui s'observe dans les cas d'empoisonneurs. Dans les cas observés, la femme fait plutôt en sorte que la substance toxique se rende jusqu'à elle. Sophie Boisclair doit attendre que son amant se procure du poison pour mettre à exécution son plan meurtrier. Marie McGaugh profite du fait que son patron, chez qui elle travaille en tant que domestique, possède du poison à rats dans les réserves de son magasin pour disposer de l'enfant de ce dernier, dont elle

doit, en principe, prendre soin. Pour sa part, Eusébie Boutet utilise l'invasion des rats dans les fermes voisines et accompagne son mari chez le Dr. Simard pour obtenir de l'arsenic.

Notons qu'Eusébie est la seule empoisonneuse qui se déplace pour se procurer du poison. Son cas n'est pourtant pas assimilable à celui des empoisonneurs que nous avons évoqué plus haut puisqu'elle se procure le poison accompagnée de son mari. D'ailleurs, lorsque le Dr Simard relate le moment où il a remis le poison à Eusébie, on constate une différence significative avec les récits similaires impliquant un homme voulant obtenir du poison : « Je leur ai alors expliqué comment ils devaient se servir de ce poison et je recommandai à la femme de faire attention aux enfants et elle m'a répondu qu'elle n'avait pas de petits enfants et qu'il n'y avait aucun danger<sup>2</sup> ». Cette recommandation n'est pas mentionnée par les médecins lorsqu'ils déposent dans les cas d'hommes accusés de meurtre. Le docteur s'assure que la chasse aux rats indésirables ne mettra pas en danger la vie d'enfants et, pour ce faire, il s'adresse directement à Eusébie : mère potentielle et donc considérée a priori comme responsable de la sécurité de sa progéniture.

## **B. Dans le seul cas de maricide**

Sophie Boisclair est la seule à avoir empoisonné son mari. Toutefois, dans ce cas particulier, on doit noter la présence d'un complice masculin : l'amant de Sophie Boisclair. Si, dans le cadre de cette étude précise, c'est-à-dire les cas d'empoisonnement dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, Boisclair est la seule femme à avoir attenté à la vie de son mari avec l'aide de son amant, notons toutefois qu'elle n'est pas une exception pour peu qu'on élargisse la période. En effet, Joanne Bernier a recensé sept maricides entre 1867 et 1940 au Canada français. Sur ces sept cas, l'intégralité des femmes a agi avec

---

<sup>2</sup> BAnQ-Québec. TL31, S26, SS1 (1960-01-353\2319). Fonds Cour des sessions de la paix du district de Québec, Enquête du coroner : déposition du Dr. Alfred Simard devant Charles H.A Clément, coroner dans l'enquête sur le corps de Céline Guay, 25 juillet 1883

l'aide d'un complice masculin. Sur ces sept cas, quatre d'entre eux mettent en scène des femmes qui ont agi avec la complicité d'un amant<sup>3</sup>.

### **C. Dans les deux autres cas**

De manière générale, peu de choses semblent rapprocher les deux prochaines empoisonneuses. En effet, elles semblent éloignées tant par leur état civil respectif que par le profil de leur victime. Toutefois, autant Marie McGaugh qu'Eusébie Boutet commettent leur crime à l'intérieur de l'espace qu'elles connaissent le mieux et qu'elles maîtrisent le plus, c'est-à-dire l'espace domestique, le milieu familial au sein duquel elles se déplacent aisément et dans lequel elles se sentent davantage en contrôle de la situation. On peut alors supposer que les femmes étaient plus à même de commettre un crime d'empoisonnement dans un environnement qu'elles connaissaient et qu'elles maîtrisaient, surtout lorsqu'elles ne pouvaient compter sur l'aide d'un complice masculin dans leurs desseins meurtriers.

#### **3.1.3 Conclusion**

Dans le processus d'obtention du poison, on observe quelques différences selon le sexe du criminel. Il est effectivement plus aisé pour un homme de se procurer du poison puisqu'il a la capacité de se déplacer librement dans sa paroisse et dans les paroisses avoisinantes. Cette liberté de déplacement est un privilège de son sexe. Une femme, quant à elle, est plus passive dans le processus d'obtention de la substance toxique. Elle doit effectivement, le plus souvent, attendre que cette dernière se rende jusqu'à elle pour mettre à exécution son plan meurtrier. Toutefois, rien ne nous empêche de supposer que l'« approvisionnement indirect » qui caractérise les empoisonneuses n'est pas juste l'effet de leur place dans l'espace domestique/social, mais bien aussi une marque d'adresse de leur part. Il n'y a qu'Eusébie Boutet qui obtient le poison directement chez le docteur Simard, mais elle est toutefois accompagnée de son mari lors de sa visite. L'empoisonneur n'a, semble-t-il, aucune difficulté à obtenir de l'arsenic ou de la strychnine lorsqu'il prétend planifier de faire la chasse à quelque chose. Ce motif n'est

---

<sup>3</sup> Joanne Bernier, «“Maricide” au Canada français (1867-1940) : Le syndrome de la femme fatale», Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1995, p. 51- 56.

valable que parce que l'homme est homme et que la chasse est l'apanage de sa condition. Le sexe de l'empoisonneur lui donne donc, sur ce point, une forme de crédibilité. Quant à elle, Eusébie Boutet se déplace chez le médecin pour obtenir le poison, mais ce dernier l'avertit de faire attention à ses enfants. Jamais ce type d'avertissement n'est fourni à l'homme, pourtant père de famille, qui se présente pour acheter du poison. On note l'importance qui est accordée au rôle social de la mère, protectrice naturelle des enfants. Donc, au-delà de l'obtention du poison, on peut penser que la planification du crime est susceptible de différer en fonction du genre. En effet, on peut supposer que la femme qui possède des desseins meurtriers et qui est mère de jeunes enfants devait penser son crime différemment ou, à tout le moins, mentir sur sa fonction maternelle pour que cette dernière ne se présente pas comme une embûche dans la projection du crime.

Notons au passage que tous ces crimes ont eu lieu à l'extérieur des grandes villes. Dans son *Mémoire sur l'empoisonnement à l'arsenic* paru en 1840, le juriste français Louis Marie de Lahaye de Cormenin dit de ce crime qu'il est un « crime de campagne<sup>4</sup> ». Pour lui, cette réalité doit être rapportée surtout au relâchement des mœurs et à la facilité de se procurer du poison à l'extérieur des grandes villes<sup>5</sup>. Au Québec, le faible contrôle exercé à l'époque sur les poisons, que les médecins semblent prescrire assez facilement, est sans doute lié à l'emploi de l'arsenic pour le chaulage des blés<sup>6</sup> et la lutte contre la vermine et autres animaux indésirables. Dans ce sens, l'empoisonnement est certainement un crime plus facile à perpétrer à la campagne.

Pour poursuivre sur les différences observées selon le sexe de l'empoisonneur, on note que lorsqu'un homme empoisonne un autre homme, il le fait à l'extérieur du domicile familial. Il empoisonne généralement sa victime dans le cadre d'une activité masculine, comme bûcher du bois, et dans laquelle il est certain de se retrouver seul avec elle. C'est lors de cette besogne masculine qu'il en profite alors pour gratifier sa victime d'une boisson « bien mérité ». Une femme, quant à elle, lorsqu'elle empoisonne un

---

<sup>4</sup> Mémoire reproduit dans une revue des travaux publiés en France et à l'étranger sur les sciences physiques, naturelles, médicales et industrielles: E.-J. Bouillon-Lagrange *et al.*, *Journal de Pharmacie et de chimie*, Tome 2, Paris, Librairie de Louis Colas, 1842, p. 63.

<sup>5</sup> «Les départements de l'Isère, du Gers. De Maine-Loire ont été plus féconds en crimes de ce genre [comparativement] à celui de la Seine [...] Et cependant Paris renferme une population triple de celle des autres départements, et plus des dix-neuf vingtièmes, peut être de l'arsenic qui existe en France.» (*Ibid.*)

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 68.



homme, le fait à l'aide d'un complice masculin qui est, la majeure partie du temps, son amant. Même si la seule empoisonneuse à avoir empoisonné un homme dans cette étude est Sophie Boisclair, le caractère commun du recours au complice masculin est établi par l'étude de Joanne Bernier sur les femmes maricides au Canada français de 1867 à 1940.

Lorsqu'un homme empoisonne une femme, c'est dans tous les cas son épouse. Cette dernière est prisonnière du domicile familial, ce qui l'a rend vulnérable. Il apparaît qu'il est, par conséquent, plus aisé pour un homme de se débarrasser de son épouse que l'inverse. Lorsqu'une femme empoisonne une autre personne que son mari - une amie et une enfant - elle commet son crime dans l'environnement qu'elle connaît et qu'elle maîtrise le mieux, c'est-à-dire le domicile familial, le sien propre (Eusébie Boutet) ou celui de sa victime (Marie McGaugh).

### **3.2 Analyse des discours portant sur les empoisonneurs**

C'est en deux parties que nous analyserons les discours émis par les hommes de loi et par la communauté à propos des hommes empoisonneurs.

#### **3.2.1 Ces hommes qui attentent à la vie de leurs épouses**

##### **A. Discours émis par les hommes de loi**

Rappelons-nous que les cours de justice criminelle sont un haut lieu de régulation sociale au sein desquelles s'affirment les rôles sexuels des individus. Le discours institutionnalisé qui en émane est un reflet significatif de la norme sexuelle socialement acceptée. Lorsqu'un homme attente à la vie de son épouse par le poison, deux aspects du discours tenu par les hommes de loi ressortent particulièrement. Tout d'abord, l'action meurtrière de l'époux trouve une possible explication, et même une justification, dans un acte répréhensible préalablement commis par l'épouse. Ensuite, un homme honorable se doit de respecter le contrat matrimonial.

### *Un acte répréhensible ?*

Le premier aspect est mis en évidence par la partie défenderesse. L'idée est que l'empoisonnement découlerait en fait d'un acte répréhensible commis par l'épouse. L'explication, et peut-être même la justification, de l'acte meurtrier remonte alors vers une faute de la victime. Dans les notes du témoignage préliminaire rendu par Marie Lepage, on peut aisément reconstituer la question posée par l'avocat de la défense à partir de la retranscription de la réponse donnée : «[Elle] ne peut pas dire quand elle s'est absentée avec un nommé St-Laurent. Ne crois pas avoir donné de causes de chagrin à son mari par sa mauvaise conduite<sup>7</sup> [...]». La partie défenderesse tente de discréditer la victime en suggérant qu'elle aurait été infidèle. Même le procureur de la couronne, M. Hudon, ne tente pas de démentir la «mauvaise conduite» de Marie Lepage : «Le prisonnier vivait en mauvaise intelligence avec sa femme, la défense l'établit ; la femme en voulait à son mari et vice versa ; celle-ci, par sa conduite passée a encouru la haine de son mari. Bainville, ne pouvant assouvir sa haine empoisonne sa femme<sup>8</sup>. » Comme le note Agnès Walch dans son *Histoire de l'adultère*, les contemporains sont enclins à excuser dans ces circonstances la colère d'un homme bafoué. Cette indulgence s'explique par le pouvoir absolu que l'on prête aux passions : «La rage d'un mari qui découvre son infortune peut le submerger au point de lui faire perdre ses capacités de jugement et de maîtrise de lui-même<sup>9</sup>». Convaincre les jurés d'une telle faute commise par l'épouse pourrait ainsi discréditer cette dernière et sauver l'accusé d'une sentence de mort probable.

Dans le même ordre d'idées, la partie défenderesse, dans le procès de Vildebon Bissonnette, tente de dépeindre la défunte épouse sous les traits d'une jalouse plus ou moins malade. Entendue pendant la preuve, Marceline Vermette affirme : «La femme du prisonnier passait pour jalouse. Cela paraissait lui causer beaucoup de désespoir et de

---

<sup>7</sup> BAC. RG13, vol. 1408, dossier 41A; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Notes des témoignages et des faits de l'enquête devant le petit Jury : témoignage de Marie Lepage, 16 octobre 1871

<sup>8</sup> *Le courrier de Rimouski*, 27 octobre 1871. Adresse aux jurés par le procureur de la couronne, M. Hudon, selon les chroniqueurs du procès.

<sup>9</sup> Agnès Walch, *Histoire de l'adultère, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2009, p. 84.

tourment<sup>10</sup> ». Ce dernier témoin relate encore qu'en une autre occasion, Malvina Bissonnette était venue se cacher dans son grenier pour ainsi épier son époux et Louise Choquette alors qu'elle les soupçonnait d'entretenir des relations intimes. De cette manière, la défense tente de discréditer la défunte victime auprès des jurés, mais cette fois-ci, en faisant entendre divers témoins qui alimentent la thèse de la femme jalouse, méfiante, qui entretenait des idées mal intentionnées à propos de son mari aimant qui « ne paraissait pas lui porter [à Louise Choquette] plus d'attention qu'à une autre<sup>11</sup> [...] ».

Notons que, dans notre corpus, bien que la partie défenderesse ait cherché à évoquer la provocation des épouses, la démarche est restée sans succès puisque les hommes concernés n'ont fait l'objet d'aucune clémence. Il est probable que la rhétorique de l'homme trompé par sa déloyale (et jalouse) épouse n'a pas fonctionné parce que ces hommes n'ont pas agi sur le coup de la colère, mais bien avec une froide détermination. La préméditation du crime rend impossible l'évocation d'une colère aveugle qui leur aurait fait perdre la raison.

#### *Un contrat matrimonial honoré ?*

Dans le cas Bissonnette, les témoins de la couronne laissent entendre que la jalousie de l'empoisonnée était loin de relever du fantasme : « ça se disait que le prisonnier avait des rapports intimes avec une autre personne<sup>12</sup> », « que c'était un bruit courant dans toute la paroisse<sup>13</sup> ». Toutefois, ce n'est pas l'infidélité éventuelle du prisonnier qui semble choquer au final le juge Caron. Ce qui marque davantage le prononcé de la sentence à son endroit, c'est la manière dont il a failli à son rôle de protecteur de la famille.

Un jury [...] vous a trouvé coupable du crime dont vous étiez accusé. Le crime le plus atroce qui puisse se commettre l'a été sur une personne, et sous des circonstances qui en augmentent considérablement l'énormité [...] La personne est votre épouse, la mère de vos enfants, celle à qui vous avez juré au pied des autels fidélité et protection [...]

---

<sup>10</sup> BAC. RG13, vol. 1408, dossier 41A; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Notes des témoignages et des faits de l'enquête devant le petit Jury : témoignage de Marceline Vermette

<sup>11</sup> BAC. RG13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebou Bissonnette. Notes des témoignages - Preuve de la défense : témoignage de Séraphine Guay, mars 1872

<sup>12</sup> *Ibid.*, témoignage de Jacques Larochelle

<sup>13</sup> *Ibid.*, témoignage d'Éliza Lendouche

Profitant d'une maladie dont vous étiez l'auteur et qui comme telle méritait toute votre sympathie sous prétexte de porter soulagement à votre femme, dans la position pénible où elle se trouvait, vous avez, avec un sang froid inconcevable, mis à exécution le plan de vous débarrasser d'elle<sup>14</sup>.

Il est possible de faire le lien entre cette citation et ce qu'Alain Corbin affirme dans son ouvrage sur l'histoire de la virilité, c'est-à-dire : « La carence qu'un individu a de soutenir sa dignité et son honneur par quelque démonstration de lâcheté, démontre un défaut dans sa capacité virile, mais sous-tend également son inaptitude à protéger ceux qui sont placés sous sa dépendance, femme, enfant, famille, où à être solidaire au groupe auquel l'attache un lien particulier<sup>15</sup> ». Comprendons que le gage à l'honorabilité d'un homme est sa capacité à faire preuve de virilité. Cette virilité, il doit pouvoir la manifester et la défendre tout au long de sa vie à travers son honneur familial et citoyen<sup>16</sup>. Ces deux aspects seront centraux dans plusieurs des discours concernant les empoisonneurs de notre corpus.

Par exemple, l'honneur familial que doit défendre un homme induit, en autre chose, le devoir qu'il a de respecter le rôle que lui attribue le mariage. Ici, dans la citation évoquée, le juge Caron considère que Malvina Bissonnette n'était pas seulement l'épouse de Vildebon mais surtout la mère de ses enfants. Alors qu'elle était malade d'une délivrance prématurée au moment du drame, Vildebon lui devait protection (devant la loi des hommes et la loi divine), mais il a plutôt décidé de profiter de cette faiblesse pour porter préjudice à son épouse « avec un sang froid inconcevable ». Le contrat matrimonial de l'homme renvoie à son devoir de protéger sa famille dans le sens large du terme, c'est-à-dire de « tous ceux qui sont placés sous sa dépendance ». Il devient alors paradoxal, et donc punissable aux yeux de la loi, qu'un homme entache l'honneur de sa famille dont il est le pourvoyeur et ce, tandis qu'on attend socialement de lui qu'il la protège et la défende.

---

<sup>14</sup> BAC. RG13, vol. 1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Vildebon Bissonnette. Prononcé de la sentence par le juge Caron, mars 1872

<sup>15</sup> Alain Corbin, dir. *Histoire de la virilité. Le triomphe de la virilité, le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 2011, tome 2, p. 88.

<sup>16</sup> Dans son ouvrage, Alain Corbin utilise le terme d'honneur citoyen. Pour notre part, nous avons préféré le terme d'honneur communautaire. Nous sommes d'avis qu'il illustre davantage la réalité franco-québécoise et paroissiale de l'époque, contrairement au terme « citoyen » qui a une connotation française post révolutionnaire.

## B. Discours émis par la communauté

L'articulation discursive de l'honneur familial et de l'honneur communautaire est analysable à travers la grille foucaldienne des modes d'assujettissements individuels. Le système repose non pas d'abord sur la contrainte, mais bien sur le consentement des individus qui se glissent dans l'enveloppe identitaire qui leur est en fait imposée par les définisseurs de société (ou plutôt proposée de manière diffuse dans toutes les sphères de leurs vies). Analyser les discours émis par la communauté à propos des empoisonneurs, c'est lire la manifestation du vrai social, de son impact sur les personnes qui intègrent, plus ou moins parfaitement dans les faits, sans doute, mais parfaitement dans le discours, ces préceptes marqués par de nombreux stéréotypes sexuels. Comme nous le constaterons, le discours sur l'honneur viril de l'homme est autant mobilisé, sinon même plus, par les acteurs ordinaires que par les professionnels de la loi.

### *Honneur familial*

Dans sa requête qu'elle fait parvenir au gouverneur général du Canada, Marie Lepage s'exprime dans ces termes :

[...] Qu'elle est l'épouse affligée de l'infortuné Hubert Banville [...] Que son rétablissement a déjà été compromis par la fatigue et l'affliction qu'elle a éprouvées pendant le procès et surtout lors de la condamnation de son malheureux époux [...] Que depuis sa condamnation, son malheureux époux a montré les meilleurs sentiments à son égard, donné des marques non équivoques de repentir, s'est vivement inquiété du bien-être de sa famille et a cherché à y pourvoir avec tout le soin possible<sup>17</sup>.

Victime d'une tentative de meurtre de la part de son époux, Marie Lepage recommande (ou du moins son avocat considère qu'il est crédible qu'elle semble recommander) tout de même qu'il soit regardé avec clémence et propose la commutation de sa peine. Cependant, dans les notes de retranscriptions des témoignages produits devant le petit jury, il est clairement démontré que l'épouse affligée subissait la maltraitance de son mari, Hubert Bainville, qui s'enivrait facilement : « Pars, pars si tu veux et ce sur un ton indifférent, il sacrait contre elle et il disait qu'il voulait se

---

<sup>17</sup> BAC. RG13, vol. 1408, dossier 41A; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Requête de Marie Lepage au gouverneur général du Canada

débarrasser d'elle [...] En lui parlant, il sacrait plus qu'il était de bonne humeur<sup>18</sup> ». Malgré cela, elle défend son mari. La requête déposée en son nom par un avocat repose sur la notion du père pourvoyeur et protecteur et est justifiée par la préoccupation pour le bien-être de la famille. Peut-être peine-t-elle à survivre et à faire vivre ses enfants en l'absence de son mari ? La dépendance légale de l'épouse produit en effet sa dépendance économique. Il reste significatif que la demande déposée en son nom en justice embrasse alors le langage de l'honorabilité masculine, c'est-à-dire du droit que l'homme possède sur ses dépendants et qui est, en même temps, un devoir de protection.

Ainsi, l'homme a comme devoir, imposé socialement dû à son sexe, de protéger sa famille (et ce devoir est la source de sa puissance). La famille tentera de défendre jusqu'au bout l'honneur de ce père (de ce fils, de cet époux) en dépit d'éventuels comportements déviants puisque son rôle s'insère dans une perspective beaucoup plus large, c'est-à-dire dans une perspective collective. En effet, un homme honorable et respectable est la source de l'honneur de sa famille, voire de toute une communauté. C'est pourquoi « tous courent le risque d'être éclaboussés pour longtemps, sinon pour toujours, par le déshonneur auquel leur parent ou leur camarade s'est exposé<sup>19</sup> ». Au même titre que la requête de Marie Lepage, la lettre que le père de Vildebon Bissonnette, Pierre Bissonnette, adressée au ministre de l'Assemblée législative de la province de Québec, s'insère dans cette logique de l'honneur familial :

Cher Monsieur, vous ne sauriez croire comment le cœur d'un père peut être navré à cette pensée - la famille et moi sommes dans une profonde tristesse [...] Sachez cher monsieur que vous sonnez le déshonneur de la famille [...] une nombreuse famille sans tache jusqu'à ce malheureux jour où mon fils Vildebon a été condamné à mort [...] En espérant que vous voudrez bien penser à moi, à mon honneur et à celui de ma famille aujourd'hui tant implorée<sup>20</sup> [...]

---

<sup>18</sup> BAC. RG13, vol. 1408, dossier 41A; 1871-1881. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Hubert Bainville. Notes des témoignages et des faits de l'enquête devant le petit Jury : témoignage d'Olympe Lavoie, 16 octobre 1871

<sup>19</sup> Alain Corbin, dir. *Histoire de la virilité. Le triomphe de la virilité, le XIXe siècle*, Paris, Le Seuil, 2011, tome 2, p. 88.

<sup>20</sup> BAC. RG13, vol.1409, dossier 50A; 1872. Fonds du ministère de la justice. La Reine vs Vildebon Bissonnette. Lettre de Pierre Bissonnette, père de l'accusé, adressé au ministre de l'assemblée législative de la province du Québec, 14 mai 1872

L'homme est donc lié à la communauté à laquelle il appartient. Lorsqu'il entache sa réputation et celle de sa famille, il risque également de porter atteinte à la réputation de la paroisse au sein de laquelle il évolue en tant que citoyen à part entière. Un homme honorable est respectable. Au Québec, la voix des paroissiens s'afflige du crime d'un empoisonneur et se joint à celle des membres de sa famille pour demander, au nom de la cessation du scandale, la commutation d'une peine de mort. Dans la requête qu'il fait parvenir au ministre de la Justice, un citoyen de Rimouski déclare :

Je prends la liberté de représenter que le condamné, Hubert Bainville, appartient à une famille très respectable de cette paroisse, que la pensée même de l'exécution du condamné accable de honte et de douleur. J'ajoute que deux des proches parents du malheureux Bainville sont religieux au couvent de Notre Dame de la Congrégation et qu'une de leurs sœurs est entrée cet automne au noviciat de la même institution [...]  
Le condamné [...] a toujours eu la réputation d'homme respectable et de confiance et comme tel a été employé pendant neuf ans comme connétable dans l'église de cette paroisse dont il a toujours assidûment fréquenté les offices<sup>21</sup>.

Ici, c'est le portrait d'un paroissien jadis honorable et impliqué dans sa communauté qui est dépeint. Au-delà de l'éventuel crime de l'homme, c'est au nom de l'honorabilité de sa famille qu'il mérite une forme de clémence. La famille fait partie de la communauté. Le citoyen rimouskois exprime « le vif désir que son excellence use de la prérogative royale [...] pour épargner à ce district le douloureux spectacle et les horreurs d'une exécution capitale<sup>22</sup> ». C'est la réputation de toute une paroisse que l'on tente d'épargner par cette requête. Le même discours avait été émis un mois plus tôt, lorsque des pétitionnaires du district de Rimouski s'étaient adressés au gouverneur général en ces termes :

Que les personnes qui ont souffert ou qui ont pu souffrir de l'empoisonnement mentionné dans la preuve sont vivantes et qu'il n'y a aucun danger pour leur vie ; que dans aucun temps, depuis que la paroisse et la Ville de St-Germain de Rimouski sont érigées, il n'y a eu de condamnation capitale prononcée ni exécutée dans ledit district. Que vos

---

<sup>21</sup> BAC. RG13, vol.1408, dossier 41A; 1871-1881. Fonds du ministère de la justice. La Reine vs Hubert Bainville. Requête d'un citoyen au ministre de la justice, 23 novembre 1871

<sup>22</sup> *Ibid.*

requérants sous les simples circonstances soumises demandent humblement, dans l'intérêt de tous, la commutation de la peine capitale<sup>23</sup>.

### 3.2.2 Ces hommes qui attentent à la vie d'autres hommes

#### **A. Discours émis par la communauté**

##### *Honneur familial et honneur communautaire*

Les thèmes récurrents de l'honneur familial et de l'honneur communautaire chevauchent les deux types d'empoisonneurs étudiés. Ici encore, ils sont identifiables à la fois dans les discours émis par les hommes de loi et dans les discours qui proviennent de la communauté. Ces thèmes sont centraux dans les témoignages entendus lors de la preuve de la défense, et c'est sur ceux-ci que s'appuient les avocats pour peindre un portrait honorable du prisonnier en cause en tentant de faire valoir qu'il a respecté son rôle de membre honorable au sein d'une famille respectable et celui de bon citoyen actif au sein de la communauté à laquelle il appartient. Par exemple, lors du procès de Joseph Ruel, des témoins s'expriment ainsi :

- [...] j'ai été édifié de la manière avec laquelle il a porté les soins à sa femme dans sa dernière maladie, et sa famille est des plus respectables<sup>24</sup>.

- La famille du prisonnier est brave et honnête, et lui-même a toujours joui de cette réputation ; c'est un homme poli, tendre et de service<sup>25</sup>.

Dans le même sens, notons deux témoignages entendus lors du procès de Modiste Villebrun dit Provencher :

Provencher a cependant toujours joui d'une bonne réputation et d'un bon caractère. C'est un homme sobre, et honnête dans toutes ses transactions. Jusqu'à cette malheureuse accusation, il a toujours possédé l'estime et la considération non seulement de ses concitoyens de la paroisse de St-Zéphirin, mais encore et surtout de ceux de la paroisse St. Monique et des paroisses environnantes<sup>26</sup>.

À St. Monique il a même occupé plusieurs charges publiques. Il a été conseillé, Commissaire et Juge de Paix, et a rempli ces charges à la satisfaction publique [...] Il ne

---

<sup>23</sup> BAC. RG13, vol.1408, dossier 41A; 1871-1881. Fonds du ministère de la justice. La Reine vs Hubert Bainville. Pétition à l'intention du gouverneur général du Canada, 27 octobre 1871

<sup>24</sup> *Procès de Joseph Ruel*. St-Hyacinthe, Atelier typographique du *Courriel de St. Hyacinthe*, 1868, p. 17 : témoignage de Pierre Ludger, curé de l'Ange Gardien

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 19 : témoignage de Charles Boissan, résident de l'Ange Gardien

<sup>26</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p.145.



s'est jamais écarté des principes religieux qu'il a reçus dès son enfance [...] il a élevé une famille nombreuse, chrétiennement et comme un bon père de famille<sup>27</sup>.

## **B. Discours émis par les hommes de loi**

### *Honneur familial et honneur communautaire*

Les thèmes de l'honneur familial et de l'honneur communautaire sont également bien présents dans la rhétorique des professionnels de la justice. Dans son adresse au jury, l'avocat de Joseph Ruel, R.E Fontaine, s'exprime en ces termes :

Qu'est-ce que Joseph Ruel ? Un honnête homme, un bon chrétien, un être tendre, doux, inoffensif, dont répondent trois prêtres, et des vieillards aux cheveux blancs qui l'ont connu dès son enfance. Certes ce n'est pas là le caractère de l'assassin<sup>28</sup> !

Dans la cause de Modiste Villebrun Provencher, l'adresse au jury prononcé par l'avocat de la défense est très semblable :

[...] quand il s'agit de l'honneur de toute une famille respectable, d'enfants qui chérissent un père [...] les jurés ne doivent se prononcer qu'après mûre délibération<sup>29</sup>.

Même le procureur de la couronne tient à rappeler au jury de l'audience ce qu'implique une condamnation à mort pour le dénommé Joseph Ruel :

Deux êtres sont là. D'un côté, c'est le prisonnier ; c'est sa vie qui est entre vos mains, c'est son honneur, l'honneur et la vie de sa famille. De l'autre côté c'est la victime, absente à la vérité, mais représentée par la société tout entière<sup>30</sup>.

Ainsi, ces thèmes apparaissent comme centraux et récurrents dans tous les procès d'hommes empoisonneurs. Ils servent à défendre la virilité d'un homme sur la base de son honorabilité, gage de respectabilité. L'empoisonneur n'est pas qu'un meurtrier, c'est aussi le membre d'une paroisse et le protecteur d'une famille. Plusieurs risquent alors d'être éclaboussés par le déshonneur d'un pair et d'un père. Défendre cet honneur viril sera surtout le fait de la partie défenderesse, qui s'appuie sur des représentations patriarcales dominantes qui pénètrent les consciences et affleurent dans les témoignages. Dans la mesure où ce mémoire s'intéresse aux manifestations du genre dans les procès

---

<sup>27</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p.145.

<sup>28</sup> *Procès de Joseph Ruel*. St-Hyacinthe, Atelier typographique du *Courriel de St. Hyacinthe*, 1868, p. 22 : adresse au jury par R.E Fontaine, avocat de la défense

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 1: adresse au jury par M Lancot, procureur de la couronne

<sup>30</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p. 142 : adresse au jury par M. Gaultier, avocat de la défense

mettant en scène des hommes empoisonneurs et des femmes empoisonneuses, la comparaison s'impose. Dans le cas de l'honneur familial et de l'honneur communautaire, notons que jamais ces aspects ne sont mis de l'avant dans les cas de femmes empoisonneuses et ce, que ce soit de la part des hommes de loi ou des témoins.

### *Un crime viril ?*

[...] Le sang est le prix du sang [...] Il n'y a que ce châtement qui puisse être infligé à l'assassin public, et combien n'est pas plus coupable le lâche assassin qui tue par le poison. Là, il ne s'agit pas d'attaquer en face son adversaire, il ne s'agit plus d'aller le combattre sur la place publique, non. [...] L'assassin sous des dehors hypocrites cherche à capter l'amitié, la confiance et l'affection de sa victime. Il se vante d'être son ami, son confident ; et sous cette prévoyance et ses soins, est caché un être qui n'a jamais senti aucun sentiment d'honneur, ni d'humanité. Voilà l'empoisonneur<sup>31</sup>.

Lors du procès de Joseph Ruel, c'est ainsi que le procureur de la couronne s'exprime à l'audience d'ouverture. En présentant ainsi l'accusation portée contre le prisonnier aux membres du jury, M. Lanctôt soulève deux nouvelles notions genrées qui ne s'étaient pas encore présentées dans l'analyse, c'est-à-dire la notion de « duel » ainsi que celle de « félonie ».

L'extrait que nous venons de citer fait une référence, peut-être pas directe mais au moins subliminale, au duel. Le discours est ainsi inscrit dans tout un système de représentation des sexes dans le monde occidental fondé sur l'opposition et la complémentarité de l'homme et de la femme. La norme veut que tout acte de lâcheté commis par un homme traduise un défaut dans sa capacité virile. L'empoisonneur est ainsi rapproché du féminin et il y a dans son geste une forme de perversion des lois de sa nature<sup>32</sup>. L'homme est censé défendre son honneur et exprimer dans cette défense une bravoure personnelle en réagissant conformément au rôle que lui impose son genre face à un événement qui menace le système de valeurs dominant<sup>33</sup>. L'orgueil et l'honneur agissent comme catalyseur de la violence chez les hommes et sont valorisés socialement par les membres de l'élite masculine. Donald Fyson a soulevé cette particularité lorsqu'il

---

<sup>31</sup> *Procès de Joseph Ruel*. St-Hyacinthe, Atelier typographique du Courriel de St. Hyacinthe, 1868, p. 1: première adresse au jury par M Lanctot, procureur de la couronne

<sup>32</sup> Alain, Corbin, dir. *Histoire de la virilité. Le triomphe de la virilité, le XIXe siècle*, Paris, Le Seuil, 2011, tome 2, p. 87-88.

<sup>33</sup> David Vachon, « "Don't do that Joss!" : Les homicides à Québec entre 1880-1930 », Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2008, p. 49.

a étudié la violence entre individus masculins dans la société québécoise depuis les débuts de la colonisation européenne : «[...] les Canadiens sont forts et honorables, toujours prêts à se défendre [...] il s'agit d'hommes virils<sup>34</sup> ». Certains chercheurs ajoutent à la culture une explication biologique. Le corps de l'homme, producteur de testostérone, est générateur de comportements agressifs : « Not only are young men hormonally inclined to violent and socially forbidden behavior, they have a greater capacity for it. They can hit hard, run fast, break down doors, and climb in through windows<sup>35</sup> ». Ces deux éléments combinés font alors de l'homme un individu sexué dont la violence est une performance. Mais celui qui attente à la vie d'autrui par le poison s'écarte du modèle de la violence masculine légitime. Son crime est ainsi double : il contrevient aux lois de l'État et à celles de la morale publique. Sa masculinité est mise à l'épreuve puisque son crime est contraire à ce que la société attend de lui en tant que criminel.

Dans une société où l'honneur citoyen (communautaire) prévaut, comme principe de la respectabilité et précepte de la masculinité et, donc, de la virilité, l'homme doit être solidaire du groupe auquel il appartient, c'est-à-dire de ses pairs de sexe masculin. La forme de félonie que représente le geste d'empoisonnement au masculin aggrave la portée du geste meurtrier. Les sociétés d'alors considèrent que « l'empoisonnement est l'attentat de la forme la plus vile puisqu'il suppose ordinairement une entière confiance de la victime en celui qui songe à la frapper<sup>36</sup> ». Agissant comme diffuseurs de la norme sexuelle, les juges et les procureurs utilisent donc l'argument du déshonneur, c'est-à-dire du défaut de virilité, de l'empoisonnement au masculin comme conduite honteuse, comme argument de la condamnation.

L'assassin, sous des dehors hypocrites cherche à capter l'amitié, la confiance et l'affection de sa victime. Il se vante d'être son ami, son confident ; et sous cette

---

<sup>34</sup> Donald Fyson, «La violence entre hommes et la justice au Québec 1780-1860», dans Antoine Follain, dir. *La violence et le judiciaire : du Moyen Âge à nos jours. Discours, perception et pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 245.

<sup>35</sup> David Vachon, «“Don't do that Joss! ”: Les homicides à Québec entre 1880-1930», Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2008, p. 48. Citation tirée de l'ouvrage de David T. Courtwright, *Violent Land. Single Men and Social Disorder from the Frontier to the Inner City*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, p. 20-21.

<sup>36</sup> Monica Ida Septon, «Les femmes et le poison : L'empoisonnement devant les juridictions criminelles en Belgique, 1795-1914», Thèse de Ph.D. (Histoire), Marquette University, 1996, p. 533.

prévoyance et ses soins, est caché un être qui n'a jamais senti aucun sentiment d'honneur, ni d'humanité<sup>37</sup>.

Ainsi, une trahison évidente envers un pair, un ami, augmente l'atrocité du geste meurtrier. Cela relève d'une conduite honteuse prouvant que l'empoisonneur n'a pas fait preuve d'honneur viril et qu'il a plutôt démontré des aptitudes relevant de la ruse, de l'astuce et de l'hypocrisie, défauts et attitudes généralement associés au sexe féminin et qui font en sorte que l'empoisonnement est un des premiers crimes attachés à la femme. Le même discours prévaut dans la cause de Modiste Villebrun dit Provencher, mais l'extrait choisi pour l'illustrer apporte un nouvel aspect à l'acte de félonie commis par l'accusé :

[...] pouvez-vous conserver l'ombre d'un doute sur la conduite honteuse du prisonnier ! Beau-père, il cherche à détruire le bonheur de son gendre : il commet l'adultère avec sa belle fille. Il ne laisse même pas refroidir le cadavre de celui dont il s'est dit ami, pour consommer le crime avec sa veuve<sup>38</sup>.

Ici, le procureur de la couronne s'attaque au crime d'adultère et à la gravité de celui-ci. Si la justice a longtemps occulté l'adultère masculin, il en est tout autrement pour les femmes infidèles et leurs complices masculins à travers l'histoire : « Tu ne commettras pas d'adultère », « Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain<sup>39</sup> ». Ce crime, s'attaquant aux liens matrimoniaux et familiaux (préceptes de la religion catholique) valorisés dans la société québécoise d'autrefois, devient d'autant plus grave puisqu'il est marqué par le déshonneur et l'hypocrisie de l'accusé se disant « ami » de la victime.

### 3.3 Analyse des discours portant sur les empoisonneuses

Dans le cas des empoisonneuses à l'étude, nous procéderons différemment. En effet, nos empoisonneuses utilisent des méthodes d'action plus diversifiées que les empoisonneurs. Les trois cas féminins à l'étude sont bien distincts les uns des autres et donc, permettent une moins grande synthétisation d'aspects en commun lors de l'analyse.

---

<sup>37</sup> *Procès de Joseph Ruel*. St-Hyacinthe, Atelier typographique du *Courriel de St. Hyacinthe*, 1868, p. 1 : première adresse au jury par M Lanctot, procureur de la couronne.

<sup>38</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p.253 : adresse au jury par M. Armstrong, procureur de la couronne

<sup>39</sup> Agnès Walch, *Histoire de l'adultère, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2009, p. 51. L'auteure fait référence au *Décatalogue* dans ses sixième et neuvième préceptes.

Toutefois, malgré des particularités propres à leur procès respectif, il reste possible d'identifier des constantes dans le modèle prescriptif qui se dégage du discours judiciaire.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la femme est la reine du foyer et l'ange gardien des valeurs familiales<sup>40</sup>. Cette norme sexuelle, pendant de la virilité, est une marque de la modernité<sup>41</sup>. En effet, tandis que les hommes étaient porteurs des qualités civiques et acteurs de la vie publique et du progrès, on veilla à préserver les valeurs dites traditionnelles, à les réaffirmer même, en les plaçant entre les mains des femmes, gardiennes essentielles de la transmission des bonnes mœurs et garante de l'ordre social.

La femme est une mère et une épouse. Par conséquent, l'attachement au respect des normes du comportement féminin teinte puissamment le discours qui s'exprime dans les cours de justice criminelle, car le crime est une inversion de l'ordre et sa condamnation une occasion de son renforcement. En analysant les différentes pièces des procès des empoisonneuses à l'étude, il est possible de faire ressortir les caractéristiques qui mettent en évidence l'image de la femme et l'importance du rôle qui lui est assigné socialement. On constate alors qu'il est impossible de séparer le discours sur la femme criminelle du discours tenu sur les femmes en général<sup>42</sup>.

### 3.3.1 Sophie Boisclair

Dans la cause de Sophie Boisclair, nous analysons uniquement le discours émis par les hommes de loi. En effet, les témoins entendus lors du procès n'apportent, sur le plan des représentations genrées, aucun élément qui nous a semblé significatif. En revanche les plaidoiries développent une rhétorique très significative.

#### **A. Femme voluptueuse = femme dangereuse**

Dans son étude sur l'adultère, Agnès Walch soulève le fait que les documents judiciaires mettent généralement en évidence un certain nombre de stéréotypes, dont celui

---

<sup>40</sup> Joanne Bernier, ««Maricide» au Canada français (1867-1940) : Le syndrome de la femme fatale», Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1995. p.24.

<sup>41</sup> George L. Mosse, *L'image de l'homme; l'invention de la virilité moderne*, Paris, Édition Abbeville, 1997, p. 14-15.

<sup>42</sup> Martine Kaluszynski, «La femme (criminelle) sous le regard du savant au XIX<sup>e</sup> siècle», dans Coline Cardi et Geneviève Pruvost, dir. *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 3.

voulant que la femme soit toujours la coupable et l'homme sa victime<sup>43</sup>. Cette affirmation est confirmée dans l'analyse de la cause Provencher-Boisclair et se manifeste, entre autres, dans l'adresse du procureur de la couronne, M. Armstrong qui déclare : « Quand les passions animales s'emparent d'un homme, elles les mènent aux plus grands crimes<sup>44</sup> » et dans celle de l'avocat de la défense, M. Gaultier, lorsqu'il avance que : « deux motifs induisent généralement un homme à commettre le crime : l'argent ou les passions de la chair<sup>45</sup> ». Ces extraits révèlent un nouvel aspect genré de notre analyse. Ils renvoient à l'idée voulant que l'homme puisse perdre la raison et le sens de la mesure face à la femme naturellement voluptueuse. L'homme serait alors victime des pulsions que celle-ci provoquerait chez lui. Un tel raisonnement pourrait justifier un acte criminel commis par l'homme « soumis » à de telles pulsions.

Lorsqu'il tente de défendre Joseph Ruel, son avocat, M. Fontaine, fait référence à cette rhétorique en rappelant cette cause qui s'était déroulée un an auparavant à Sorel : « Provencher avait un double mobile bien pesant pour tuer Joutras : Sophie Boisclair était riche et jolie [...] elle est belle, grosse femme et bien portante<sup>46</sup> ». Il livre cette défense en contrepartie de la cause qu'il tente de gagner et ce, en comparant les motifs criminels des deux hommes :

Vous avez vu comme moi, la femme du défunt [Aurélie Messier] ; d'ailleurs ce fait est établi régulièrement ; elle est laide, sans esprit ; mère de six enfants en bas âge. Eh ! Bien sincèrement, sont-ce là des attraits, des appâts suffisant pour exciter les désirs d'un homme comme le prisonnier<sup>47</sup> ?

À l'inverse du cas de Provencher, il semble alors impensable que Ruel se soit laissé entraîner dans la voie du crime pour satisfaire ses fameuses « passions animales » pour Aurélie Messier. De même qu'il devient tout autant impensable que cette dernière ait pu jouer quelconque rôle dans l'exécution du meurtre de son époux et ce,

---

<sup>43</sup> Agnès Walch, *Histoire de l'adultère, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2009, p. 19.

<sup>44</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p.9 : adresse au jury par M. Armstrong, procureur de la couronne. Ici, bien qu'Armstrong ne fasse pas clairement référence à la femme Boisclair comme étant la cause dans le déclenchement des dites « passions animales », tout laisse supposer que tel est le cas.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.146 : adresse au jury par M. Gaultier, avocat de la défense

<sup>46</sup> *Procès de Joseph Ruel*. St-Hyacinthe, Atelier typographique du *Courriel de St. Hyacinthe*, 1868, p. 22: adresse au jury par R.E. Fontaine, avocat de la défense

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 23

pour la simple raison qu'elle ne possède pas les attributs féminins qui justifieraient une possible action meurtrière et/ou décisionnelle de sa part dans le crime et ce, puisqu'elle est laide et sans esprit, ce qui n'aurait pas été le cas de Sophie Boisclair.

Cette analyse est un renvoi clair à l'image stéréotypée de la femme tentatrice propre aux crimes passionnels, dont l'empoisonnement est une figure emblématique, qui fascine tant l'imaginaire collectif. Sophie Boisclair ressemble à l'image de la « belle empoisonneuse » qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, s'incarne en France dans la célèbre figure de Marie Lafarge<sup>48</sup>. La beauté inscrit dans le physique la tromperie inhérente au crime d'empoisonnement. Du coup, la figure de la « belle empoisonneuse » révèle le double sens de plaire et de tromper qui est associé à la séduction : « L'empoisonneuse est une figure énigmatique, une incarnation de la femme, de ses mystères et de ses dangers<sup>49</sup> ».

## **B. Rôle d'épouse**

Rappelons-nous qu'au moment où débute le présumé « commerce criminel » entre les amants, Provencher est un homme marié. Pourtant, les hommes de loi n'évoqueront pratiquement pas son adultère. Lorsqu'il en fait mention dans l'adresse aux jurés, son avocat précise : « vous pensez peut-être messieurs que le prisonnier a eu des rapports criminels avec sa prétendue complice [...] en supposant un moment que tel est le cas [...] vous ne devez point condamner cet homme à mort ; car telle n'est point l'accusation<sup>50</sup> ». Toutefois, si le crime d'adultère de Provencher est occulté, il en va tout autrement pour sa complice féminine. Dans son cas, l'infidélité prend une place déterminante qui souligne l'importance du contrôle de la sexualité féminine. Cette importance se reflète du reste dans le verdict. En s'adressant pour une deuxième fois au jury dans cette cause, le procureur de la couronne s'exprime en ces termes :

---

<sup>48</sup> Anne Emmanuelle Demartini, «La figure de l'empoisonneuse. De Marie Lafarge à Violette Nozières», dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008, p. 27-39.

<sup>49</sup> Arlette Farge, « L'espace public de la criminalité féminine », dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008, p. 24.

<sup>50</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p.146 : adresse au jury par M. Gaultier, avocat de la défense.



[...] comment croire que la femme qui nous a juré fidélité aux pieds des autels, qui s'est engagée en face de Dieu et de l'Église de nous aider à supporter le poids de la vie [...] consente après vingt-ans de bonheur à souiller le lit conjugal par le crime hideux de l'adultère<sup>51</sup> !

La religion est au cœur de la morale publique. Malheur donc à ceux, et surtout à celles, qui désobéissent aux commandements de Dieu et de l'Église<sup>52</sup>. Le mariage est un sacrement dont la préservation repose surtout sur les épaules de la femme. La femme adultère est un être immoral et corrompu. La pénétration de la pratique judiciaire par la morale judiciaire transforme le péché en crime punissable de mort. C'est un acte si grave aux yeux de tous, menaçant de troubler l'ordre social, l'ordre sexué, que les hommes de loi en viennent à le qualifier de crime.

Dans son étude sur les femmes maricides au Canada français de 1867 à 1940, Joanne Bernier tente de voir si le fait de déroger du modèle féminin a pu jouer sur le type de peine qui est appliqué. Le cas de Marie Beaulne, qui a empoisonné son mari avec la complicité de son amant en 1929, ressemble au cas de Sophie Boisclair. Voici un extrait de la sentence :

You have found guilty of murder [...] you have broken your solemn vow to duty to your husband, the man to whom you swore fidelity. You loved another man who was not worthy of your husband. You now see what this has done for you<sup>53</sup>

Dans cette cause, le juge Loranger laisse sous-entendre que la condamnation à mort est, au moins en partie, une punition de l'infidélité. Dans le cas des empoisonneuses adultères, on peut donc se poser la question de savoir quel crime est la raison du châtiment ? Celui du meurtre ou celui de l'adultère ? Rappelons que Sophie Boisclair n'apparaît que comme une prétendue complice, car aucune preuve tangible ne prouve sa réelle implication meurtrière. Seule Élise Joutras laisse entendre que sa mère a probablement participé à l'empoisonnement de son père lorsqu'elle relate comment Boisclair, munie d'un petit flacon, a gagné l'armoire du prisonnier dans la chambre de devant, armoire dans laquelle il tenait ses boissons, et ce, juste avant que les deux hommes ne partent à leur besogne au bois. Du coup, sous les accusations de meurtres, ou

---

<sup>51</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p.231 : adresse au jury par M. Armstrong, procureur de la couronne

<sup>52</sup> Joanne Bernier, « "Maricide" au Canada français (1867-1940) : Le syndrome de la femme fatale », *Mémoire de M.A. (Criminologie)*, Université d'Ottawa, 1995, p. 272.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p.76.



du moins parallèlement à celles-ci, la condamnation de la femme est celle de la femme adultère, du désordre de l'infidélité, de la déloyauté de l'épouse, du sacrilège de la femme mariée devant Dieu qui profane une institution sacrée.

Force est de constater que l'adultère féminin est l'objet d'une très forte réprobation sociale et qu'il est jugé de manière beaucoup plus sévère que l'adultère masculin comme en témoigne d'ailleurs le Code civil du Québec, qui stipule jusqu'en 1954: « que le mari peut toujours exiger la séparation pour cause d'adultère, la femme ne peut l'exiger que si le mari entretient la concubine dans la maison commune<sup>54</sup> ». En vertu de cette loi du double standard en matière sexuelle, l'adultère d'une femme peut effectivement la noircir davantage et aggraver son crime, comme ce fut clairement le cas avec Sophie Boisclair. Les juges exercent donc du haut de leur tribune une pastorale moralisatrice. Le destinataire immédiat de ce discours est assis derrière le banc des accusés. Mais le discours élitaire et patriarcal du juge touche bien d'autres femmes qui se voient ainsi rappelées à l'ordre, femmes assises dans l'auditoire, femmes informées du procès par la rumeur publique et par la relation du procès dans la presse. Cet aspect démontre, une fois de plus, que chacun est appelé à respecter le rôle qui lui est assigné et à respecter, du même coup, l'ordre social établi. De la même manière qu'ils rappelaient aux hommes empoisonneurs leurs manquements aux devoirs familiaux et citoyens, les juges rappellent aux accusées de sexe féminin la trahison dont elles se sont rendues coupables en manquant à leurs serments et à leurs devoirs conjugaux.

### **C. Rôle de mère**

De notre étude, Sophie Boisclair est la seule empoisonneuse mariée et, par conséquent, la seule à avoir dérogé à son rôle social d'épouse en tuant son mari avec l'aide de son amant. Une étude de Joanne Bernier permet de savoir que Sophie Boisclair

---

<sup>54</sup> Micheline Dumont, « Histoire de la condition de la femme dans la province de Québec », dans M. Wade-Labarge, *et al. Tradition culturelle et histoire politique de la femme au Canada*, Ottawa, 1971. p.43. (Information Canada, Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (commission Bird), Étude n°8.)

est la seule parmi les quatre femmes mariées maricides condamnées à mort au Québec entre 1867 et 1979 à avoir été graciée<sup>55</sup>. Pourquoi ? Les chroniqueurs du procès relatent :

Ayant déclaré qu'elle était enceinte, le prononcé de la sentence de mort fut suspendu jusqu'à ce qu'un jury de matrones et un médecin nommé par la Cour eussent fait leur rapport sur l'état de la prisonnière<sup>56</sup>.

Pour Bernier, le constat est clair, l'importance accordée à la maternité dans la société québécoise du XIX<sup>e</sup> siècle est si grande, qu'elle peut racheter la meurtrière qui a des enfants<sup>57</sup>. Dans la mesure où il est solidement ancré dans les mœurs que la principale mission de la femme sur terre est d'enfanter et d'élever ses enfants et que les hommes d'Église refusent même les sacrements (communion, pardon) à celles qui ne s'acquittent pas de leurs devoirs conjugaux et matrimoniaux<sup>58</sup>, on comprend qu'il soit impossible d'exécuter des femmes enceintes. Ceci démontre bien, selon la criminologue, les conséquences de l'importance accordée à la maternité : « elle peut conduire au pardon d'une condamnée, à la commutation de sa peine. C'est le cas de Sophie Boisclair qui, lors de la première année de la Confédération, s'est vue graciée par l'Honorable Georges-Étienne Cartier<sup>59</sup> ».

The evidence upon which the above prisoner was convicted left no doubt of her guilt; yet as the sentence pronounced upon her was to be executed at a late period in consequence of the state in which she was found at the time of her trial, since more clearly established by her subsequent accouchement, this having caused more than 7 months to elapse since her conviction, and as her associate in the crime has, in the mean time under gone the sentence pronounced upon him and as it appears to me that the ends of justice have been already obtained and do not demand that the extreme penalty be exacted [sic] as regards Sophie Boisclair, I consider this case in which the Royal Prerogative of Mercy may be exercised and I therefore recommend that the sentence of death be commuted into imprisonment in the Provincial Penitentiary for life<sup>60</sup>.

Certes il convient de noter par ailleurs que l'avortement et l'infanticide sont des crimes sévèrement punis et que le meurtre, même légal, d'une femme enceinte est un

---

<sup>55</sup> Joanne Bernier, « "Maricide" au Canada français (1867-1940) : Le syndrome de la femme fatale », Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1995, p.34.

<sup>56</sup> *Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867, p.314: faits relatés par les chroniqueurs du procès

<sup>57</sup> Joanne Bernier, « "Maricide" au Canada français (1867-1940) : Le syndrome de la femme fatale », Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1995, p.82.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p.78.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p.84.

<sup>60</sup> BAC. RG13, vol. 1407, dossier 1A ; 1867-1911. Fonds du ministère de la Justice. Commutation de la sentence de mort dans la cause de Sophie Boisclair par George Étienne Cartier.

grand tabou. Mais le fait est que la condamnée n'a pas été exécutée après son accouchement. La commutation de la peine de Sophie Boisclair en raison de son statut de mère renvoi à la constatation qu'avait faite Sylvie Frigon tandis qu'elle étudiait l'homicide conjugal au féminin. Elle s'intéressait particulièrement au traitement sociopénal des femmes maricides. Elle avait souligné la sensibilité des juges à l'image de la fonction maternelle et le fait que les tribunaux se montraient davantage indulgents à l'égard des femmes qui conservaient leurs rôles traditionnels<sup>61</sup>. Comme l'indique Colette Parent, ce traitement paternaliste ne s'applique pas aux femmes déchues : « [Ces femmes], différentes de l'ensemble des femmes dont la nature telle que définie par les hommes s'accommode mal à la déviance, feraient alors face à l'intolérance masculine. En d'autres termes, en regard des membres du sexe féminin, l'appareil de justice adopterait une tâche de contrôle, sanctionnant tout écart à leurs rôles traditionnels<sup>62</sup> ». Dans ce sens, dans le cas de Boisclair, ce n'est certainement pas son rôle d'épouse qui a fait en sorte qu'elle soit épargnée devant les tribunaux (car elle le jouait mal, étant adultère et maricide), mais bien la priorisation et l'importance que l'on a donnée à son rôle de mère en devenir.

#### **D. Une analyse supplémentaire : le jury de matrones<sup>63</sup>**

La justice accorde à certaines femmes un degré de légitimité et cela, au sein d'un système qui pourtant n'est pas le leur et dans lequel elles ne jouent généralement pas de rôles centraux et encore moins décisionnels. En ce sens, nous pourrions dire que c'est une justice d'hommes faite par et pour les hommes. Alors, ces femmes, ces matrones, qui forment momentanément une entité légitime au sein du corps de justice canadien, le sont comme outils d'un système de régulation sociale qui tend à diffuser les valeurs dites traditionnelles de la société québécoise, dans ce cas-ci, la valorisation de la fonction maternelle associée aux femmes<sup>64</sup>.

---

<sup>61</sup> Sylvie Frigon, *L'homicide conjugal au féminin, d'hier à aujourd'hui*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2003, p. 23-55.

<sup>62</sup> Colette Parent, «La protection chevaleresque ou les représentations masculines du traitement des femmes dans la justice pénale», *Déviance et société*, vol. 10, n° 2 (1986), p. 150.

<sup>63</sup> Jury qui est formé suite à l'annonce de la grossesse de Sophie Boisclair.

<sup>64</sup> Notons que la sémantique du mot *matrone* a évolué au fil du temps. Pour les Romains, la matrone était la mère de famille. À l'époque contemporaine, le terme *matrone* renvoie à la femme qui exerce le métier

### 3.3.2 Eusébie Boutet

Ici, à l'inverse de ce qui a été fait pour Sophie Boisclair, nous analyserons uniquement le discours émis par les membres de la communauté puisque les sources consultées (témoignages rendus et requêtes) nous offrent un plus large éventail sur le plan des représentations genrées.

#### **A. Rôles de mère/épouse**

Dans une requête adressée à Maud Evelyn, Marquise de Lansdowne et femme du gouverneur général du Canada, des pétitionnaires s'expriment en ces termes pour demander la commutation de la peine d'Eusébie Boutet :

« [...] une malheureuse femme, dans l'égarement de la passion, s'est rendue coupable d'un crime affreux [...] Pardonnez-nous madame, si à cette sentence, nos cœurs de femmes se sont émus [...] mais vous êtes femme, épouse et mère comme nous<sup>65</sup> »

Cette requête fut rédigée et signée par des femmes uniquement. Dans le sens de notre analyse genrée, leur initiative est une manifestation concrète du modèle de la femme québécoise de l'époque qui valorise ses rôles dits traditionnels de mère et d'épouse. En d'autres termes, c'est la manifestation du vrai social. C'est donc au nom de cette vérité de leur identité que les femmes porteront leur requête. Au même titre que les hommes, qui plus haut, défendaient l'honneur d'un frère ou d'un ami sous l'étendard de l'honneur communautaire ou familial pour empêcher qu'une exécution n'entache toute une paroisse ou une famille, ces femmes défendent l'« honneur » féminin sous l'étendard d'une solidarité purement féminine et légitime socialement.

Au-delà du genre des auteures de la requête, il est aussi intéressant de s'attarder à celui de la personne à laquelle elle est adressée. C'est en fait une lettre éloquente quant au rôle que les pétitionnaires attendent de la marquise, femme du gouverneur général. Elles désirent qu'elle exerce son influence sur son mari pour qu'il intercède en faveur de la prisonnière et misent, pour ce faire, sur son statut d'épouse et de mère. Il y a un lien à

---

d'accoucheuse. (Larousse, 2011, p. 629.) Bien que ces jurys de matrones apparaissent fascinants, jouant un rôle semble-t-il conséquent dans le déroulement de certains procès, nos recherches sont restées vaines à leur sujet. (Donald Fyson, communication personnelle, 18 au 21 juillet 2014)

<sup>65</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A; 1884-1898. Fonds du ministère de la justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Requête rédigée par des citoyennes de la ville de Québec, 22 novembre 1884

établir entre cette requête rédigée à la marquise et la formation du jury de matrones abordée plus haut dans le cas de Sophie Boisclair. Les femmes pétitionnaires avaient en effet toutes les raisons de croire en l'efficacité d'une démarche qui prenait une femme pour intermédiaire puisqu'elles s'appuyaient sur les mêmes raisons que celles que les hommes de loi utilisaient eux-mêmes lorsqu'ils réaffirmaient et valorisaient les rôles traditionnels féminins en formant un jury de matrones.

## **B. La femme passionnelle**

Les femmes pétitionnaires écrivent encore : « une malheureuse femme, dans l'égarement de la passion s'est rendue coupable d'un crime affreux<sup>66</sup> ». Dans son article intitulé « Melodrama, Hysteria and Feminine Crimes of Passion in the Fin-de-Siècle », Ruth Harris dit du crime passionnel qu'il est un phénomène purement social et culturel<sup>67</sup>. Ce dernier est généralement évoqué pour consolider l'image de la femme « malade » en amour, mais également impuissante face à des sentiments qui lui font perdre la maîtrise de son corps. La criminelle passionnelle renforce le stéréotype de la femme, c'est-à-dire celui d'un être naturellement vertueux qui ne présente aucune menace pour la société puisqu'elle conserve une morale intacte et non déviante. L'utilisation sociale de ce stéréotype nous rappelle l'idéologie sexiste voulant que la femme, proche de ses sentiments, soit facilement déséquilibrée en raison de la faiblesse de son sexe.

Ce qui est pertinent dans le cas des pétitionnaires, c'est de constater que ce sont des femmes qui portent ce discours stéréotypé pour attirer la compassion et mieux assurer leur requête de commutation de la peine d'Eusébie Boutet. Les femmes qui s'expriment, ou celles qui l'on fait lors du procès, minimisent la violence d'Eusébie, comme le faisaient également les hommes lors du procès. C'est une autre manifestation du vrai social. Il faut dire aux représentants de l'ordre qu'ils sont en présence d'une femme chicanière et hystérique contrôlée par ses passions, mais qui est loin d'être dangereuse pour la société.

---

<sup>66</sup> Voir ci extrait ci-haut.

<sup>67</sup> Ruth Harris, « Melodrama, Hysteria and Feminine Crimes of Passion in the Fin-de-Siècle », *History Workshop*, n° 25 (spring 1988), p. 33.

- Je considère que c'est une chicane ordinaire de femmes<sup>68</sup>
- Nous vivions en bons voisins, mais quelques fois il y avait de la chicane parmi les femmes<sup>69</sup>
- Eusébie passe pour une femme chicanière [...] elle était jalouse<sup>70</sup>

### 3.3.3 Marie McGaugh

Dans ce dernier cas étudié, rappelons-nous que l'empoisonneuse est une jeune fille célibataire, âgée de 22 ans, employée comme domestique au domicile d'un marchand canadien-français. Bien que nous pourrions croire que cette jeune fille n'a pas encore commencé à combler les rôles qui incombent à toutes les femmes de la société canadienne-française de l'époque c'est-à-dire, ceux d'être une épouse et une mère, sachons qu'être une domestique célibataire est un rôle classique et légitime et qu'il peut, au contraire, justifier toute une vie. Puisque nous ne sommes en présence ni d'une épouse ni d'une mère, tous motifs reliés à l'infidélité et à la jalousie, par exemple, sont ici à écarter. Marie McGaugh subit un procès pour infanticide par empoisonnement. Elle tue cet enfant dont elle est censée prendre soin dans le cadre de ses fonctions de domestique.

Lorsqu'elle étudie la domesticité féminine à Paris à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Anne Martin-Fugier souligne le fait que les domestiques mécontentes de leurs maîtres manifestent généralement des réactions résignées plutôt que révoltées<sup>71</sup>. Elle ajoute que les affaires de meurtre sur la personne des maîtres ou de leurs proches sont rares et que, si les domestiques apparaissent sur le banc des assises, c'est souvent pour avoir tué leur propre enfant nouveau-né<sup>72</sup>. Jamais l'auteure ne fait référence à un cas d'infanticide commis par une domestique sur l'enfant de ses maîtres. Nous n'avons pour notre part identifié aucun cas s'apparentant à celui de Marie McGaugh. Son profil sociologique cependant concorde avec celui dressé par Marie-Aimée Cliche dans ses études sur les

---

<sup>68</sup> BAC. RG13, vol. 1420, dossier 185A ; 1884-1898. Fonds du ministère de la justice. La Reine vs Eusébie Boutet. Retranscription des témoignages de la couronne lors du procès : témoignage du beau-père d'Eusébie Boutet, François Tremblay, à propos de la chicane de la prisonnière et de Céline Guay portant sur un bouton, 14 octobre 1884

<sup>69</sup> *Ibid.*, témoignage de William alias Guillaume Tremblay, mari de Céline Guay, 13 octobre 1884

<sup>70</sup> *Ibid.*, témoignage de Joséphine Bouchard, 13 octobre 1884

<sup>71</sup> Anne Martin-Fugier, *La place des bonnes. La domesticité féminine à Paris en 1900*, Paris, Éditions Grasset & Fasquelle, 1979, p. 235.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 241.

mères infanticides : « Les personnes soupçonnées d'infanticide qui comparaissent devant le coroner ou le juge sont des jeunes filles dans 9 cas sur 10. Lorsque leur âge et leur métier sont indiqués, on constate que les trois quarts d'entre elles ont moins que 25 ans et gagnent leur vie comme servante<sup>73</sup> ».

Marie McGaugh est la seule empoisonneuse de notre période à avoir avoué son crime. Les témoignages entendus dépeignent l'image d'une jeune fille innocente et émotive qui a agi sans connaître la portée de son geste. Ce sont donc des aveux candides qui marquent le début du procès de la jeune empoisonneuse lorsqu'ils sont relatés par Charles Abraham de Villiers, père de l'enfant, et David Dumas, commis marchand chez ce dernier.

Elle m'a avoué de plus que la raison qui l'a porté à empoisonner l'enfant était qu'elle voulait s'exempter de trouble et être plus libre de sortir et elle a dit qu'elle ne croyait pas qu'elle serait découverte que c'était une mauvaise pensée qui l'avait portée là<sup>74</sup>.

Samedi l'après-midi, le 27 jour de mai dernier, le jour qui a suivi la mort de l'enfant de M. De Villiers j'étais dans la grange avec Marie McGaugh, encore à couper des patates lorsque ladite Marie McGaugh se mit à pleurer, je lui demandais alors pourquoi elle pleurait, elle ne me répondit point, alors je lui redemandai de nouveau, elle me dit alors que c'était parce qu'elle avait empoisonné l'enfant [...] Je lui dis alors pourquoi elle avait fait cela, elle me répondit que c'était pour s'en débarrasser qu'elle lui aurait donné trop d'attention et que ça l'avait empêché de sortir pendant l'été<sup>75</sup>.

#### **A. La réputation comme gage de respectabilité**

Dans le cas de cette empoisonneuse, les membres de la communauté défendront la respectabilité de la jeune fille sur le gage de sa réputation. Cet aspect semble influencer considérablement les hommes de loi, à commencer par la défense qui appuiera habilement sa preuve sur cet aspect central du procès en faisant entendre dans ce sens divers témoins qui en ont long à dire à ce sujet. Voyons à cet effet les notes de retranscriptions des témoignages.

---

<sup>73</sup> Marie-Aimée Cliche, «L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.44, n°1 (1990), p. 38.

<sup>74</sup> BAnQ-Rimouski. TP9, S24, SS1, SSS1. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Rivière-du-Loup, Matières criminelles en général, Cause The Queen vs Marie Mc Gaugh. Enquête du coroner : déposition de Charles Abraham de Villiers

<sup>75</sup> *Ibid.*, déposition de David Dumas

- La prisonnière était légère, et disait qu'elle restait chez Mr de Villiers pour se faire habiller et autres simplicités d'enfant<sup>76</sup>.

- [...] on lui faisait croire tout ce qu'on voulait. Il ne peut pas dire qu'elle a eu un gros jugement, et elle passe pour légère de croyances pour les personnes qui la connaissent [...] il y avait bien des choses sur lesquelles il était facile de lui faire dire oui ou non [...] quant à lui elle a une intelligence faible<sup>77</sup>.

- [...] Elle a toujours joui d'un bon caractère [...] Tous les gens disaient qu'elle était innocente<sup>78</sup>

- Elle a toujours passé pour une bonne enfant et a un bon caractère. Elle passait pour innocente. On pouvait lui faire accroire tout ce que l'on veut<sup>79</sup>[...]

Légère, irresponsable, naïve, faible d'esprit, femme au bon caractère s'apparentant davantage à un enfant candide qu'à une empoisonneuse fatale à l'esprit rusé et vicieux, voilà l'image dressée de Marie McGaugh par des acteurs d'une communauté qui la défend. La jeune empoisonneuse possède somme toute une bonne réputation. Jusqu'au moment de son crime, sa conduite était irréprochable et tous semblent le confirmer. En fait, le seul reproche qui lui est adressé concerne la faiblesse de son intelligence. Mais ce trait de caractère, ou plutôt ce handicap n'entache pas la respectabilité de la jeune femme. Au contraire, cela semble plutôt conforter les esprits quant au caractère inoffensif de la prisonnière qui ne bouscule en aucun cas l'ordre social.

## **B. Clémence et paternalisme**

Le fait que Marie McGaugh avoua son crime, qu'elle justifia son geste et qu'elle était de surcroît considérée comme simple d'esprit inspira la pitié d'autrui et entraînera également celle du juge Cassault. En effet, le 24 novembre 1871, le jury dans cette cause rend un verdict de culpabilité. L'exécution de Marie McGaugh est fixée au 9 janvier 1872. Dès le 27 novembre, le juge recommande, au nom du jury et du sien, la merci pour la prisonnière :

---

<sup>76</sup> BAnQ-Rimouski. TP9, S24, SS1, SSS1. Fonds Cour du banc du Roi/de la Reine, Greffe de Rivière-du-Loup, Matières criminelles en général, Cause The Queen vs Marie Mc Gaugh. Enquête du coroner : déposition d'Olive Deschênes

<sup>77</sup> *Ibid.*, déposition de Georges Côté

<sup>78</sup> *Ibid.*, déposition d'Octave Morency

<sup>79</sup> *Ibid.*, déposition de Laura Pelletier



[...] Le jury en rapportant son verdict de culpabilité l'a recommandé à la merci [...] condamnée à être mise à mort le neuf janvier prochain [...] La recommandation du jury est fondée sur ce que ladite Marie McGaugh, quoi que capable, à l'époque où elle a commis le crime, de discerner le bien du mal, était néanmoins et est encore doté d'une intelligence faible, qui ne lui permettrait pas d'en saisir toute l'énormité et que sa conduite et sa réputation avaient toujours été très bonnes<sup>80</sup>.

Longtemps la clémence accordée aux jeunes filles était la norme en matière d'infanticides. Certains verdicts ont suscité l'incrédulité des historiens et il demeure laborieux de comprendre pourquoi certaines filles furent acquittées et d'autres condamnées. À ce propos, Annie Chênevert propose que cette subjectivité apparente est le résultat de plusieurs facteurs. Certaines jeunes filles auraient été jugées en fonction de leurs comportements antérieurs, de leur caractère, de leur moralité ou de leur identité, selon un système de valeurs genrées et stéréotypées<sup>81</sup>. D'autres l'auraient été en raison de certaines caractéristiques physiques et psychologiques : la beauté, l'intelligence, la chasteté, la douceur, l'âge<sup>82</sup>. De manière générale, les jurys étaient indulgents envers les filles et les femmes. De l'hypothèse chevaleresque développée par Otto Pollak dans les années 1950, voulant « que la courtoisie des hommes envers les femmes, tangible au niveau des échanges de politesse, se répercuterait sur la pratique professionnelle des policiers, procureurs, juges et jurés<sup>83</sup> », est née la thèse criminologique de la discrimination paternaliste dans les années 1970. Colette Parent s'y est intéressée alors qu'elle étudiait le traitement différenciel (et préférentiel) des femmes par la justice pénale. Cette transposition de la chevalerie des bonnes mœurs à la chevalerie institutionnelle « cacherait » un modèle discriminatoire paternaliste, voire même infantilisant, s'adressant aux jeunes de moins de 21 ans et, dans une large mesure, aux femmes.

« [...] le paternalisme est un concept beaucoup plus complexe qui implique une relation d'un supérieur vis-à-vis un inférieur comme d'un père vis-à-vis son fils et qui repose sur trois idées principales. D'abord, comme l'enfant est sans pouvoir et sans biens, il

---

<sup>80</sup> BAC. RG 13, vol. 1409, dossier 44A ; 1872-1879. Fonds du ministère de la Justice. La Reine vs Marie McGaugh. Rapport du juge: recommandation à la merci adressée au secrétaire d'État à Ottawa, Rivière du Loup, 27 novembre 1871

<sup>81</sup> Annie Chênevert, « Les mères accusées d'infanticide dans le district judiciaire de Montréal 1798-1850 », Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 2013, p. 125.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>83</sup> Colette Parent, « La protection chevaleresque ou les représentations masculines du traitement des femmes dans la justice pénale », *Déviance et société*, vol. 10, n° 2 (1986), p. 149.

nécessite aide et soutien. Ensuite, comme il n'est pas pleinement conscient de son rôle et ne peut donc être tenu entièrement responsable, il doit être guidé. Finalement, comme il est ignorant, il peut être trompé ou même traité de façon à servir les intérêts de l'adulte, sans en être conscient<sup>84</sup>. »

Les criminologues ont montré que les tribunaux, par l'application du traitement différenciel, ont contribué à institutionnaliser la conception des femmes comme des êtres inférieurs. La peine de Marie McGaugh a été commuée en raison principalement de sa faiblesse d'esprit et non de son sexe. Toutefois, il est permis de se demander si un garçon présentant le même profil aurait été traité de la même manière. L'historiographie et la criminologie nous incitent à penser que non.

\*\*\*

Cette analyse des causes d'empoisonnement, répertoriées (et à tout le moins sanctionnées) au Québec à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, révèle avant tout l'impact du genre en matière criminelle. De cette démarche ressort le constat que le traitement pénal différait selon le sexe de l'accusé(e). Toutes les femmes de notre corpus ont échappé à la peine de mort, seuls les hommes ont été exécutés (à l'exception de Bainville, mais sa femme avait finalement survécu). Avec la thèse du modèle paternaliste, on comprend que la justice de l'époque répugnait à exécuter les femmes de manière générale. Cette clémence était liée au maintien de l'ordre social. De plus, nous avons constaté que les divers discours, prononcés à toutes les étapes du processus judiciaire par les acteurs concernés, étaient teintés par les stéréotypes de genre. Au travers de ceux-ci, les rôles sexuels des individus sont constamment rappelés, tantôt par les hommes de loi, tantôt par les membres de la communauté qui réaffirment le modèle prescriptif dans leurs témoignages et leurs pétitions. Ces discours illustrent comment la norme sexuelle (et sociétale) pénètre les consciences et la vie des individus.

---

<sup>84</sup> Colette Parent, « La protection chevaleresque ou les représentations masculines du traitement des femmes dans la justice pénale », *Déviance et société*, vol. 10, n° 2 (1986), p. 151.

## CONCLUSION

« La femme est infanticide, avorteuse et empoisonneuse<sup>1</sup>. » Cette citation est à l'origine de la réflexion qui a alimenté notre projet de recherche. Elle laisse entendre que la femme est cantonnée à une criminalité étroitement liée à son sexe, à son genre féminin. Elle nous a interpellés car, dans les cas qui nous ont intéressés, les hommes empoisonnent tout autant que les femmes. Le crime d'empoisonnement s'est hissé au sommet de l'imaginaire collectif occidental en tant que crime archétypal féminin. Pourtant, au cours de l'histoire, des hommes ont usé de poisons tout autant que des femmes pour satisfaire leurs desseins meurtriers. À partir de ce constat, nous avons décidé de considérer ce crime qui n'avait encore jamais fait l'objet d'étude à part entière dans l'historiographie québécoise et de l'analyser en utilisant la grille théorique du genre. Nous avons produit une analyse qualitative de six cas qui se sont déroulés au Québec durant la période allant de 1867 à 1900. Ils mettent en lumière l'histoire et le destin criminel de sept individus qui firent face à la justice en matière d'empoisonnement. Tous les accusés ont été condamnés à mort. Les femmes échappèrent à la mort, les hommes montèrent sur l'échafaud. Toutefois, nous ne nous sommes pas tant attardés aux sanctions découlant de ces crimes, mais bien à leur qualification à travers tout le processus policier et judiciaire qui en a découlé. En introduction, nous avons posé une série de questions qui constituaient notre problématique de recherche. Au terme du projet, récapitulons certains faits et précisons nos observations.

Tout d'abord, le crime d'empoisonnement est-il un crime genré ? À cette question, nous avons répondu oui. Il est genré dans la mesure où il est chargé des marqueurs d'identité généralement associés au corps et, plus généralement, à la « nature » de « la femme ». En effet, l'empoisonnement est porteur de nombreuses idées stéréotypées construites qui confortent les esprits dans leurs préjugés moraux quant aux comportements associés au sexe biologique de la criminelle. Par exemple, son crime est le signe de sa faiblesse, de sa lâcheté et de sa surnoiserie. Ce sont là des traits psychologiques considérés comme typiquement féminins. Parallèlement à ce constat, qui

---

<sup>1</sup> Monique Ida Septon, « Les femmes et le poison : L'empoisonnement devant les juridictions criminelles en Belgique, 1795-1914 », Thèse de Ph. D. (Histoire), Marquette University, 1996, p.533.

place l'empoisonnement dans la catégorie des crimes féminins, nous avons compris que le corps de l'homme (et sa « nature ») fait l'objet d'associations semblables en matière de criminalité. De manière générale, les crimes sont genrés. Comment l'expliquer ? Par le fait que les catégories de « genre » et de « criminalité » sont intrinsèquement liées ; le genre dicte la norme, la norme sexuelle, mais également la norme déviante associée au corps sexué du ou de la criminelle. Les qualités viriles associées à la masculinité font d'un crime commis par un homme, un « crime d'homme ». La masculinité est fondée sur le modèle de la « masculinité hégémonique » qui associe la virilité à sa défense par la violence. Ainsi, un « crime d'homme », c'est un crime violent répondant au modèle dominant de masculinité.

Ce faisant, nous avons posé l'hypothèse selon laquelle l'homme empoisonneur serait plus sévèrement jugé que son homologue féminin face aux instances de régulations sociales, formatrices et diffuseuses des normes sexuelles socialement acceptables et valorisées ; dans ce cas-ci, les cours de justice criminelles. En effet, puisqu'un empoisonneur ne répond pas au modèle criminel normatif associé à son sexe, à son genre masculin, nous nous attendions à découvrir des discours le concernant qui apparaîtraient clairement dichotomiques lorsque comparés à ceux qui décrivent une empoisonneuse. Nous pensions que, à tout le moins, l'écart de conduite de genre serait distinctement souligné comme le laisse entendre, par exemple, la citation du criminologue René Charpentier au début du XX<sup>e</sup> siècle : « L'empoisonnement est un crime féminin [...] Et quand les hommes le commettent, il faut “chercher la femme<sup>2</sup>” ». Toutefois, le résultat s'est avéré plus subtil, moins tranché. De notre analyse discursive, au sein de laquelle nous cherchions la manifestation du genre dans les adresses effectuées par les acteurs de régulation sociale (juges, procureurs, avocats) et les membres de la communauté qui s'expriment à la faveur du procès, nous avons retenu deux aspects.

Tout d'abord, une des observations qui ressort de notre analyse, c'est le fait qu'on ne juge pas tant le crime que le criminel. En effet, lorsqu'un empoisonneur ou une empoisonneuse fait face à la justice, c'est avant tout l'homme ou la femme que l'on juge.

---

<sup>2</sup> René Charpentier, *Dégénérescence et hystérie. Les empoisonneuses : étude psychologique et médico-légale*, Paris, Steinheil, 1906, p. 79.

Les critères de ces jugements sont basés sur leurs qualités essentielles d'homme et de femme. Ces jugements sont le reflet des stéréotypes sexuels de l'époque circulant au Québec, qui du reste ne semblent pas très différents de ce qui se pense ou se dit ailleurs. Les juges et les procureurs évaluent le criminel en fonction du respect qu'il a manifesté des rôles et des devoirs qui lui sont assujettis socialement et c'est sur ces aspects que la partie défenderesse appuie également son plaidoyer pour gagner la faveur des jurés. Les hommes sont jugés sur leur réputation et leur virilité, c'est-à-dire sur leur honneur, vertu qu'ils ont pu manifester autrefois en tant que membres d'une famille (honorable), mais également comme membres d'une communauté. Les femmes sont également jugées selon leur réputation. Cependant, la teneur de cette réputation est basée sur la respectabilité, c'est-à-dire sur la bonne capacité à remplir les rôles traditionnellement féminins de mère et d'épouse. Dans le cas de Sophie Boisclair, le devoir de mère semble toutefois avoir surpassé le constat de la défaillance quant à celui d'épouse. L'annonce de sa grossesse la sauve, malgré un jugement d'adultère et de maricide. Les femmes criminelles ont effectivement à l'occasion « bénéficié » des stéréotypes de genre charriés par les magistrats masculins et de leur indulgence sélective lorsqu'elles étaient mères de famille au nom du besoin que leurs enfants ont de leur mère<sup>3</sup>. Dans le cas de la jeune servante Marie McGaugh, sa réputation, gage de sa respectabilité, s'est avérée elle aussi importante, mais à un degré moindre puisque, célibataire, elle ne possédait pas un statut matrimonial à transgresser ou à respecter. C'est plutôt autour de sa réputation de jeune fille naïve, candide, simple d'esprit et non menaçante pour la société que les discours furent entendus tout au long du processus judiciaire.

Comme seconde observation, nous avons noté qu'il n'existe aucune différence notable sur le plan du genre dans les discours prononcés par les acteurs de régulation sociale quant à l'utilisation du poison. De manière générale, les qualificatifs associés à l'arme du crime (et à son utilisateur) sont les mêmes dans les deux cas : lâcheté, faiblesse, sournoiserie et hypocrisie. Aucun discours ne laisse entendre, par exemple, que les trois empoisonneuses du corpus ont utilisé l'arme de prédilection associée à leur sexe, à leur condition genrée, ou que les quatre empoisonneurs ont usé, pour leur part, de l'arme

---

<sup>3</sup> Anne Boigeol, « L'exercice de la justice au prisme du genre : un non-objet ? », dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008, p. 331.

féminine par excellence et que ce fait ajouterait quelque chose à l'atrocité de leur geste. En fait, il n'y a que dans l'adresse aux jurés prononcée par le procureur de la couronne dans la cause contre Joseph Ruel, que l'on trouve des traces d'un jugement genré porté sur une norme criminelle. En effet, le procureur fait remarquer au jury qu'il n'existe pas plus lâche criminel que celui qui tue par le poison : « Là, il ne s'agit pas d'attaquer en face son adversaire, il ne s'agit plus d'aller le combattre sur la place publique, non. [...] ». Ici, bien qu'il ne soit pas dit explicitement que l'empoisonneur a agi « comme une femme », le discours condamne la méthode homicide en établissant implicitement une comparaison avec le duel, expression virile et honorable de la violence masculine.

Utiliser la grille théorique du genre pour étudier les discours produits à l'occasion des causes d'empoisonnement nous informe non seulement sur les idéologies sexuelles en vigueur dans la société québécoise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais nous rappelle également le perpétuel travail de régulation sociale qui s'opère au sein des tribunes ayant une forte portée sociétale. Nous avons constaté par cette démarche sur quels aspects s'appuient les normes sexuelles et la manière dont celles-ci sont diffusées dans les cours de justice. Ce caractère régulateur de la justice est sans doute à relier au fait que tout discours normatif à portée générale se fonde sur le sens commun. Il est renforcé par la fonction éducative attribuée à la justice, au-delà même de l'auditoire immédiat présent dans l'assistance des procès. La couverture médiatique dont bénéficient les procès, ainsi que la circulation des nouvelles par transmission orale, contribue à la réaffirmation des normes sexuelles aidant au maintien de l'ordre social. À voir comment les plaidoyers sont constitués, les adresses aux jurés prononcées et les témoignages entendus, on constate que la normalisation s'insère partout et, en fait, constitue l'aspect central des procès. L'analyse des discours émis par les membres de la communauté à l'occasion des procès, notamment lorsque ceux-ci agissent à titre de témoins, démontre la forte pénétration du discours genré et le niveau élevé de sa légitimité. Nous en sommes venus à constater que l'idée foucaldienne du vrai social se manifeste à la faveur des procès par la mobilisation discursive partagée par tous les acteurs des normes sexuelles. C'est ainsi qu'au-delà des hommes de loi, la population vient réaffirmer les stéréotypes sexuels en les présentant dans leurs témoignages et dans leurs requêtes (et sans doute en les pensant) comme des réalités et des faits incontestables.

Nous sommes allés au-delà de l'analyse du discours en analysant la méthode criminelle priorisée par les empoisonneurs et les empoisonneuses. Comment se procurent-ils (elles) la substance toxique et comment passent-ils (elles) à l'action lorsque le moment est venu de réaliser leurs desseins meurtriers ? Nous avons soulevé le fait que la condition de genre influence grandement la méthode empoisonneuse. En effet, lorsqu'on procède à une comparaison en ce domaine, on voit qu'il est plus aisé pour l'homme de se procurer du poison puisqu'il est libre de ses déplacements et qu'il gagne assez facilement la confiance des médecins. Les femmes doivent penser leur crime différemment, c'est-à-dire attendre la plupart du temps que la substance toxique se rende jusqu'à elles ou bénéficier, pour parvenir à leurs fins, de l'aide d'un complice masculin. La mise en œuvre du crime est encore compliquée, dans le cas d'une meurtrière, du fait que cette dernière est confinée à l'espace qui lui est socialement réservé, c'est-à-dire la sphère privée. D'ailleurs, ce confinement du féminin est une caractéristique pratique qui facilite en retour la tâche de l'empoisonneur désireux de se débarrasser de sa femme.

Étudier le crime d'empoisonnement par la lunette du genre fut révélateur de l'influence ainsi que de la diffusion des idéologies sexuelles dans la société québécoise à la fin de l'époque victorienne. L'exercice de la comparaison a permis de saisir comment des acteurs historiques furent jugés, pour une part au moins, différemment selon leur genre, qui plus est pour un crime identique a priori féminin. Notre étude a donc levé le voile sur les crimes d'empoisonnement qui ne furent jamais étudiés en tant que tels dans l'historiographie québécoise, mais s'insère aussi, et surtout, dans la lignée des études portant sur la régulation sociale au Québec.

# BIBLIOGRAPHIE

## SOURCES

### Sources manuscrites

#### Bibliothèque et Archives Canada

##### Fonds du ministère de la Justice

RG13, vol. 1407, dossier 1A ; 1867-1911  
RG13, vol. 1407, dossier 1 1/2A ; 1867-1911  
RG13, vol. 1407, dossier 10A ; 1868  
RG13, vol. 1408, dossier 41A ; 1871-1881  
RG13, vol. 1409, dossier 44A ; 1872-1879  
RG13, vol. 1409, dossier 50A ; 1872  
RG13, vol. 1420, dossier 185 A ; 1884-1898

#### Bibliothèque et Archives nationales du Québec

##### Centre d'archives de Québec

##### Fonds Cour du banc du roi/de la reine

TP9, S1, SS1, SSS1; contenant 1960-01-353\2293  
TP9, S17, SS1; contenant 1960-01-359\10

##### Fonds Cour des sessions générales de la paix du district de Québec

TL31, S26, SS1; contenant 1960-01-353\2319

##### Centre d'archives de Montréal

##### Fonds Cour du banc du roi/de la reine

TP9, S18, SS1, SSS11; contenant 2005-01-003\240  
TP9, S21, SS1, SSS1; contenant 1996-02-007\141

##### Centre d'archives de Rimouski

##### Fonds Cour du banc du roi/de la reine

TP9, S24, SS1, SSS1; contenant 2005-01-004\4  
TP9, S24, SS1, SSS7; contenant 1999-10-034\2



## Sources imprimées

*Procès Provencher-Boisclair*. Sorel, Atelier typographique de *La Gazette de Sorel*, 1867. 320 pages.

*Procès de Joseph Ruel*. St-Hyacinthe, Atelier typographique du *Courriel de St-Hyacinthe*, 1868. 47 pages.

*Le Courrier de Rimouski*, octobre-novembre 1871.

## RÉFÉRENCES

Beaulieu, André et Jean Hamelin. *Les journaux du Québec de 1764 à 1964*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1965. 329 pages.

Deslauriers, Jean-Pierre. *Recherche qualitative. Guide pratique*. Montréal, McGraw-Hill, 1991. 142 pages.

Gadoury, Lorraine et Antonio Lechasseur. *Les condamnés à la peine de mort au Canada, 1867-1976. Un répertoire des dossiers individuels conservés dans les archives du ministère de la Justice*. Ottawa, Archives nationales du Canada, 1993. 333 pages.

Kolish, Evelyn. *Guide des archives judiciaires*. Québec, Archives nationales du Québec, 2000. 102 pages.

## MONOGRAPHIES

Baillargeon, Denyse. *Brève histoire des femmes au Québec*. Montréal, Boréal, 2012. 281 pages.

Bard, Christine, dir. *Femmes et justice pénale. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. France, Presses universitaires de Rennes, 2002. 375 pages.

Bereni, Laure. *et al. Introduction aux études sur le genre*. Bruxelles, De Boeck, 2008. p.233.

Bernier, Jacques. *La médecine au Québec : naissance et évolution d'une profession*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1989. 207 pages.

Bertrand, Marie-Andrée. *La femme et le crime*. Montréal, Les éditions de l'Aurore, 1979. 224 pages.

Bizier, Hélène-Andrée. *Crimes et châtiments : La petite histoire du crime au Québec*. Tome 2. Montréal, Libre Expression, 1982. 251 pages.

Block, Lawrence. *Gangsters, swindlers, killers, and thieves: the lives and crimes of fifty Americans villains*. Toronto, Oxford University Press, 2004. 287 pages.

- Bonville, Jean de. *La Presse Québécoise de 1884 à 1914. Genèse d'un média de masse*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1988. 416 pages.
- Bouillon-Lagrange, E.-J. et al., *Journal de Pharmacie et de chimie*. Tome 2, Paris, Librairie de Louis Colas, 1842. 907 pages.
- Butler, Judith. *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*. Paris, La Découverte, 2005. 284 pages.
- Cadiet, Loïc, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*. Paris, Publication de la Sorbonne, 2008. 208 pages.
- Carbasse, Jean-Marie. *La peine de mort*. Paris, Presses Universitaire de France, 2002. 128 pages.
- Carlen, Pat et Anne Worrall. *Gender, Crime and Justice*. Bristol, Open University Press, 1987. 208 pages.
- Charpentier, René. *Dégénérescence et hystérie. Les empoisonneuses : étude psychologique et médico-légale*. Paris, Steinheil, 1906. 231 pages.
- Chauvaud, Frédéric et Gilles Malandain, dir. *Impossibles victimes, impossibles coupables. Les femmes devant la justice (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009. 316 pages.
- Collard, Franck. *Le crime de poison au Moyen Âge*. Paris, Presses universitaires de France, 2003. 303 pages.
- Connell, Robert W. *Masculinities*. Berkeley, University of California Press, 1995. 324 pages.
- Corbin, Alain, dir. *Histoire de la virilité. Le triomphe de la virilité, le XIX<sup>e</sup> siècle*. Tome 2. Paris, Le Seuil, 2015. 513 pages.
- Duby, Georges et Michelle Perrot, dir. *Histoire des femmes en Occident : XIX<sup>e</sup> siècle*. France, Plon, 1991. 628 pages.
- Duby, Georges et Michelle Perrot, dir. *Histoire des femmes en Occident : XX<sup>e</sup> siècle*. France, Plon, 1991. 628 pages.
- Dauphin, Cécile et Arlette Farge, dir. *Séduction et sociétés*. Paris, Seuil, 2001. 346 pages.
- Dauphin, Cécile et Arlette Farge, dir. *De la violence et des femmes*. Paris, Albin Michel, 1997. 201 pages.

- Dumont, Micheline. *et al. L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Le Jour, 1992. 646 pages.
- Foucault, Michel. *Dits et écrits : 1954-1988*. Volume 2. Paris, Gallimard, 1994. 1736 pages.
- Foucault, Michel. *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*. Tome 1. Paris, Gallimard, 1976. 211 pages.
- Fecteau, Jean-Marie. *La liberté du pauvre : sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIX<sup>e</sup> siècle québécois*. Montréal, VLB, 2004. 455 pages.
- Fecteau, Jean-Marie. *Un nouvel ordre des choses : la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1840*. Montréal, VLB, 1989. 287 pages.
- Ferland, Catherine et Dave Corriveau. *La Corriveau : De l'histoire à la légende*. Québec, Septentrion, 2014. 392 pages.
- Frigon, Sylvie. *L'homicide conjugal au féminin, d'hier à aujourd'hui*. Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2003. 157 pages.
- Fyson, Donald. *Magistrat, police et société. La justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada (1764-1837)*. Montréal, Hurtubise, 2010. 588 pages.
- Guillais, Joëlle. *La chair de l'autre : le crime passionnel au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Olivier Orban, 1986. 346 pages.
- Jacquín, Frédéric. *Affaires de poison. Les crimes et leurs imaginaires au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Belin, 2005. 190 pages.
- Jones, Ann. *Women who kill*. New York, Holt, Rinehart and Winston, 1980. 409 pages.
- Kalifa, Dominique. *Crime et culture au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Perrin, 2005. 331 pages.
- Kalifa, Dominique. *L'encre et le sang. Récits de crimes et société à la Belle Époque*. Paris, Fayard, 1995. 350 pages.
- Lachance, André. «*La vie est si fragile...*» : *Étude sur la mort violente dans les Cantons de l'Est 1900-1950*. Sherbrooke, Éditions G.G.C., 2002. 209 pages.
- Leroux, Éric. *et al. 1870 : du journal d'opinion à la presse de masse, la production industrielle de l'information*. Montréal, Petit musée de l'impression, 2010. 161 pages.
- Lethier, Virginie. *et al. Le discours de presse au XIX<sup>e</sup> siècle : pratiques socio-discursives émergentes*. Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2008. 168 pages.

- Lévesque, Andrée. *La norme et les déviantes. Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*. Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1989. 232 pages.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. *L'histoire du Québec contemporain : de la Confédération à la crise*. Montréal, Boréal Express, 1979. 660 pages.
- Lombroso, Cesare et Guglielmo Ferrero. *La femme criminelle et la prostituée*. Paris, F. Alcan, 1896. 679 pages.
- Martin-Fugier, Anne. *La place des bonnes. La domesticité féminine à Paris en 1900*. Paris, Éditions Grasset & Fasquelle, 1979. 377 pages.
- Ménard, Sylvie. *Des enfants sous surveillance. La rééducation des jeunes délinquants au Québec, 1840-1950*. Montréal, VLB, 2003. 247 pages.
- Moose, Georges L. *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*. Paris, Édition Abbeville, 1997. 251 pages.
- M'Sili, Marine. *Le fait divers en République : histoire sociale de 1870 à nos jours*. Paris, CNRS éditions, 2000. 311 pages.
- Myers, Tamara. *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 2006. 345 pages.
- Pâquet, Martin. *Tracer les marges de la cité. Étranger, immigrant et État au Québec*. Montréal, Boréal, 2005. 317 pages.
- Pavillon, Monique et François Vallotton, dir. *Lieux de femmes dans l'espace public 1800-1930*. Lausanne, Presses de l'Université de Lausanne, 1992. 191 pages.
- Scott, W. Joan. *De l'utilité du genre*. Paris, Fayard, 2012. 300 pages.
- Shapiro, Ann-Louise. *Breaking the Codes: Female Criminality in Fin-de-Siècle Paris*. Stanford, Stanford University Press, 1996. 265 pages.
- Théry, Irène. *Qu'est-ce que la distinction de sexe ?* Paris, Fabert, 2011. 51 pages.
- Walch, Agnès. *Histoire de l'adultère, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Perrin, 2009. 420 pages.

#### **ARTICLES ET CHAPITRES DE LIVRES COLLECTIFS**

- Backhouse, Constance. «Desperate Women and Compassionate Courts: Infanticide in Nineteenth-Century Canada». *The University of Toronto Law Journal*, vol. 34, n<sup>o</sup> 4 (1984), p. 447-448.

- Beaudoin, André. «Le crime de Vildebon». *Bulletin de la Société historique de Bellechasse*, vol. 10, n° 2 (printemps 1998), p.18.
- Boigeol, Anne. «L'exercice de la justice au prisme du genre : un non-objet?» dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2008. p. 329-343.
- Bonville, Jean de. «Le nouveau journalisme américain et la presse québécoise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle» dans Florian Sauvageau, dir. *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2004. p. 73-100.
- Bouchard, Gérard. «Naissance d'une élite : les médecins dans la société saguenayenne (1850-1940)». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, n°4 (1996), p. 521-549.
- Cellard, André. «Folie, norme et rôles sexuels au Québec dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : quelques observations tirées des archives de la curatelle». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 47, n° 2 (1993), p. 245-255.
- Cellard, André. «L'analyse documentaire» dans Jean Poupart. *et al. La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaétan Morin, 1997. p. 251-272.
- Cliche, Marie-Aimée. «Les filles-mères devant les tribunaux de Québec, 1850-1969». *Recherches sociographiques*, vol. 32, n° 1 (1991), p. 9-42.
- Cliche, Marie-Aimée. «L'infanticide dans la région de Québec (1660-1969)». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.44, n° 1 (1990), p. 31-59.
- Colette, Parent. «La protection chevaleresque ou les représentations masculines du traitement des femmes dans la justice pénale». *Déviance et société*, vol. 10, n° 2 (1986), p. 147-175.
- Crelinsten, D. Ronald. «La couverture de presse et ses fonctions légitimantes». *Criminologie*, vol. 20, n° 1, p. 35-57.
- Cusson Maurice et Raymonde Boisvert. «Homicides et autres violences conjugales» dans Maurice Cusson. *et al. Les violences criminelles*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1999. p. 77-90.
- Dauphin, Cécile. *et al.* «Culture et pouvoir des femmes: essai d'historiographie». *Annales E.S.C.*, vol. 41, n° 2 (mars-avril 1986), p. 271-293.

- Demartini, Anne Emmanuelle. «La figure de l'empoisonneuse. De Marie Lafarge à Violette Nozières» dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008. p. 27-39.
- Dumont, Micheline. « Histoire de la condition de la femme dans la province de Québec » dans M. Wade-Labarge. *et al. Tradition culturelle et histoire politique de la femme au Canada*, Ottawa, 1971. 50 pages. (Information Canada, Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada (commission Bird), Étude n°8.)
- Farge, Arlette. «L'espace public de la criminalité féminine» dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008. p. 19-25.
- Fyson, Donald. «Blows and Scratches, swords and guns: violence between men as material reality and lived experience in early Nineteenth-Century Lower Canada». A paper for the 78th annual meeting of the Canadian Historical Association, Sherbrooke, June 1999. [En ligne] <http://www.profs.hst.ulaval.ca/Dfyson/Violence.htm> (Page consultée le 15 mars 2015)
- Fyson, Donald. « La violence entre hommes et la justice au Québec, 1780-1850 » dans Antoine Follain, dir. *La violence et le judiciaire : discours, perceptions, pratiques*, Rennes, Presses de l'Université de Rennes, 2008. p. 241-249.
- Gourarier, Mélanie. *et al.* (Propos recueillis et traduits) «Masculinités, colonialité et néolibéralisme. Entretien avec Raewyn Connell». *Contretemps*, (juin 2013). [En ligne] <http://www.contretemps.eu/interviews/masculinit%C3%A9s-colonialit%C3%A9n%C3%A9olib%C3%A9ralisme-entretien-raewyn-connell> (Page consultée le 02 octobre 2015)
- Harris, Ruth. «Melodrama, Hysteria and Feminine Crimes of Passion in the Fin-de-Siècle». *History Workshop*, n° 25 (spring 1988), p. 31-63.
- Hubert, Ollivier. «Féminin/masculin: l'histoire du genre». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4 (2004), p. 473-479.
- Kaluszynski, Martine. «La femme (criminelle) sous le regard du savant au XIX<sup>e</sup> siècle» dans Coline Cardi et Geneviève Pruvost, dir. *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012. p. 13-31. (Coll. «Sciences humaines»).
- Knibiehler, Yvonne. «Le discours sur la femme : constantes et ruptures». *Romantisme*, n°13-14 (19760), p. 41-55.

- Lacourcière, Luc. «Le destin posthume de la Corriveau». *Les Cahiers des Dix*, n° 34 (1969), p. 239–271.
- Leblois-Happe, Jocelyne. «La sanction des femmes criminelles. Y a-t-il une spécificité féminine de la peine ?» dans Loïc Cadiet, dir. *Figures de femmes criminelles. De l'Antiquité à nos jours*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2008. p. 179-195.
- Lessard, Rénald et Stéphanie Tésio. «Les enquêtes des coroners du district de Québec, 1765-1930 : une source en histoire médicale et sociale canadienne». *Bulletin canadien d'histoire de la médecine*, vol. 25, n° 2 (2008), p. 433-460.
- Lévesque, Andrée. «Le Bordel : milieu de travail contrôlé». *Labour/ Le Travail*, vol. 20 (1987), p.13-31.
- Lévesque, Andrée. «Réflexions sur l'histoire des femmes dans l'histoire du Québec». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.51, n° 2 (1997), p. 271-284.
- Martel, Joanne. «Femme battue et mari "bateur" : une reconstruction médiatique dans La Presse au XIXe siècle». *Criminologie*, vol.27, n° 1 (1994), p. 117-134.
- Perrot, Michelle. «Faits divers et histoire au XIXe siècle». *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 38, n° 4 (1983), p. 911-919.
- Poutanen, Mary Anne. «Images du danger dans les archives judiciaires. Comprendre la violence et le vagabondage dans un centre urbain du début du XIXe siècle, Montréal (1810-1842)». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol.55, n° 3 (2002), p.381-405.
- Riot-Sarcey, Michèle. «Michel Foucault pour penser le genre : sujet et pouvoir» dans Danielle Chabaud-Rychter, dir. *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte, 2010. p. 485-497.
- Strimelle, Véronique. «La gestion de la déviance des filles à Montréal au XIXe siècle. Les institutions du Bon-Pasteur d'Angers (1869-1912)». *Revue d'histoire de l'enfance «irrégulière»*, n° 5 (2003), p. 61-83.
- Vrints, Antoon. «All Honourable Men? Violence and Manliness in Twentieth-Century Antwerp» dans Bruno Benvindo, dir. *Masculinités*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009. p.89-101.
- Vuatoux Arthur et Meoin Hagège. «Les masculinités : critique de l'hégémonie, recherche et horizons politiques». *Contretemps*, (juillet 2013). [En ligne].  
<http://www.contretemps.eu/interventions/masculinit%C3%A9s-critique-lh%C3%A9g%C3%A9monie-recherche-horizons-politiques> (Page consultée le 02 octobre 2015)



## MÉMOIRES ET THÈSES

- Allen, Patrick. «Prostituées de rue et maison de débauche à Québec : La répression de la prostitution par le système de justice étatique, 1880-1905». Mémoire de M.A (Histoire), Université Laval, 2007. 131 pages.
- Bernier, Joanne. «"Maricide" au Canada français (1867-1940) : Le syndrome de la femme fatale». Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1995. 138 pages.
- Boulianne, François. «La répression des bordels à Québec : discours, institutions et application, 1850-1870». Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2008. 130 pages.
- Chênevert, Annie. «Les mères accusées d'infanticide dans le district judiciaire de Montréal 1798-1850». Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 2013. 148 pages.
- D'Amico, Anne-Julie. «La perception des marginaux par les bourgeois de Québec au XIXe siècle : l'exemple des journaux, 1840-1880». Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2010. 143 pages.
- D'Astous-Masse, Emmanuelle. «Les médecins comme auxiliaires de la justice criminelle à Québec, 1880-1920». Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2010. 174 pages.
- Glatigny, Jessica. «La production du fait divers en France et au Québec de 1885 à 1935. Une étude comparée de la presse». Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Poitiers et Université du Québec à Montréal, 2011. 612 pages.
- Martel, Joanne. «La reconstruction de la criminalité à travers La Presse (1866-1989) : L'image de la contrevenante et de la femme victime». Mémoire de M.A. (Criminologie), Université d'Ottawa, 1991. 149 pages.
- Septon, Monique Ida. «Les femmes et le poison : L'empoisonnement devant les juridictions criminelles en Belgique, 1795-1914». Thèse de Ph.D. (Histoire), Marquette University, 1996. 731 pages.
- Sharpe, Michel. «La mort violente à Sherbrooke de 1901 à 1930». Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Sherbrooke, 1993. 195 pages.
- Thifault, Marie-Claude. «Folie et déviance des femmes au Québec, 1901-1913». Mémoire de M.A (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1993. 167 pages.



Vachon, David. «"Don't do that Joss !" : Les homicides à Québec entre 1880-1930».  
Mémoire de M.A. (Histoire), Université Laval, 2008. 126 pages.

